



**PROCES-VERBAL
DE LA RÉUNION DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL
DU 16 DÉCEMBRE 2022
Séance de clôture du Budget Primitif 2023**

sous la présidence de Monsieur Alain PICHON,
Président du Conseil Départemental de la Vienne

Secrétaire de séance : Joëlle PELTIER

La réunion s'est tenue à l'Hôtel du Département de la Vienne à Poitiers.

Ouverture de la séance à 9 h 30.

Les membres ci-après étaient présents et ont constitué le quorum à la réunion du Conseil Départemental :

- **Brigitte ABAUX**, Conseillère Départementale Déléguée, Présidente de la commission Habitat, Logement,
- **Sandrine BARRAUD**, Conseillère Départementale
- **Isabelle BARREAU**, Conseillère Départementale Déléguée, Présidente de la commission Tourisme, Attractivité
- **Gilbert BEAUJANEAU**, Vice-Président, Président de la commission Routes, Mobilités
- **Marie-Jeanne BELLAMY**, Conseillère Départementale
- **Rose-Marie BERTAUD**, Vice-Présidente, Présidente de la commission Action Sociale, Enfance, Famille
- **François BOCK**, Conseiller Départemental
- **Anne-Florence BOURAT**, Vice-Présidente Déléguée, Présidente de la commission Santé
- **Catherine BOURGEON**, Conseillère Départementale
- **Anthony BROTTIER**, Conseiller Départemental
- **Valérie CHEBASSIER**, Conseillère Départementale
- **Henri COLIN**, Vice-Président, Président de la commission Education, Collèges, Université, Bâtiments
- **Benoît COQUELET**, Vice-Président, Président de la commission Insertion, Emploi, Pôles Economiques
- **Valérie DAUGE**, 1ère Vice-Présidente, Présidente de la commission Personnes Agées, Personnes Handicapées

- **Guillaume DE RUSSÉ**, Président Délégué, Président de la commission Financements Union Européenne, Etat, Région et Grands Projets
- **Marie-Renée DESROSES**, Vice-Présidente, Présidente de la commission Ressources Humaines, Moyens Généraux
- **Ludovic DEVERGNE**, Conseiller Départemental
- **Claude EIDELSTEIN**, Vice-Président, Rapporteur Général du Budget, Président de la commission Finances
- **Jean-Olivier GEOFFROY**, Conseiller Départemental, présent à partir de 10 h 00
- **Francis GOMEZ**, Conseiller Départemental
- **Pascale GUITTET**, Vice-Présidente, Présidente de la commission Jeunesse, Sport, Citoyenneté
- **Florence HARRIS**, Conseillère Départementale
- **Gérard HERBERT**, Conseiller Départemental, présent jusqu'à 12 h 49
- **Alain JOYEUX**, Conseiller Départemental
- **Pascale MOREAU**, Vice-Présidente, Présidente de la commission Aménagement du Territoire
- **Jérôme NEVEUX**, Conseiller Départemental
- **Lydie NOIRAUT**, Conseillère Départementale
- **Sybil PÉCRIAUX**, Conseillère Départementale Déléguée, Présidente de la commission Relations Internationales
- **Joëlle PELTIER**, Vice-Présidente Déléguée, Présidente de la commission Climat et Développement Durable
- **Gérard PEROCHON**, Conseiller Départemental
- **Alain PICHON**, Président du Conseil Départemental
- **Benoît PRINÇAY**, Conseiller Départemental
- **Sarah RHALLAB**, Conseillère Départementale, présente à partir de 10 h 55
- **Séverine SAINT-PÉ**, Vice-Présidente, Présidente de la commission Aménagement et Inclusion Numériques
- **Grégory VOUHÉ**, Conseiller Départemental

Les membres ci-après étaient absents mais représentés :

- **Bruno BELIN**, Conseiller Départemental Délégué, Président de la commission Culture, Événementiel, a donné pouvoir à Marie-Jeanne BELLAMY
- **Aline FONTAINE**, Conseillère Départementale, a donné pouvoir à Anthony BROTTIER
- **Gérard HERBERT**, Conseiller Départemental, a donné pouvoir à Gérard PEROCHON à partir de 12 h 49
- **Jean-Louis LEDEUX**, Vice-Président, Président de la commission Agriculture, Ruralité, a donné pouvoir à Sybil PÉCRIAUX
- **Sarah RHALLAB**, Conseillère Départementale, a donné pouvoir à Ludovic DEVERGNE jusqu'à 10 h 55

ORDRE DU JOUR ET VOTES

N° d'acte	Récapitulatif des délibérations	Union pour la Vienne	La Vienne en Transition	Renaissance en Vienne	Parti Socialiste	Sens du vote	P.
1. AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DEVELOPPEMENT DURABLE							
Commission Climat et Développement Durable							
2022CD0074	Environnement : BP 2023	Pour	Pour	Pour	Pour	Adopté à l'unanimité	P10
Commission Routes, Mobilités							
2022CD0075	Voirie départementale : BP 2023	Pour	Pour	Pour	Pour	Adopté à l'unanimité	P25
Commission Agriculture, Ruralité							
2022CD0076	Agriculture et Ruralité : BP 2023	Pour	Pour	Pour	Pour	Adopté à l'unanimité	P41
Commission Aménagement du Territoire							
2022CD0077	Accompagnement des Communes et des Territoires pour l'Investissement dans la Vienne (ACTIV') : BP 2023	Pour	Pour	Pour	Pour	Adopté à l'unanimité	P51
2022CD0078	Accompagnement des Communes et des Territoires pour l'Investissement dans la Vienne (ACTIV') - Modification du Règlement	Pour	Pour	Pour	Pour	Adopté à l'unanimité	P68
2022CD0079	Syndicat Mixte de l'Aéroport de Poitiers-Biard (SMAPB) : BP 2023 - Inscriptions de crédits	Pour	Contre	Pour	Pour	Adopté à la majorité	P85
Commission Aménagement et Inclusion Numériques							
2022CD0080	Aménagement et Inclusion Numériques : BP 2023	Pour	Pour	Pour	Pour	Adopté à l'unanimité	P90
2. SOLIDARITES, ACTION SOCIALE							
Commission Personnes Agées, Personnes Handicapées							
2022CD0081	Politique Vieillesse : BP 2023	Pour	Abstention	Pour	Abstention	Adopté à la majorité	P104
2022CD0082	Politique Handicap : BP 2023 ¹	Pour	Abstention	Pour	Pour	Adopté à la majorité	P135

¹ Valérie DAUGE ne prend pas part à la délibération pour la MDPH

N° d'acte	Récapitulatif des délibérations	Union pour la Vienne	La Vienne en Transition	Renaissance en Vienne	Parti Socialiste	Sens du vote	P.
2022CD0083	Avenant à la convention relative à la délégation d'accompagnement de l'accueil familial des personnes en situation de handicap (PH) et mixte (PA/PH) ²	Pour	Pour	Pour	Pour	Adopté à l'unanimité	P152
2022CD0084	Convention Vienne Autonomie Services 2023	Pour	Pour	Pour	Pour	Adopté à l'unanimité	P158
Commission Action Sociale, Enfance, Famille / Santé							
2022CD0085	Action sociale : BP 2023	Pour	Abstention	Pour	Pour	Adopté à la majorité	P173
2022CD0086	Enfance et Famille : BP 2023	Pour	Abstention	Pour	Pour	Adopté à la majorité	P194
2022CD0087	Santé : BP 2023	Pour	Contre	Pour	Abstention	Adopté à la majorité	P222
Commission Insertion, Emploi, Pôles Economiques							
2022CD0088	Insertion et retour à l'emploi : BP 2023	Pour	Pour	Pour	Pour	Adopté à l'unanimité	P230
2022CD0089	Conventions relatives à la mise en oeuvre de l'expérimentation "Territoire zéro chômeur de longue durée" suite à l'habilitation du territoire de Poitiers	Pour	Pour	Pour	Pour	Adopté à l'unanimité	P241
2022CD0090	Contrats aidés : Convention 2023	Pour	Pour	Pour	Pour	Adopté à l'unanimité	P354
2022CD0091	Technopole du Futuroscope - Budget principal : BP 2023	Pour	Abstention	Pour	Pour	Adopté à la majorité	P370
2022CD0092	Technopoles du Futuroscope et du site du Vigeant - Budgets annexes : BP 2023	Pour	Pour	Pour	Pour	Adopté à l'unanimité	P379
Commission Habitat, Logement							
2022CD0093	Politique de l'habitat : BP 2023 et Schéma Départemental de l'Habitat 2023/2028 ³	Pour	Abstention	Pour	Pour	Adopté à la majorité	P389
2022CD0094	Logement des publics défavorisés : BP 2023 - Gestion déléguée au Fonds de Solidarité pour le Logement de la Vienne (FSL 86) ⁴	Pour	Pour	Pour	Pour	Adopté à l'unanimité	P482

² Marie-Jeanne BELLAMY ne prend pas part à la délibération pour PROGECAT

³ Henri COLIN ne prend pas part à la délibération

⁴ Alain PICHON ne prend pas part à la délibération pour le FSL 86

N° d'acte	Récapitulatif des délibérations	Union pour la Vienne	La Vienne en Transition	Renaissance en Vienne	Parti Socialiste	Sens du vote	P.
3. EDUCATION, JEUNESSE, EPANOUISSEMENT							
Commission Education, Collèges, Université, Bâtiments							
2022CD0095	Numérique pour l'Education : BP 2023	Pour	Pour	Pour	Pour	Adopté à l'unanimité	P498
2022CD0096	Education et Enseignement Supérieur : BP 2023	Pour	Contre	Pour	Abstention	Adopté à la majorité	P505
2022CD0097	Travaux et maintenance des collèges et des bâtiments départementaux: BP 2023	Pour	Pour	Pour	Pour	Adopté à l'unanimité	P517
2022CD0098	Transport des élèves en situation de handicap : BP 2023	Pour	Pour	Pour	Pour	Adopté à l'unanimité	P526
Commission Jeunesse, Sport, Citoyenneté							
2022CD0099	Politique sportive : BP 2023	Pour	Abstention	Pour	Pour	Adopté à l'unanimité	P532
2022CD0100	Jeunesse et Citoyenneté : BP 2023	Pour	Pour	Pour	Pour	Adopté à l'unanimité	P544
Commission Culture, Événementiel							
2022CD0101	Politique culturelle : BP 2023	Pour	Pour	Pour	Pour	Adopté à l'unanimité	P551
2022CD0102	Bibliothèque Départementale de la Vienne : BP 2023	Pour	Pour	Pour	Pour	Adopté à l'unanimité	P578
2022CD0103	Archives Départementales : BP 2023	Pour	Contre	Pour	Pour	Adopté à la majorité	P586
Commission Tourisme, Attractivité							
2022CD0104	Schéma Départemental Touristique 2023-2028 ⁵	Pour	Pour	Pour	Pour	Adopté à l'unanimité	P591
2022CD0105	Politique touristique : BP 2023	Pour	Pour	Pour	Pour	Adopté à l'unanimité	P755
2022CD0106	Agence de Créativité et d'Attractivité du Poitou - Subvention de fonctionnement 2023 ⁶	Pour	Contre	Pour	Pour	Adopté à la majorité	P763

⁵ Alain PICHON, Isabelle BARREAU, Sandrine BARRAUD, Jean-Olivier GEOFFROY, Valérie DAUGE, Benoît COQUELET, Marie-Jeanne BELLAMY, Marie-Renée DESROSES, Gérard HERBERT, Jérôme NEVEUX et Francis GOMEZ ne prennent pas part à la délibération

⁶ Alain PICHON, Isabelle BARREAU, Sandrine BARRAUD, Jean-Olivier GEOFFROY, Valérie DAUGE, Benoît COQUELET, Marie-Jeanne BELLAMY, Marie-Renée DESROSES, Gérard HERBERT, Jérôme NEVEUX et Francis GOMEZ ne prennent pas part à la délibération

N° d'acte	Récapitulatif des délibérations	Union pour la Vienne	La Vienne en Transition	Renaissance en Vienne	Parti Socialiste	Sens du vote	P.
2022CD0107	Plan de relance Volet Tourisme ⁷	Pour	Contre	Pour	Pour	Adopté à la majorité	P772
Commission Relations Internationales							
2022CD0108	Coopération internationale : BP 2023	Pour	Pour	Pour	Pour	Adopté à l'unanimité	P780
4. COMMISSION DES FINANCES							
2022CD0109	Fonctionnement des groupes d'élus du Conseil Départemental : BP 2023	Pour	Pour	Pour	Pour	Adopté à l'unanimité	P786
2022CD0110	Dépenses liées aux personnels et aux élus : BP 2023	Pour	Pour	Pour	Pour	Adopté à l'unanimité	P790
2022CD0111	Rapport du personnel - Personnel départemental	Pour	Pour	Pour	Pour	Adopté à l'unanimité	P800
2022CD0112	RIFSEEP - Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel	Pour	Pour	Pour	Pour	Adopté à l'unanimité	P826
2022CD0113	Recrutement, mobilité, formation et communication interne : BP 2023	Pour	Pour	Pour	Pour	Adopté à l'unanimité	P857
2022CD0114	Action sociale en faveur du personnel départemental : BP 2023	Pour	Pour	Pour	Pour	Adopté à l'unanimité	P863
2022CD0115	Santé et sécurité au travail : BP 2023	Pour	Pour	Pour	Pour	Adopté à l'unanimité	P869
2022CD0116	Administration générale : BP 2023	Pour	Pour	Pour	Pour	Adopté à l'unanimité	P875
2022CD0117	Avantages en nature 2023	Pour	Pour	Pour	Pour	Adopté à l'unanimité	P880
2022CD0118	Transition numérique : BP 2023	Pour	Pour	Pour	Pour	Adopté à l'unanimité	P884
2022CD0119	Commission Locale d'Information sur la Centrale Électronucléaire de Civaux : BP 2023	Pour	Pour	Pour	Pour	Adopté à l'unanimité	P890
2022CD0120	Compte-rendu sur les marchés publics passés en 2022	L'Assemblée prend acte					P894
2022CD0121	Subvention globale FSE 2021-2027 - Création d'une autorisation d'engagement	Pour	Pour	Pour	Pour	Adopté à l'unanimité	P949

⁷ Alain PICHON, Isabelle BARREAU, Sandrine BARRAUD, Jean-Olivier GEOFFROY, Valérie DAUGE, Benoît COQUELET, Marie-Jeanne BELLAMY, Marie-Renée DESROSES, Gérard HERBERT, Jérôme NEVEUX et Francis GOMEZ ne prennent pas part à la délibération

N° d'acte	Récapitulatif des délibérations	Union pour la Vienne	La Vienne en Transition	Renaissance en Vienne	Parti Socialiste	Sens du vote	P.
2022CD0122	Décision Modificative n° 3 de 2022	Pour	Pour	Pour	Pour	Adopté à l'unanimité	P953
2022CD0123	Service d'Incendie et de Secours : BP 2023 et Convention pluriannuelle 2023 - 2025 de partenariat	Pour	Pour	Pour	Pour	Adopté à l'unanimité	P960
2022CD0124	Communication : BP 2023	Pour	Contre	Pour	Pour	Adopté à la majorité	P973
2022CD0125	Expositions temporaires à l'Hôtel du Département	Pour	Pour	Pour	Pour	Adopté à l'unanimité	P978
2022CD0126	Futuroscope Palais des Congrès Arena - Budget Annexe 80 : BP 2023 ⁸	Pour	Pour	Pour	Pour	Adopté à l'unanimité	P988
2022CD0127	Affaires immobilières : BP 2023	Pour	Pour	Pour	Pour	Adopté à l'unanimité	P995
2022CD0128	Recettes départementales et gestion de la dette : BP 2023	Pour	Pour	Pour	Pour	Adopté à l'unanimité	P999
2022CD0129	Délégations en matière d'emprunts, de lignes de trésorerie et de placements de fonds - Année 2023	Pour	Pour	Pour	Pour	Adopté à l'unanimité	P 1022
2022CD0130	Budget Primitif 2023	Pour	Contre	Pour	Abstention	Adopté à la majorité	P 1037

⁸ Guillaume DE RUSSÉ, Alain PICHON, Claude EIDELSTEIN, Isabelle BARREAU, Gérard HERBERT et Pascale GUITTET ne prennent pas part à la délibération

Alain PICHON : Bonjour à tous, nous allons pouvoir commencer notre réunion avec le premier rapport. Joëlle.

COMMISSION CLIMAT ET DEVELOPPEMENT DURABLE

1. Environnement : BP 2023

Joëlle PELTIER : Bonjour à tous. Pour ces grandes orientations du budget 2023, le Département réaffirme son souhait d'amplifier et de concentrer son action environnementale sur les enjeux prioritaires que vous connaissez tous. Trois sujets autour de l'eau, la biodiversité, la randonnée pédestre et cycliste. Sur ce grand Schéma Départemental de l'Eau 2018-2027, il est prévu 77 000 € en crédits de fonctionnement sur la maîtrise d'ouvrage pour le pilotage du Schéma Départemental de l'Eau qui est copiloté avec l'État, comme vous le savez, et un certain nombre d'appuis techniques auprès de maîtres d'ouvrage à travers l'assistance technique via le SATESE (Service d'Assistance Technique aux Exploitants des Stations d'Épuration), un service proposé à certaines communes, l'animation de tout ce qui est charte départementale d'assainissement non collectif et le suivi de la qualité des eaux superficielles via la maîtrise d'ouvrage du réseau complémentaire départemental.

Sur la partie investissements, l'eau représente une grande part du budget d'investissement à hauteur de 59 %. 1 620 000 € seront dédiés à :

- Des subventions d'appui technique pour les collectivités sur l'eau potable et l'assainissement collectif ;
- Des aides financières, comme vous le savez, auprès de particuliers qui souhaitent mettre en conformité les installations d'assainissement non collectif ;
- Le plan arbres qui, comme chaque année, rencontre un vif succès.

Nous avons également 96 000 € en fonctionnement sur la partie financement des SAGE (Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux), là encore un point important, cette année, puisque nous serons particulièrement vigilants sur les études HMUC (Hydrologie Milieux Usages Climat), notamment sur celle du Clain, mais nous en avons d'autres qui arrivent de façon à bien veiller que l'impact socioéconomique soit aussi pris en compte dans ces études.

Concernant les espaces naturels sensibles (ENS), comme vous le savez, la volonté est de passer de 5 à 17 ENS d'ici le mandat. Nous notons une augmentation sur les investissements et, cette année, nous allons travailler sur deux sites supplémentaires. Le programme d'investissement est d'un montant de 392 000 € et nous allons travailler à l'acquisition de l'ENS du Coteau de Chaussac à Migné-Auxances, le Bois Coûtant à Vivonne, le Coteau du Trait à Bonnes et évidemment les Marais de la Pallu sur les communes de Saint-Martin-la-Pallu et Vouzailles. Nous aurons 283 000 € de crédits de fonctionnement sur la gestion des ENS que nous possédons déjà.

Concernant le troisième pilier de la Vienne environnementale, la Vienne à vélo, là aussi, vous voyez que le montant en investissement augmente par rapport aux années passées. Nous vous proposons d'inscrire 727 500 € sur la mise en œuvre de « la Vienne à vélo et rando ». Vous avez la liste des travaux dans le rapport prévus en particulier sur la V94 et l'EV3. Nous allons aussi démarrer le balisage de la V41 Saint-Jacques à vélo.

Ensuite, nous avons d'autres actions en faveur de l'environnement sur tout ce qui va être crédits de fonctionnement autour des associations et des actions de maîtrise d'ouvrage. Voilà pour le budget.

Au cours de la commission, nous avons aussi évoqué le Fonds Chaleur, donc peut-être un petit mot.

Alain PICHON : Oui, très bien.

Joëlle PELTIER : C'est un rapport qui est intégré à la commission de Pascale sur la commission aménagement puisque la ligne budgétaire sera dans sa commission. Qu'est-ce que le Fonds Chaleur ? Nous avons été approchés par l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie) depuis plusieurs mois. Ce Fonds Chaleur, comme son nom l'indique, sert à développer des opérations de production de chaleur sur le département. L'ADEME prévoit 1 500 000 € de travaux sur trois ans. Pour faciliter le déploiement de ce Fonds Chaleur, le Département de la Vienne a souhaité porter le contrat et notamment la première étape qui concerne l'étude de préfiguration qui consiste à identifier tout le potentiel sur le département hors grand Poitiers puisqu'il est déjà parti. Le Président a souhaité là encore affirmer son soutien auprès des collectivités du département pour prendre en charge cette étude de préfiguration qui est financée à hauteur de 70 % par l'ADEME. Le principe du Fonds Chaleur, c'est que l'ADEME prendra à sa charge 50 % du montant des investissements, ce qui est quand même assez intéressant.

Pour le Département, cela implique la mise en place d'un animateur qui va travailler en lien avec les EPCI (Établissements Publics de Coopération Intercommunale) pour identifier les projets. Ce sera dans le service de la DAEE (Direction de l'Agriculture, de l'Eau et de l'Environnement), Bénédicte (Directrice de l'Agriculture, de l'Eau et de l'Environnement). L'idée est que si cette étude de préfiguration aboutit sur des opportunités intéressantes, nous pourrions également nous porter candidats pour gérer le fonds financier de redistribution aux porteurs de projets dans la phase de réalisation des investissements. C'est un Fonds Chaleur qui met autour de la table plusieurs partenaires : l'ADEME, les EPCI et le syndicat Énergie Vienne qui va aussi nous aider à identifier les porteurs de projets, et voir aussi comment nous pouvons imaginer des soutiens financiers complémentaires pour, là encore, accélérer la transition écologique à travers le déploiement d'unités de production de chaleur dans notre département.

Alain PICHON : Effectivement, des projets extrêmement intéressants. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Je vais mettre aux voix. Y a-t-il des avis contraires sur ce rapport ? Des abstentions ? Il est adopté. Merci beaucoup Joëlle. Merci aussi, mais cela sera pour tous, pour l'engagement des élus et des collaborateurs qui sont extrêmement présents, attentifs, sources de proposition et évidemment d'action. Merci à tous.

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

DELIBERATION DU CONSEIL
DEPARTEMENTAL

Séance du 16 décembre 2022

ENVIRONNEMENT : BP 2023

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
La Commission Climat et Développement Durable s'étant réunie,
Le Conseil Départemental de la Vienne, en séance publique le 16 décembre 2022 à l'Hôtel du Département à Poitiers, le quorum étant atteint,
Au bénéfice des considérations mentionnées dans le rapport,
Après en avoir délibéré et voté,

DECIDE, au titre du budget primitif 2023 relatif à l'environnement :

- d'inscrire un crédit de paiement de 582 000 € en fonctionnement,
- d'inscrire un crédit de paiement de 2 742 000 € en investissement,
- de prévoir des recettes à hauteur de 220 500 €,
- d'adopter les modifications des échéanciers de paiement de l'autorisation de programme 2017/1 SDE ACTIV' 4 et 5 et de l'autorisation de programme 2022/1 SDE ACTIV'4 précisées en annexe.

ADOPTÉ

Le Président du Conseil Départemental,



Alain PICHON

Date de télétransmission au Contrôle de Légalité	20/12/2022
Identifiant de la télétransmission	086-228600011-20221216-000000000007005-DE
Date de publication	22/12/2022

BUDGET PRIMITIF 2022 POLITIQUE DU CLIMAT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

ECHEANCIERS RELATIFS AUX AUTORISATIONS DE PROGRAMME OU D'ENGAGEMENT

Millésime AP/AE	Code programme	Libellé de l'AP ou AE	Observation	Montant de l'AP ou AE	Antérieur	2022	2023	2024	2025	reste à financer
AP 2017/1	06PEAUASSA	19-APPEL A PROJET SDE 2017-2021	ancien échéancier	7 330 000,00 €	3 847 530,11 €	1 400 000,00	0,00	0,00	0,00	2 082 469,89 €
			nouvel échéancier	7 330 000,00 €	3 847 530,11 €	1 400 000,00	910 000,00	0,00	0,00	1 172 469,89 €
AP 2022/1	06PEAUASSA	22- SDE ACTIV 4 2022-2026	ancien échéancier	8 100 000,00 €	0,00 €	450 000,00	2 000 000,00	2 000 000,00	2 000 000,00	1 650 000,00 €
			nouvel échéancier	8 100 000,00 €	0,00 €	450 000,00	1 620 000,00	2 350 000,00	2 350 000,00	1 330 000,00 €

REUNION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU 16 DECEMBRE 2022 - BUDGET PRIMITIF

COMMISSION CLIMAT ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Direction Générale Adjointe de l'Aménagement du Territoire et du Développement
Durable

Direction de l'Agriculture, de l'Eau et de l'Environnement

RAPPORT DU PRESIDENT

ENVIRONNEMENT : BP 2023



1/ Périmètre d'intervention de la politique publique

La préservation de l'environnement et de la qualité du cadre de vie dans la Vienne est un enjeu primordial pour le Département. Les ressources naturelles de la Vienne constituent un patrimoine riche contribuant à l'identité du territoire et à son attractivité économique, touristique et résidentielle.

En adéquation avec ses compétences, le Département s'est engagé dans une politique publique environnementale ambitieuse, dans une logique de développement durable en interaction avec les autres enjeux socio-économiques.

Cette politique est structurée via **SEVE**, Stratégie et Engagement de la Vienne en Environnement. Elle regroupe un plan d'actions transversales à l'ensemble de l'activité du Département.

Parmi ces actions, celles relevant du budget dédié à l'environnement concernent les domaines d'interventions suivants :

- l'eau,
- la biodiversité, en particulier les Espaces Naturels Sensibles,
- la randonnée et l'éco-mobilité cyclable,
- les actions spécifiques au pilotage du bilan carbone du Département et à la maîtrise des émissions de gaz à effet de serre.

Le budget dédié à la politique environnementale ne comprend pas les actions de sobriété énergétique qui sont financées via les budgets sectoriels concernés, tels que par exemple les bâtiments, les technopoles, les routes, les affaires générales et l'appui aux collectivités.

2/ Grandes orientations pour le budget 2023

Le Département souhaite amplifier et concentrer son action environnementale sur des enjeux prioritaires et ciblés, pour renforcer son efficacité.

L'eau est une priorité dans la Vienne, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif. Par exemple, afin de garantir une eau totale de qualité nécessaire à la santé publique, les actions portant sur les nitrates et les produits phytosanitaires qui fragilisent 40% des captages d'eau potable sont essentielles pour le département. De même, plus des trois-quarts du territoire départemental sont classés en Zone de Répartition des Eaux, ce qui signifie que les prélèvements sont supérieurs aux capacités du milieu naturel.

2023 constitue une année charnière pour la construction collective d'un usage de l'eau à la fois acceptable pour le fonctionnement écologique des milieux naturels et réaliste d'un point de vue socio-économique, en particulier pour l'alimentation en eau potable et l'agriculture.

Le Département, co-pilote du Schéma Départemental de l'Eau, entend poursuivre son rôle de facilitateur dans la conception et la mise en œuvre de ces démarches, en particulier pour le protocole du bassin du Clain, les études Hydrologie Milieux Usages Climat (HMUC) et les projets de territoire par bassin versant, en apportant notamment une vigilance particulière sur la prise en compte socio-économique des usages actuels de l'eau dans les études lancées.

De même, la **biodiversité** est une ressource naturelle vitale mais menacée. Par exemple, il existe de l'ordre de 150 espèces d'oiseaux en Vienne, mais 44% sont menacées de disparition sur le territoire.

Le Département a défini en 2022 sa stratégie d'intervention pour la biodiversité remarquable via les **Espaces Naturels Sensibles (ENS)** avec l'acquisition, la préservation et l'ouverture au public d'écosystèmes naturels. Ces espaces contribuent à l'amélioration de la qualité de l'eau et offrent à la population un accès à une nature préservée nécessaire à l'attractivité du territoire, et au cadre de vie apaisé et bénéfique pour la santé. Le Département assume la maîtrise d'ouvrage pour les sites les plus remarquables classés ENS Départementaux, et met à disposition des moyens financiers via Activ'2 et des outils techniques auprès des collectivités pour les ENS Locaux. Enfin, il a créé un dispositif, les sites ENVIE, pour accompagner les initiatives locales sur d'autres espaces non identifiés dans le schéma des Espaces Naturels Sensibles.

Enfin, la **randonnée pédestre et cycliste** constitue un levier pour valoriser la richesse de la nature et des terroirs de la Vienne, avec une activité sport-santé qui conjugue également une vocation de développement du tourisme et de l'économie locale. Ainsi que défini dans **la Vienne à vélo et rando**, schéma départemental de la randonnée et des mobilités douces, le Département porte la maîtrise d'ouvrage du développement d'itinéraires d'intérêt départemental ou supra, et accompagne les acteurs locaux pour les itinéraires infra-départementaux.

Par rapport aux années précédentes les principales évolutions pour l'année 2023 sont :

- un maintien de l'effort financier pour l'eau,

- une diminution des crédits de fonctionnement en maîtrise d'ouvrage pour participer à l'effort collectif de maîtrise du budget départemental, permis en particulier par le redéploiement du calendrier d'élaboration de l'atlas paysage, afin de prendre le temps nécessaire pour une large concertation,
- une augmentation importante des crédits d'investissement en maîtrise d'ouvrage, notamment grâce aux financements externes obtenus pour la réalisation de projets départementaux, afin de développer de manière conséquente les **Espaces Naturels Sensibles Départementaux** et les **itinéraires de randonnée d'intérêt national**.

3/ Synthèse budgétaire par programme

La proposition budgétaire 2023 peut se résumer dans le tableau ci-dessous* :

Programmes	Fonctionnement (€)			Investissement (€)		
	CA 2021	BP 2022	Proposition 2023	CA 2021	BP 2022	Proposition 2023
Eau	166 047	153 000	173 000	1 156 569	1 850 000	1 620 000
Espaces Naturels Sensibles	261 461	290 000	283 000	401 872	324 000	392 000
Randonnée	14 338	34 500	27 500	228 853	418 000	700 000
Autres actions en faveur de l'environnement	42 363	207 500	98 500	43 600	100 000	30 000
TOTAL	484 209	685 000	582 000	1 830 894	2 692 000	2 742 000

*Budget présenté hors recettes, qui sont de 74 000 € en fonctionnement et de 146 000 € en investissement.

4/ Présentation plus détaillée des programmes

L'ambition environnementale du Département est affirmée via SEVE «Stratégie et Engagement de la Vienne pour l'Environnement», qui vise 3 cibles prioritaires :

- la lutte et l'adaptation au changement climatique,
- la préservation et la valorisation de la biodiversité,
- la gestion durable de la ressource en eau.

Le budget dédié à l'environnement finance la partie des actions de SEVE correspondant aux compétences départementales en environnement et en particulier :

- le Schéma Départemental de l'Eau 2019 / 2028, co-piloté avec l'Etat,
- les Espaces Naturels Sensibles,
- la Vienne à vélo et rando, schéma de la randonnée et des mobilités douces.

Le schéma départemental de l'eau 2018-2027

Le principe fondateur délibéré par l'Assemblée Départementale lors du Budget Primitif de 2013 est le suivant : « **Chaque habitant doit avoir accès à une eau potable de bonne qualité, un système d'assainissement adapté, un milieu naturel préservé et de qualité** ». Malgré les efforts collectifs, il est constaté une dégradation de la ressource remettant en question la pérennité de certains usages. Le Schéma Départemental de l'Eau est une feuille de route partagée par les acteurs locaux pour faciliter la mise en œuvre de la gestion durable de la ressource en privilégiant la vision transversale du grand cycle de l'eau.

Le Département intervient à deux niveaux :

- Il co-pilote et anime le Schéma Départemental de l'Eau avec l'Etat, en lien étroit avec l'Agence de l'eau Loire-Bretagne,
- Il contribue à sa mise en œuvre, par un appui financier et technique aux maîtres d'ouvrage opérationnels.

Le Département prévoit, en 2023, **77 000 €** de crédits en fonctionnement en maîtrise d'ouvrage pour :

- Le **pilotage** du Schéma départemental de l'eau : animations, actions de sensibilisation, et la gestion de la base de données,
- L'**appui technique** auprès des maîtres d'ouvrages :
 - l'assistance technique aux collectivités pour l'assainissement collectif via le **SATESE** (Service d'Assistance Technique aux Exploitants des Stations d'Épuration),
 - l'animation du réseau des entreprises adhérentes à la **charte départementale pour l'Assainissement Non Collectif**,
 - le suivi de la qualité des eaux superficielles, via la maîtrise d'ouvrage du **Réseau Complémentaire Départemental**.

Concernant l'appui financier, il est proposé la poursuite du financement en investissement à hauteur de **1 620 000 €** soit 910 000 € des aides accordées au titre de l'ancienne autorisation de programme 2017/1 SDE ACTIV' 4 et 5 et 710 000 € de la nouvelle autorisation de programme 2022/1 SDE ACTIV'4, comprenant :

- les subventions et appui technique pour les collectivités pour l'**eau potable et l'assainissement collectif**,
- les aides financières et techniques via les Services Publics d'Assainissement Non Collectif (SPANC) pour les particuliers en matière **d'Assainissement Non Collectif (ANC)**,
- Les aides financières et techniques en partenariat avec des opérateurs spécialisés pour la plantation d'arbres et de haies par les collectivités, les particuliers et les agriculteurs au titre du **plan arbres**.

En outre, le Département contribue au financement des Schémas d'Aménagement et de gestion des Eaux (SAGEs) et des actions pour le grand cycle de l'eau à hauteur de **96 000 €** en fonctionnement. Cela inclut la contribution aux **organismes de bassin** (Etablissements Publics Territoriaux des Bassin de la Vienne et de la Charente, SAGE Thouet...), ainsi que le soutien à la Mission d'Expertise et de Suivi de l'Epanchage des boues d'épuration.

En 2023, sont ainsi proposés pour la politique départementale de l'eau 173 000 € de crédits en fonctionnement et 1 620 000 € de crédits en investissement.

Les modifications des échéanciers de paiement des autorisations de programme 2017/1 SDE ACTIV' 4 et 5 et 2022/1 SDE Activ'4 prenant en compte les estimations de crédits de paiement sont précisées en annexe.

Une recette de 71 500 € est prévue et correspond principalement au financement par l'Agence de l'eau Loire-Bretagne d'une partie de la masse salariale dédiée à l'eau, du réseau complémentaire Départemental et de la participation des communes adhérentes au SATESE.

Les Espaces Naturels Sensibles Départementaux

Les Départements ont la compétence exclusive des Espaces Naturels Sensibles, qu'ils peuvent choisir d'exercer en levant la part départementale de la Taxe d'aménagement (article L. 113-8 du Code de l'Urbanisme). Il s'agit de la seule compétence existante pour les collectivités en matière de gestion conservatoire d'espaces naturels remarquables. Le Département de la Vienne a décidé de s'engager activement pour la préservation de la biodiversité, en particulier par la maîtrise foncière, la gestion et l'ouverture raisonné au public des Espaces Naturels Sensibles Départementaux.

En 2023, le Département poursuivra le déploiement de la stratégie ENS pour les ENS Départementaux.

En effet, SEVE prévoit l'augmentation de 5 à 17 ENS Départementaux entre 2020 et 2026. Fin 2022, le nombre d'ENS Départementaux a été porté à 9, et sera augmenté en 2023 par le classement de 2 sites supplémentaires.

Une fois classés, ces sites seront l'objet d'animations pour obtenir la maîtrise foncière par le Département, étant précisé que ces projets se déroulent sur au moins 2 ans. En particulier, elles se concentreront en 2023 sur le marais de la Pallu et du Baillant et sur le Coteau du Trait, qui présentent une superficie importante, avec un très grand nombre de propriétaires en raison du morcellement foncier. De fait, la SAFER a été missionnée sur cette opération au deuxième semestre 2022.

De plus, en 2023 sera mené un volume conséquent d'études écologiques prévues dans les plans de gestions quinquennaux des ENS Départementaux déjà acquis par le Département. Une attention particulière sera portée sur l'adaptation au changement climatique dans la gestion des écosystèmes et de leurs espèces animales et végétales.

Pour mener à bien ce programme d'actions sur les ENS Départementaux, le Département prévoit en 2023 :

- **392 000 €** de crédits d'investissement en maîtrise d'ouvrage pour :
 - le **programme d'acquisition** en partenariat avec la SAFER à hauteur de 375 000 €, pour les sites du Coteau de Chaussac à Migné-Auxances, Bois Coutant à Vivonne, le Coteau du Trait à Bonnes, Chauvigny et Jardres, ainsi que les marais de la Pallu et du Baillant à Saint-Martin-la-Pallu et Vouzailles,
 - la pose d'éco-compteurs et le remplacement de supports pédagogiques usagers sur les sentiers nature, à hauteur de 17 000 €.
- **283 000 €** de crédits de fonctionnement pour :
 - les frais de fonctionnement de l'animation foncière,
 - les études prévues en 2023 pour la **gestion** des sites : études pour l'aménagement des bâtiments de la Verrerie à Béruges (2^{ème} année), du fonctionnement de la zone humide du Léché à Saulgé (2^{ème} année), suivi écologique des travaux de renaturation de Fontou à Valence-en-Poitou (1^{ère} année), analyse de l'intégration du changement climatique dans la gestion des sites (1^{ère} année),
 - l'entretien usuel des sites en maîtrise foncière départementale,
 - les **animations nature** à destination du grand public et des collégiens.

En 2023, sont ainsi proposés pour les Espaces Naturels Sensibles Départementaux 283 000 € de crédits de fonctionnement et 392 000 € de crédits en investissement.

La Vienne à vélo et rando 2021-2025

Le schéma départemental de la randonnée et des mobilités douces 2021-2025, "Vienne à vélo et rando" a été adopté en décembre 2020 en partenariat avec les Commissions en charge du Tourisme, du Sport, des Routes et des Ressources Humaines et en lien avec la Région, les intercommunalités, les associations d'usagers et l'Agence de Créativité et d'Attractivité du Poitou. Il vise le développement et la valorisation culturelle, touristique et sportive pour des pratiques pédestres et cyclistes dans l'intérêt du cadre de vie et de l'attractivité du territoire.

Pour le volet vélo, 530 km ont été classés en Niveau 1, correspondant à des itinéraires d'intérêt européen ou national pour lequel le Département a axé ses priorités. A l'instar de La Scandibérique mise en service en juin 2019 sur 118km, d'autres itinéraires seront aménagés non seulement à l'attention du cyclotourisme mais aussi pour les usagers du quotidien. Ainsi, la Véloroute n°94 (La Rochelle/Bourges) sera balisé sur les 100 km et aménagée en voie verte et site dédié au vélo sur l'ancienne voie ferrée Fleix/Nalliers (16km). De même, le Chemin d'Aliénor offrira plus de 90km de liaison douce sur des routes à faible trafic ou sur l'actuelle Ligne Verte dans le but de connecter La Scandibérique à La Loire à Vélo à Montsoreau. D'autres itinéraires inscrits en niveau 1 ou 2 du schéma "Vienne à Vélo et Rando" seront également étudiés en lien avec les partenaires comme la Véloroute n°41, voie Jacquaire de Tours ou encore les anciennes voies ferrées.

Le Département est également engagé dans la veille de la politique nationale du vélo et répond aux appels à projets pour des recettes régionales et nationales.

Le programme 2023 prévoit en particulier :

- la poursuite de l'aménagement de la V94 reliant la Brenne aux Deux-Sèvres via notamment Saint-Savin, Chauvigny, Poitiers et le Mélusin,
- la poursuite de l'aménagement du Chemin d'Aliénor, permettant de relier la Loire à Vélo et le chemin de Ligugé, première abbaye d'Occident, à l'Eurovélo-route n°3 Scandibérique (EV3),
- l'aménagement d'une piste cyclable à Civaux sur l'itinéraire de l'eurovéloroute n°3 sur 3.5km,
- le démarrage du balisage de la V41 Saint Jacques à vélo,
- un complément d'acquisition d'éco-compteurs pour évaluer la fréquentation des itinéraires aménagés par le Département,
- l'entretien des itinéraires et des anciennes voies ferrées propriétés du Département,
- la contribution à la promotion nationale de l'EV3 et l'adhésion à vélo et territoire.

En 2023, sont ainsi proposés 727 500 € de crédits de paiement pour la mise en œuvre de « la Vienne à vélo et rando », dont 27 500 € en fonctionnement et 700 000 € en investissement.

Une recette est prévue correspondant aux dotations de l'Etat et de la Région pour 146 000 €.

Autres actions en faveur de l'environnement

Les autres actions du plan SEVE pour lesquelles il est proposé d'inscrire des crédits en 2023 au titre de l'environnement sont les suivantes :

- subventions en crédits de fonctionnement (**74 000 €**) et d'investissement (**30 000€**) pour divers projets environnementaux en particulier pour la biodiversité,
- actions en maîtrise d'ouvrage (**24 500 €** en crédits de fonctionnement) pour :
 - l'élaboration de l'atlas des paysages (3ème année),
 - le suivi des mesures compensatoires environnementales de la voirie d'accès à Center Parcs,
 - les animations de stands, d'événementiels en environnement et actions de sensibilisation.

En 2023, sont ainsi proposés 128 500 € de crédits de paiement pour ces actions, dont 98 500 € en fonctionnement et 30 000 € en investissement.

Une recette est prévue correspondant aux dotations de l'Etat et de la Région pour 3 000 € (atlas des paysages).

En conclusion, il est proposé pour l'année 2023 au titre du climat et du développement durable un budget de 3 324 000 € de crédits de paiement en dépenses, dont 582 000 € en fonctionnement et 2 742 000 € en investissement, avec une recette de 220 500 €. Sont détaillées en annexe les modifications des échéanciers des autorisations de programme.

Je vous propose au titre du budget primitif 2023 relatif à l'environnement :

- d'inscrire un crédit de paiement de 582 000 € en fonctionnement,
- d'inscrire un crédit de paiement de 2 742 000 € en investissement,
- de prévoir des recettes à hauteur de 220 500 €,
- d'adopter les modifications des échéanciers de paiement de l'autorisation de programme 2017/1 SDE ACTIV' 4 et 5 et de l'autorisation de programme 2022/1 SDE ACTIV'4 précisées en annexe.



Je vous invite à délibérer sur ce dossier.

INSCRIPTION DE CREDITS DE PAIEMENT (HORS AP/AE)

	MONTANT en euros	IMPUTATION
DEPENSES	341 400	011
	7000	012
	677 000	21
	405 000	23
	35 000	65
RECETTES	71 500	74
	3 000	70
	146 000	13

COMMISSION ROUTES, MOBILITES

2. Voirie départementale : BP 2023

Gilbert BEAUJANEAU : Merci Président. La politique routière du Département vise à aménager, sécuriser, entretenir et exploiter un réseau de 4780 kilomètres comprenant notamment 703 ponts, 308 murs de soutènement, 24 600 000 m² de chaussée et plus de 2 000 hectares de dépendances vertes. Par rapport à l'année 2022 qui a été la première année de lancement du Schéma routier 2022-2027, les principales opérations pour l'année 2023 sont :

- la mise en œuvre des opérations prévues dans le cadre du Schéma routier,
- une participation financière annuelle ajustée du Département de la Vienne à la déviation de Lussac-les-Châteaux pour la N147,
- une hausse des dépenses prévisibles du carburant par rapport au Budget Primitif 2022 à hauteur de dépenses constatées en 2022,
- une vigilance sur l'évolution des chaussées tout en prenant en compte un contexte inflationniste et d'impacts dus aux évolutions climatiques.

Concernant le budget relatif au réseau routier départemental, le budget de fonctionnement est fixé à 6 745 800 €, en particulier 1 115 000 € sera consacré aux dépenses de carburant en reprenant le même montant qu'en 2022 qui sera augmenté pour faire face aux hausses des prix au cours de l'année. 410 000 € de recettes sont prévus au titre des occupations du domaine public. Le budget d'investissement sur les réseaux routiers départementaux s'élève quant à lui à 21 612 000 €. Les grands investissements dans les projets neufs mobilisent à eux seuls 10 612 000 €. Les opérations prévues en travaux neufs sont la poursuite des chantiers de Bonneuil-Matours et du pont Henri IV. Les liaisons nationales RN10 RD7 (travaux sur le barreau de Couhé), le redressement et le calibrage du Chemin noir à Lhommaizé en fonction de l'état d'avancement de la construction du champ éolien et le renforcement et calibrage à Port de Piles. Par ailleurs, les études se poursuivent pour les prochains projets sur la RD347, RD611, RD148 et sur Chaunay.

L'investissement courant, quant à lui, est consacré aux routes existantes. L'effort d'investissement courant est maintenu à 11 000 000 €. Parmi ces actions d'investissement courant, 1 140 000 € est consacré aux ouvrages d'art, 6 400 000 € pour les chaussées et dépendances, 2 225 000 € pour la signalisation et les équipements de sécurité, ce qui permet de poursuivre un effort substantiel pour la qualité des marquages, 1 325 000 € pour le renouvellement du matériel avec une veille active sur les innovations en matière de motorisation plus vertueuse pour les engins.

Concernant le Contrat de plan État-Région (CPER), notre participation à la déviation de Lussac-les-Châteaux est au total de 53 239 000 € (8 408 000 € ont déjà été versés). Les travaux commençant, la participation est ajustée à 2023 à 3 965 100 €. Le budget total d'investissement consacré aux infrastructures routières en cumulant réseaux routiers, départementaux et CPER s'établit donc à 25 577 100 €. Le montant important traduit l'ambition du Département en matière de routes, essentiellement pour l'aménagement et la desserte des territoires. Cela représente aussi un effort important au bénéfice de l'économie locale.

Alain PICHON : Merci Gilbert. Effectivement, une commission des routes et des mobilités importante avec un budget colossal.

Gilbert BEAUJANEAU : Troisième budget.

Alain PICHON : Troisième budget du Département. Nous avons aussi des besoins, et en termes de mobilité, c'est indispensable sur le territoire rural que nous représentons où nous sommes installés dans la Vienne. Gilbert, quand tu m'as dit qu'avec les services il faut faire plus d'entretien, je crois que nous avons ajouté 3 millions d'entretien annuel.

Gilbert BEAUJANEAU : Tout à fait.

Alain PICHON : Quand nous laissons les routes se détériorer, nous courons derrière les investissements qui sont de plus en plus colossaux. Je pense que c'est une gestion extrêmement intéressante. Nous avons aussi malheureusement des structures routières qui ont beaucoup souffert cet été, vous l'avez vu comme moi, des fissures. Quand c'est trop humide ou quand cela gèle, cela s'abîme et quand c'est trop sec, cela s'abîme aussi. Même sur des routes refaites à neuf, nous avons des fissures qui font 1 mètre à 1,20 mètre de profondeur. Là, nous sommes sur des questions structurelles qui sont lourdes à rénover et nous faisons face.

Gilbert BEAUJANEAU : Je voudrais en profiter pour remercier les équipes qui se sont mobilisées depuis l'automne pour faire l'entretien et réparer au mieux qu'ils ont pu toutes ces fissures que tu viens de décrire. Merci aux équipes de tout le département qui se sont mobilisées pour cela.

Alain PICHON : Effectivement, toutes ces failles ont été colmatées et réparées. Merci aux équipes, car elles ont commencé sur tout ce qui est hivernal. La gestion se fait depuis qu'il fait un peu froid. Nous avons des équipes d'une centaine de personnes, tout cumulé, qui sont extrêmement opérationnelles. Les patrouilleurs attaquent leur travail à 3 ou 4 heures du matin pour faire le tour des secteurs pour savoir s'il y a des endroits verglacés. Pour l'instant, nous n'avons pas eu d'épisode de neige mais, en tout cas, je voudrais tous vous saluer, car c'est un engagement sans faille – j'ai fait le point avec eux, les équipes et les élus il n'y a pas très longtemps – pour que les utilisateurs que nous sommes tous puissions ensuite avoir des routes traitées, améliorées et aménagées le mieux possible les matins où il y a des difficultés liées à l'hiver. Un grand bravo à tous. Ludovic.

Ludovic DEVERGNE : Merci M. le Président. Chers collègues, quelques mots sur ce budget qui concerne les routes avec effectivement une enveloppe conséquente consacrée à l'entretien et à l'extension du réseau. Nous voyons que s'agissant de la N147, il est mentionné quasiment 4 000 000 € pour la déviation de Lussac-les-Châteaux à 50 000 € près, je crois. C'est une bonne chose, mais il s'agit d'un projet qui a été réfléchi et conçu il y a plusieurs années. Sur les aménagements routiers, cela se fait sur le moyen/long terme. C'est vrai que là, nous ne connaissons pas les perspectives qui s'offrent à nous concernant la sécurisation de la N147. Vaste sujet, mais il a été réactivé et nous avons l'impression qu'à nouveau, nous sommes partis pour s'endormir sur ce sujet. Je ne dis pas que c'est le Département, mais en tout cas l'État a essayé de nous emmener sur une hypothèse, maintenant nous n'entendons plus tellement parler de cette hypothèse.

Est-ce que vous, M. le Président, ou vous, M. le Vice-Président, avez d'autres informations à nous donner ? Quelles sont les perspectives sur la N147 pour la sécuriser dans la décennie qui vient ? Je pense que nous ne pouvons qu'avoir un projet sur la décennie qui

vient, car si nous restons comme cela, malheureusement les morts se succéderont, cela arrive trop souvent. Les habitants comptent sur nous pour voir loin. Merci.

Alain PICHON : Effectivement tu as raison. La sécurisation de la N147 est quelque chose d'essentiel. Nous avons eu une grande enquête, une grande étude menée par l'État il y a quelques mois et nous n'avons pas eu de retour. Nous devions en avoir un en septembre.

Gilbert BEAUJANEAU : La Préfète à Bordeaux nous avait fait une réunion et nous n'avons pas eu le résultat.

Alain PICHON : Nous attendons le résultat. Très sincèrement, pour moi, l'autoroute est « enterrée ». Rappelez-vous, nous nous étions quand même beaucoup fâchés ici au Département, particulièrement Gilbert et moi auprès du Préfet et de la Préfète de Région. Quand tous les ouvrages d'art étaient à 2 x 1 voie, c'est une autoroute, ah bon !, sur de très nombreux passages, l'entrée dans Poitiers du côté de Mignaloux n'était pas gérée alors que c'est quasiment le problème le plus important. On se moquait du monde et je l'ai déjà dit à notre Préfète de Région et à notre Préfet. Aujourd'hui, nous attendons les réponses... Nous nous étions positionnés en étant peu emballés avec la consommation des espaces, mais nous n'allons pas revenir sur le débat qui a été fait. J'ai dit au Président de la République pas plus tard que la semaine dernière ainsi qu'au Préfet que s'il n'y avait pas d'autoroute – c'est ce que je pressens, cela tombe plutôt bien – il faut que nous ayons un plan État-Région digne de ce nom et que nous arrêtions de nous mener en bateau tous les six ou dix ans en nous repoussant d'un plan sur l'autre en ne faisant jamais rien. Le Président de la République m'a dit qu'il était évidemment d'accord avec ces éléments et le Préfet aussi, sauf que je vais mettre la pression, autant que possible avec mes petits pouvoirs, à la Préfète de Région et au Président de la Région pour que nous puissions avoir un vrai plan d'aménagement et de sécurisation de la N147.

Je suis tout à fait d'accord avec toi, il faut que cela soit calé sur dix ans maximum. La difficulté, c'est que tout ce que nous avons calé depuis 40 ans, nos aînés avant, ne s'est pas réalisé. Nous avons vraiment là-dessus beaucoup de difficultés pour avancer. Catherine.

Catherine BOURGEON : Bonjour tout le monde, je voudrais faire écho à ce que vous venez de dire l'un et l'autre et faire un focus sur la situation de Mignaloux. Je souhaiterais revenir sur l'entrée sud-est de Poitiers et exprimer la lassitude des Mignaliens sur les nuisances engendrées par les embouteillages quotidiens sur leur commune. Aujourd'hui, la seule proposition de Grand Poitiers de réaliser un boulevard urbain ne règlera pas à lui seul les difficultés et, surtout, ne diminuera pas le flux de camions source d'insécurité et de pollution. Nous savons qu'en tant que nationale cela concerne en premier lieu l'État, mais nous souhaitons manifester notre insatisfaction et espérons que le Département prendra sa part le moment venu. Merci.

Alain PICHON : Le Département prend sa part sur tous les projets de la N147. Je vous rappelle que le coût de l'aménagement des 6,2 kilomètres – de mémoire – de Lussac-les-Châteaux était estimé – je te regarde, Gilbert – à 93 000 000 € par les services de l'État à la base. Avec une participation importante du Département de 35 000 000 € sur les 93 000 000 €.

Gilbert BEAUJANEAU : Qui est passée à 54 000 000 €.

Alain PICHON : Estimation DREAL (Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement), service de l'État le plus compétent sur ces dossiers

normalement. Quand la DREAL regarde à nouveau le dossier, nous arrivons à quasiment 130 000 000 €.

Gilbert BEAUJANEAU : Pour le Département, c'est 18 000 000 € supplémentaires.

Alain PICHON : 18 000 000 € de plus pour le Département. Tu vois, Catherine, que le Département prend sa part à chaque fois et là, sur les 6 kilomètres, nous mettons plus que l'État sur une route nationale. Notre engagement est total et ne permet effectivement pas de remise en cause à ce niveau-là, c'est certain. Quant à la sortie ou entrée de Poitiers sur Mignaloux, il y a un vrai sujet. Poitiers, Grand Poitiers et les élus de Mignaloux ont forcément des choses à dire et des propositions à faire. Il y en a eu de faites par Grand Poitiers et c'est comme cela, je n'ai pas à en juger. C'est vrai que ce serait pas mal d'en débattre – nous débattons depuis longtemps – mais surtout de trouver des solutions et des réalisations. Au bout d'un moment, que nous passions au nord ou au sud, il faut que nous en discussions, mais il faut avancer et c'est d'un bout à l'autre. Je vous rappelle notre philosophie – ce n'est pas Guillaume qui va prendre la parole tout à l'heure qui va me contredire, ni Brigitte sur le côté montmorillonais et le sud Vienne – c'est le fil de vie du sud Vienne. Il faut que cette nationale soit correcte.

Nous voyons en plus que les différents gouvernements – ce n'est pas nouveau – veulent redonner les nationales aux départements. Nous l'avons refusé dans cette Assemblée il n'y a pas si longtemps, vous vous en rappelez parce qu'il n'y a pas les moyens nécessaires pour que nous puissions l'entretenir. À un moment donné, il faut se poser les bonnes questions et trouver les bons responsables. Guillaume.

Guillaume DE RUSSÉ : Je reviens sur cette nationale. Je voudrais quand même rappeler, comme le Président, que l'État n'a rien fait depuis 40 ans sur cette route nationale, si ce n'est quand même la déviation de Fleuré. Après la déviation de Fleuré, il ne s'est rien passé. Cette Assemblée, dans une mandature précédente, il y a dix ans déjà, a pris une décision forte puisqu'à ce moment-là, nous avons voté 37 000 000 € pour faire en sorte que l'État se décide à agir sur cette nationale 147. Ces 37 000 000 € étaient répartis en deux enveloppes : une de 35 000 000 € sur le contournement de Lussac-les-Châteaux et une de 2 000 000 € pour les études de Mignaloux.

À partir de là, l'État a accepté de mettre de l'argent sur Lussac-les-Châteaux, mais n'a pas travaillé suffisamment correctement. Nous nous sommes aperçus d'une part, que l'État avait décidé non pas une 2 x 2 voies, mais une 2 voies, car considérant que le pont sur la Vienne était un ouvrage très coûteux, l'enveloppe ne suffirait pas pour avoir une 4 voies. Ce que nous avons entériné malgré nous, car ce n'est pas ce que nous souhaitions. Dans un deuxième temps, l'État à travers sa Direction des routes a découvert – ce qui prouve que ce n'était pas sérieux précédemment – qu'il fallait rajouter une cinquantaine de millions pour ce contournement. Nous avons suivi. C'est donc que le Département a une volonté forte de travailler sur la sécurité sur cette voie et sur le désenclavement du sud Vienne. Nous ne pourrions pas aller au-delà et il n'est bien entendu pas question de départementaliser la N147.

Par ailleurs, il faut que l'État se décide véritablement à travers un CPER à faire une 2 x 2 voies classique car, d'après les informations que j'ai, l'autoroute est effectivement enterrée. Voilà ce que je voulais préciser à notre honorable Assemblée.

Alain PICHON : Merci Guillaume pour tes éléments complémentaires. La mémoire précise est revenue, aujourd'hui, c'est sans maîtriser les augmentations de coûts parce que depuis

les estimations de la DREAL, sur les 142 000 000 € le Département met 53 000 000 €, Gilbert, je crois que c'est cela.

Gilbert BEAUJANEAU : C'est cela.

Alain PICHON : Imaginez sur une autre nationale. L'engagement très fort et très puissant du Département est une réalité. Je suis prêt sur un CPER à aller défendre les aménagements que nous pourrions cofinancer aussi, mais il faut que l'État s'y mette. Par exemple sur Lhommaizé, que tous les secteurs dangereux soient traités. Je dis Lhommaizé, mais il n'y a pas que ce secteur qui a besoin d'être revu. Il faut une vraie volonté et aujourd'hui nous ne la retrouvons pas au niveau de l'État. Marie.

Marie-Renée DESROSES : En effet, je voulais saluer tout le monde. Avec François, nous voulions également en tant que conseillers départementaux du canton de Lussac remercier le Département qui est le premier financeur. C'est vrai que nous avons défendu la déviation de Lussac, mais au début, si vous vous rappelez, c'était d'abord la déviation de Lhommaizé qui devait être traitée. Il y a malheureusement beaucoup d'accidents et de décès sur les virages de Fonlisme. Nous avons entendu dans la présentation que c'était Lussac qui devait être la priorité. Nous, depuis l'ancienne mandature, nous défendons aussi pour maintenant raccorder la déviation de Fleuré et la déviation de Lussac qui va se faire pour ce tronçon qui est un peu plus court et pour lequel nous aimerions avoir une continuité parce que nous voyons vraiment une attitude changer sur les automobilistes et les chauffeurs routiers. Quand nous sommes sur une 2 x 2 voies, cela permet quand même d'avancer à 110 km/h et après, nous voyons qu'ils acceptent plus facilement de rouler à 80 km/h sur le tronçon Fleuré-Poitiers. C'est important pour nous de relier le sud-Vienne et Poitiers et nous gagnons un petit peu de temps, il faut le dire, tous les jours je la prends matin et soir et nous gagnons cinq minutes en prenant la 2 x 2 voies de Fleuré. Pour la sécurisation des centres-bourgs et des bourgs, c'est important, car à Lussac il y a beaucoup de poids lourds qui passent sur le centre. Nous continuerons bien sûr de soutenir la sécurisation de la N147 sur notre canton.

Alain PICHON : Tout à fait d'accord. La sécurité d'abord. Gérard.

Gérard HERBERT : Juste un petit mot pour abonder également dans le sens de ce que vient de dire Guillaume par rapport à cette N147 qui, nous pouvons le dire, est quand même lamentable. Je rappelle que cela fait plus de 50 ans que nous en parlons, rappelez-vous à l'époque. Quels que soient les gouvernements successifs, rien n'a été fait et c'est vrai que quand nous voyons l'état de ces routes, c'est absolument inadmissible. Évidemment la première des choses, c'est la sécurité.

Pour revenir, il n'y a pas que la N147, il y a également tout le réseau routier. Je tiens à féliciter le Département pour l'effort qui est fait depuis quelques années sur le réseau routier départemental en règle générale, puisque non seulement cela contribue à améliorer la sécurité, mais aussi le développement économique touristique et démographique. Je crois qu'il y a une volonté nette du Département depuis quelques années et je tiens à le préciser ce matin.

Alain PICHON : Merci Gérard. Y a-t-il d'autres demandes de prise de parole ? Sinon vis-à-vis de ce rapport numéro 2, je vais le mettre aux voix. Y a-t-il des avis contraires ? Des abstentions ? Il est adopté. Merci Gilbert BEAUJANEAU.

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

**DELIBERATION DU CONSEIL
DEPARTEMENTAL**

Séance du 16 décembre 2022

VOIRIE DEPARTEMENTALE : BP 2023

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

La Commission Routes, Mobilités s'étant réunie,

Le Conseil Départemental de la Vienne, en séance publique le 16 décembre 2022 à l'Hôtel du Département à Poitiers, le quorum étant atteint,

Au bénéfice des considérations mentionnées dans le rapport,

Après en avoir délibéré et voté,

DECIDE, au titre du budget primitif 2023 relatif à la politique publique routes, mobilités :

- d'inscrire des crédits de paiement pour 6 745 800 € en fonctionnement,
- d'inscrire des crédits de paiement pour 25 577 100 € en investissement,
- d'inscrire en dépenses et en recettes un crédit de 300 000 € au titre des avances sur marché,
- de prévoir des recettes à hauteur de 410 000 € en fonctionnement,
- de prévoir des recettes à hauteur de 1 590 000 € en investissement,
- d'adopter la modification des autorisations de programmes 2017/1 et 2022/1, conformément aux échéanciers joints en annexe 2,
- d'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer les accords de prescriptions techniques et de conditions d'entretien ultérieur prises dans le cadre de travaux de chaussées, selon le modèle-type approuvé par délibération de la Commission Permanente du 18 mars 2021.

ADOPTÉ

Le Président du Conseil Départemental,



Alain PICHON

Date de télétransmission au Contrôle de Légality	20/12/2022
Identifiant de la télétransmission	086-228600011-20221216-000000000007001-DE
Date de publication	22/12/2022

Budget primitif 2023

Annexe 1

		Dépenses				Recettes	Net
INVESTISSEMENTS sur Routes Départementales		21 612 000				1 590 000	20 022 000
Programme 23RINVEST		Etudes généralistes chap 20	Subventions d'équipement chap 204	Acquisitions chap 21	Etudes et Travaux chap 23	Total	
		10 000	165 000	1 614 500	19 822 500	21 612 000	
Grands investissements		10 000	0	269 500	10 332 500	10 612 000	810 000
Etudes générales		10 000	0	20 000	27 000	57 000	0
Divers	Etudes générales et participations	10 000	0	20 000	27 000	57 000	57 000
Développement et modernisation du réseau		0	0	249 500	3 040 500	3 290 000	200 000
347	Mise à 2x2 voies d'une section dans le secteur de Verrue				20 000	20 000	20 000
347	Mise à 2x2 voies entre Nolron et Etables				20 000	20 000	20 000
347	Mise à 2x2 voies entre Etables et Neuville				80 000	80 000	80 000
347	Traverse Neuville			140 000	70 000	210 000	210 000
611	Créneau de dépassement entre Coulombiers et Fontaine le Comte			81 500	18 500	100 000	100 000
7	Liaison RN10 RD7 (Barreau de Couhé)			18 000	2 742 000	2 760 000	200 000
148	Virage des Bourbes - Courbes de Beaumont - Créneau Est Charroux			10 000	80 000	90 000	90 000
	Contournement de Chaunay				10 000	10 000	10 000
Renforcements / Calibrages		0	0	0	2 580 000	2 580 000	0
5	Renforcement calibrage Port de Piles				490 000	490 000	490 000
8bis	Redressement et calibrage du "chemin noir" à Lhommaizé				2 090 000	2 090 000	2 090 000
Aménagements ponctuels de sécurité		0	0	0	20 000	20 000	0
757	Giratoire avec 21 et 43 à Vendeuvre				0	0	0
347	Carrefour Nolron				20 000	20 000	20 000
Travaux non courants d'ouvrages d'art		0	0	0	4 665 000	4 665 000	610 000
3	Pont de Bonneuil Matours				3 565 000	3 565 000	300 000
725	Pont Henri IV Travaux				0	0	310 000
8	Pont de La Couture à Château-Larcher				1 100 000	1 100 000	1 100 000
Investissements courants		0	165 000	1 345 000	9 490 000	11 000 000	780 000
Travaux courants d'ouvrages d'art		0	165 000	0	885 000	1 050 000	0
Divers	Etudes et surveillance patrimoniale				150 000	150 000	150 000
Divers	Travaux courants de gros entretien et réparations		165 000		735 000	900 000	900 000
Travaux de chaussées et dépendances		0	0	10 000	6 390 000	6 400 000	6 400 000
Divers	Etudes			10 000	70 000	80 000	80 000
Divers	programmes courants d'entretien des chaussées	0	0	0	6 320 000	6 320 000	0
	- Réseau structurant				1 800 000	1 800 000	
	- Réseau de développement local				2 685 000	2 685 000	
	- Revêtements en traversées				1 500 000	1 500 000	
	- Divers aménagements de sécurité (caves, glissements, etc...)				35 000	35 000	
	- Divers aménagements à individualiser				300 000	300 000	
Signalisation et Equipements de sécurité		0	0	10 000	2 215 000	2 225 000	0
Divers	Programmes courants			10 000	2 215 000	2 225 000	2 225 000
Renouvellement des matériels de travaux		0	0	1 325 000	0	1 325 000	0
Divers	Véhicules et matériels			1 265 000		1 265 000	1 265 000
Divers	Petit outillage			60 000		60 000	60 000
Recettes d'investissement		0	0	0	0	0	780 000
Divers	Amendes de police (RADARS automatiques)					0	780 000

CONTRAT DE PLAN 2015-2020 - RN 147	3 965 100					3 965 100
		Subventions uniquement chap 154			Total	
Déviations Lussac les Châteaux		3 965 100			3 965 100	3 965 100
Accès sud-est de Poitiers (Déviation de Mignaloux-Beauvoir)					0	0

FONCTIONNEMENT	6 745 800				410 000	6 335 800
	Charges à caractère général	Autres charges de gestion courante	Charges exceptionnelles		Total	
	Chap. 011	Chap. 05	Chap. 67			
	6 628 800	113 000	4 000		6 745 800	

PROGRAMME ENTRETIEN EXPLOITATION DU RESEAU	3 910 800	0	0		3 910 800	410 000	3 500 800
- Travaux en régie d'amélioration du patrimoine routier	710 700				710 700		710 700
- Travaux d'entretien courant des chaussées et dépendances	2 048 100				2 048 100		2 048 100
- Entretien courant ouvrages d'art	70 000				70 000		70 000
- Signalisation et équipements de la route	721 000				721 000		721 000
- Etudes et analyse de l'entretien routier	155 000				155 000		155 000
- Viabilité hivernale	206 000				206 000		206 000
- Redevances d'occupation du domaine public routier					0	410 000	-410 000

PROGRAMME MOYENS GENERAUX	2 718 000	0	4 000		2 722 000	0	2 722 000
- Petit équipement, fonctionnement des centres exploitation et du PMMT	220 000				220 000		220 000
- Entretien et maintenance parc de véhicules (hors carburants)	1 239 000				1 239 000		1 239 000
- Carburants	1 115 000				1 115 000		1 115 000
- Administration générale	144 000	0	4 000		148 000		148 000
déplacements agents du PMMT	20 000						
déplacements autres agents des ROUTES	110 000						
avis de parution, conseil juridique	10 700						
Dépenses exceptionnelles	3 300						
indemnités agriculteurs			4 000				
indemnités commerçants							

SUBVENTIONS PARTICIPATIONS		113 000			113 000	0	113 000
- Subvention aux associations de sécurité routières		15 000			15 000		15 000
- Salaires agents du PARC		98 000			98 000		98 000

Budget global Routes	Dépenses	Recettes	Net
Investissement	25 577 100	1 590 000	23 987 100
Fonctionnement	6 745 800	410 000	6 335 800
Total	32 322 900	2 000 000	30 322 900

AVANCE FORFAITAIRE DES MARCHÉS	300 000	300 000	0
--------------------------------	---------	---------	---

modification d'échéanciers d'autorisations de programme

AP	Libellé AP	code Prog	Libellé programme	Libellé opération	Montant AP	CP Antérieurs	2023	2024	2025	2026	2027	Reste à financer
2017/1	14-CPER RN 147	17ROPER	CPER RN 147	Déviati <u>o</u> n de Lussac-les-Châteaux	ancien	8 407 213,00	7 472 000,00	12 454 000,00	12 454 000,00	7 472 000,00	4 978 557,00	1 130,00
				nouveau	53 238 900,00	8 407 213,00	3 965 100,00	12 454 000,00	12 454 000,00	7 472 000,00	4 981 000,00	3 505 587,00
				Déviati <u>o</u> n de Mignaloux-Beauvoir	ancien	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00
				nouveau	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00	
TOTAL AP 2017/1				ancien	55 238 900,00	8 407 213,00	7 472 000,00	12 454 000,00	7 472 000,00	4 978 557,00	2 801 130,00	
				nouveau	55 238 900,00	8 407 213,00	3 965 100,00	12 454 000,00	7 472 000,00	4 981 000,00	5 505 587,00	

AP	Libellé AP	code Prog	Libellé programme		Montant AP	CP Antérieur	2023	2024	2025	2026	2027	Reste à financer
2022/1	INVESTISSEMENTS ROUTES	22RINVEST	INVESTISSEMENT ROUTIER 2022-2027	ancien	126 440 000,00	22 253 000,00	21 000 000,00	21 000 000,00	21 000 000,00	21 000 000,00	20 187 000,00	0,00
				nouveau	126 440 000,00	22 253 000,00	21 612 000,00	20 575 000,00	20 920 000,00	20 580 000,00	20 500 000,00	0,00

REUNION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU 16 DECEMBRE 2022 - BUDGET PRIMITIF

COMMISSION ROUTES, MOBILITES

Direction Générale Adjointe de l'Aménagement du Territoire et du Développement
Durable
Direction des Routes

RAPPORT DU PRESIDENT

VOIRIE DEPARTEMENTALE : BP 2023



1/ Périmètre d'intervention de la politique publique

La politique routière du Département vise à :

- offrir aux usagers et acteurs économiques un réseau routier départemental performant ;
- répondre aux attentes de desserte des territoires ;
- sécuriser les déplacements ;
- maintenir la valeur patrimoniale et assurer l'entretien et l'exploitation d'un réseau de 4 780 km comprenant notamment 703 ponts (de plus de 2 m d'ouverture), 308 murs de soutènement, 24,6 millions de m² de chaussée et plus de 2 000 hectares de dépendances vertes.

Elle intègre aussi une volonté forte de voir rapidement s'améliorer les infrastructures nationales dont l'axe Poitiers-Limoges géré par l'Etat.

Ainsi, le budget routier comprend un volet investissement très important regroupant trois aspects :

- les investissements courants pour la maintenance patrimoniale,
- les grands investissements qui concernent les gros travaux sur ouvrages non courants, les aménagements lourds de sécurité et le développement du réseau,
- une participation au Contrat de Plan Etat-Région pour la déviation de Lussac-Les-Châteaux.

Enfin, un budget de fonctionnement permet de mobiliser les moyens nécessaires à l'entretien quotidien du réseau et à l'exploitation (maintien de la viabilité, gestion de la circulation) des routes départementales.

2/ Grandes orientations pour le budget 2023

Par rapport à l'année 2022, première année de lancement du schéma routier 2022-2027 adopté par délibération du Conseil Départemental du 23 septembre 2022, les principales orientations pour l'année 2023 sont :

- la mise en œuvre des opérations prévues dans le cadre du schéma routier départemental 2022 – 2027, selon le détail donné dans le présent rapport,
- une participation financière annuelle du Département de la Vienne ajustée dans le cadre de l'échéancier du Contrat de Plan Etat Région relatif à la déviation de Lussac-les-Châteaux – RN 147,
- une hausse des dépenses prévisibles de carburant par rapport au Budget Primitif 2022, à hauteur des dépenses constatées en 2022,
- une vigilance sur l'évolution des chaussées, tout en tenant compte d'un contexte inflationniste et d'impacts dus aux évolutions climatiques.

3/ Synthèse budgétaire par programme

La proposition budgétaire 2023 peut se résumer dans le tableau ci-dessous :

Programme	Fonctionnement		
	CA 2021	BP 2022	Proposition 2023
Moyens généraux	2 343 068 €	2 536 000 €	2 722 000 €
Entretien exploitation des routes	3 965 876 €	3 910 800 €	3 910 800 €
Subventions et participations diverses	80 032 €	111 200 €	113 000 €
Total	6 388 976 €	6 558 000 €	6 745 800 €
Programme	Investissement		
	CA 2021	BP 2022	Proposition 2023
Investissements routiers	20 193 500 €	21 438 000 €	21 612 000 €
Contrat Plan Etat Région	1 568 870 €	4 982 000 €	3 965 100 €
Avances (hors programme)		300 000 €	300 000 €
Total	21 762 370 €	26 720 000 €	25 877 100 €

4/ Présentation plus détaillée des programmes

SECTION FONCTIONNEMENT

Le budget de fonctionnement comprend trois programmes. Le premier correspond aux moyens généraux pour les services routiers, le deuxième est relatif à l'entretien et à l'exploitation du réseau routier départemental et le troisième concerne le respect d'engagements conventionnels du Département dans le domaine routier.

Programme 23RMG « Moyens généraux »

Les moyens généraux concernent l'ensemble des dépenses de fonctionnement des services routiers du Département, et notamment celles des subdivisions départementales et des centres d'exploitation.

Les principales lignes de dépenses sont :

- **220 000 €** pour l'achat de petit équipement, l'entretien et le fonctionnement courant des centres d'exploitation et des équipes du Pôle Travaux ;
- **1 239 000 €** pour l'entretien et la maintenance courante des matériels et véhicules ;
- **1 115 000 €** pour les carburants, soit le même montant qu'en 2022, qui avait été augmenté pour faire face aux augmentations des prix en cours d'année ;
- **148 000 €** au titre des frais de fonctionnement de l'administration générale répartis ainsi :
 - **20 000 €** de frais de déplacements pour les équipes du Pôle Travaux,
 - **110 000 €** de frais de déplacements pour les autres agents de la Direction des Routes,
 - **18 000 €** de frais de publication, d'appels d'offres, de frais juridiques et d'avocats, d'indemnités diverses ou de dépenses exceptionnelles.

Par conséquent, il est proposé d'inscrire un crédit de paiement global de 2 722 000 € au titre du programme « Moyens généraux ».

Programme 23REE « Entretien et exploitation du réseau routier départemental »

Ce programme de **3 910 800 €** est réparti en six actions détaillées comme suit :

- dont :
- **710 700 €** pour des travaux en régie d'amélioration du patrimoine routier,
 - **570 700 €** à l'achat de matériaux

- **140 000 €** à la location de matériels et engins avec ou sans chauffeur pour la campagne de curage de fossés ainsi que de reprofilage réalisée en régie par les agents du Pôle Travaux et les centres d'exploitation de la Direction des Routes.
- **2 048 100 €** pour des travaux d'entretien courant ;
Ces travaux concernent les prestations de services, la location de matériels et d'autres travaux d'entretien routier sur les chaussées et dépendances réalisés par des entreprises ou en régie.
- **70 000 €** pour des travaux d'entretien courant des ouvrages d'art ;
L'entretien courant se rapporte aux travaux de réparations ponctuels et à la maintenance des ouvrages d'art.
- **721 000 €** au titre de la signalisation et des équipements de la route ;
Ces prestations comprennent l'entretien de la signalisation horizontale et verticale ainsi que des équipements de sécurité. Il convient de rappeler qu'un effort d'investissement est renouvelé pour ces équipements.
- **155 000 €** pour des études et analyses de l'entretien routier ;
Ces prestations comprennent des frais d'études, d'analyses, de contrôles par des laboratoires extérieurs et diverses prestations liées à l'entretien du domaine public routier.
- **206 000 €** pour la viabilité hivernale ;
Les interventions de viabilité hivernale sont exécutées dans les conditions définies par le Dossier d'Organisation de Viabilité Hivernale (DOVH), permettant ainsi de pouvoir faire face à un hiver peu rigoureux. Ces interventions sont, pour l'essentiel, réalisées en régie avec les moyens des subdivisions ou du Pôle Travaux de la Direction des Routes. Toutefois, un renfort est apporté au travers de marchés avec des agriculteurs ou des entreprises agricoles ainsi que par conventionnement avec des syndicats de voirie, des communes ou des communautés de communes

Recettes de fonctionnement

410 000 € sont perçus au titre de l'occupation du domaine public routier départemental par les concessionnaires de réseaux : Orange, SRD, ENEDIS, GRDF, Sorégies, GRT Gaz...

Par conséquent, il est proposé d'inscrire un crédit de paiement global de 3 910 800 € au titre du programme « entretien et exploitation du réseau ».

Il est également proposé d'inscrire une recette de 410 000 € au titre de l'occupation du domaine public routier départemental par les concessionnaires de réseaux.

Programme 23RSUBV
« Subventions et participations diverses »

Au travers de conventions, le Département s'engage ou s'est engagé à apporter un concours financier à différents partenaires :

- **15 000 €** de subventions aux associations intervenant dans le domaine des routes, de la sécurité et de la prévention routière,
- **98 000 €** pour le remboursement à l'Etat de la masse salariale des Ouvriers des Parcs et Ateliers (OPA) mis à disposition du Département lors du transfert du Parc de l'Équipement,

Par conséquent, il est proposé d'inscrire un crédit de paiement global de 113 000 € au titre du programme « subventions et participations diverses ».

SECTION INVESTISSEMENT

Deux autorisations de programme structurent le budget d'investissement.

- Le schéma routier 2022-2027, d'un montant de **126,440 M€ dont 21,612 M€** au Budget Primitif 2023, qui intègre l'ensemble des dépenses d'investissement qui sont votées au titre des routes départementales sur la période concernée, tel qu'indiqué à **l'annexe II** qui présente les échéanciers correspondants ;
 - Le Contrat de Plan Etat-Région dont l'échéancier de paiement est défini par l'Etat.
- Les deux programmes sont détaillés ci-après.

Programme 22RINVEST
« Investissements routiers 2022-2027 »

Le programme d'investissement routier s'inscrit dans un cadre pluriannuel en 2 parties :

- Les grands investissements structurés autour de 4 actions : le développement et la modernisation du réseau, les renforcements et les calibrages, les aménagements ponctuels de sécurité et les travaux non courants d'ouvrages d'art (**10,612 M€ en 2023**),
- Les investissements courants qui s'articulent en 4 domaines : les travaux courants d'ouvrages d'art, les travaux de chaussées et dépendances, la signalisation et les équipements de sécurité, le renouvellement des matériels (**11 M€ en 2023**).

Ces différentes actions pour 2023 sont développées ci-après et synthétisées en **annexe I**. Elles représentent un montant de dépenses de **21,612 M€**, ce qui est conforme au schéma routier adopté mais qui nécessite une augmentation de **0,612 M€** sur l'AP 2022/1. C'est pourquoi une modification de l'échéancier s'impose pour réajuster les crédits, tel que présenté à **l'annexe II**. Par ailleurs, ce programme fait apparaître des recettes prévisionnelles à hauteur de **1,590 M€** au titre des cofinancements et dotations diverses.

► **GRANDS INVESTISSEMENTS**

10,612 M€ sont mobilisés sur les opérations du schéma routier pour l'année 2023 répartis en fonction de leur état d'avancement, entre acquisitions foncières, études générales et travaux, selon le détail ci-après :

Action « Développement et modernisation du réseau »

- **20 000 €** pour la mise à 2 x2 voies d'une section dans le secteur de Verrue,
- **20 000 €** pour la mise à 2x2 voies entre Noiron et Etables (études),
- **80 000 €** pour la mise à 2x2 voies entre Etables et Neuville (études),
- **210 000 €** pour la traverse de Neuville (études),
- **100 000 €** pour le créneau de dépassement entre Coulombiers et Fontaine-le-Comte,
- **2 760 000 €** pour la liaison RN10 RD7 (travaux sur le Barreau de Couhé),
- **90 000 €** pour le virage des Bourbes, des courbes de Beaumont et le créneau Est de Charroux (études),
- **10 000 €** pour le contournement de Chaunay (études).

Action « Renforcements / Calibrages

- **490 000 €** pour le renforcement-calibrage à Port de Piles,
- **2 090 000 €** pour le redressement et calibrage du « Chemin noir » à Lhommaizé.

Action « Aménagements ponctuels de sécurité »

- **20 000 €** pour le carrefour de Noiron.

Action « Travaux non courants d'ouvrages d'art »

- **3,565 M€** pour la réhabilitation du pont de Bonneuil-Matours, dont les travaux vont se poursuivre jusqu'à la fin 2023,
- **1,100 M€** pour la réhabilitation du pont de la Couture à Château Larcher (1^{ère} phase).

Par ailleurs, **57 000 €** sont inscrits en études générales et participations.

Recettes d'investissement

• **810 000 €** sont attendues au titre de la participation financière aux opérations du schéma routier selon le détail ci-après :

- **200 000 €** pour la liaison RN10-RD7,
- **300 000 €** pour la réhabilitation du pont de Bonneuil-Matours,
- **310 000 €** pour la réhabilitation du pont Henri IV de Châtellerault.

Par conséquent, il est proposé d'inscrire un crédit de paiement global de 10,612 M€ au titre des Grands Investissements.

Il est également proposé d'inscrire une recette de 810 000 € au titre de la participation financière aux opérations du schéma routier.

► INVESTISSEMENTS COURANTS

11 M€ sont mobilisés selon les actions suivantes :

Action « Travaux Courants d'Ouvrages d'Art »

- **150 000 €** pour les études de réparation, la surveillance renforcée des ouvrages et les visites subaquatiques,
- **165 000 €** pour du cofinancement (Pont de la Lande),
- **735 000 €** pour les travaux courants de gros entretien et réparations, dont les opérations correspondantes seront soumises à individualisation.

Action « Travaux de chaussées et dépendances »

Une partie des travaux de revêtement de chaussée fait suite à des aménagements urbains situés sur le domaine public départemental. Dans ce cas, un accord technique avec le maître d'ouvrage communal ou intercommunal définit les prescriptions demandées par le Département ainsi que les conditions d'entretien de l'espace public concerné.

Dans la mesure où la participation du Département se limite à la prise en charge directe du revêtement de chaussée, suite à l'individualisation de l'opération, **il est proposé d'autoriser le Président à signer les accords de prescriptions techniques et d'entretien ultérieur prises dans ce cadre, dont le modèle a été adopté par délibération de la Commission Permanente du 18 mars 2021.**

- **6,400 M€** sont proposés pour cette action qui regroupe l'ensemble des travaux courants d'investissement sur les chaussées et leurs dépendances nécessaires à la conservation du patrimoine ainsi qu'au maintien de la sécurité ou des niveaux de service. Les programmes seront impactés par la prise en compte de réparations résultant de la sécheresse exceptionnelle de l'été 2022 et des intempéries hivernales éventuelles.

Action « Signalisation et équipements de sécurité »

- **2,225 M€** sont consacrés à la rénovation de la signalisation verticale de police ou directionnelle, la réfection de la signalisation horizontale au-delà de son simple entretien et le renouvellement des équipements de la route (balises, bornes, glissières, etc.).

Action « Renouvellement des matériels »

- **1,325 M€** sont consacrés à cette action qui correspond au renouvellement et à l'adaptation des véhicules et matériels destinés à l'entretien et à l'exploitation du réseau routier pour les équipes de la Direction des Routes et accessoirement des véhicules de liaison de la Direction Générale Adjointe de l'Aménagement du Territoire. Deux objectifs prévalent dans cette action : l'optimisation investissement / coûts d'entretien / disponibilité des matériels et la recherche de matériels et véhicules répondant au mieux aux objectifs du plan Stratégies et Engagements de la Vienne pour l'Environnement (SEVE) du Département.

Cette action est décomposée en 2 axes :

- **1,265 M€** pour le renouvellement et l'adaptation des matériels et véhicules;
- **60 000 €** pour le renouvellement et l'acquisition de petit outillage pour les centres d'exploitation.

Recettes d'investissement récurrentes

- **780 000 €** sont attendus au titre des amendes de police en lien avec les radars automatiques installés sur le réseau départemental.

Par conséquent, il est proposé d'inscrire un crédit de paiement global de 11 M€ au titre des Investissements courants.

Il est également proposé d'inscrire une recette de 780 000 € au titre des amendes de police.

<p align="center">Programme 17RCPER « Contrat de Plan Etat Région - RN 147 »</p>
--

- **3,965 M€** sont mobilisés dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région relatif au plan de financement de la déviation de Lussac-les-Châteaux – RN 147.

Il est proposé de revoir l'échéancier de l'AP 2017/1 pour suivre le rythme de mobilisation des crédits de cette opération conduite par l'Etat.

Je vous propose au titre du budget primitif 2023 relatif à la politique publique Routes, Mobilités :

- **d'inscrire des crédits de paiement pour 6 745 800 € en fonctionnement,**
- **d'inscrire des crédits de paiement pour 25 577 100 € en investissement,**
- **d'inscrire en dépenses et en recettes un crédit de 300 000 € au titre des avances sur marché,**

- de prévoir des recettes à hauteur de 410 000 € en fonctionnement,
- de prévoir des recettes à hauteur de 1 590 000 € en investissement,
- d'adopter la modification des autorisations de programmes 2017/1 et 2022/1 conformément aux échéanciers joints en annexe 2,
- de m'autoriser à signer les accords de prescriptions techniques et de conditions d'entretien ultérieur prises dans le cadre de travaux de chaussées, selon le modèle-type approuvé par délibération de la Commission Permanente du 18 mars 2021.



Je vous invite à délibérer sur ce dossier.

INSCRIPTION DE CREDITS DE PAIEMENT (HORS AP/AE) (1 ligne par imputation)

DEPENSES	MONTANT en euros	IMPUTATION
	165 000 €	204 843
	3 965 100 €	204 841
	279 500 €	21 843
	19 822 500 €	23 843
	300 000 €	238 01
	6 422 800 €	011 843
	206 000 €	011 846
	117 000 €	65 843
RECETTES	MONTANT en euros	IMPUTATION
	810 000 €	13 843
	780 000 €	1311
	300 000 €	238 01
	340 000 €	70 80
	70 000 €	70 843

Benoît.

COMMISSION AGRICULTURE, RURALITE

3. Agriculture et Ruralité : BP 2023

Benoît PRINCAY: Merci M. le Président, chers collègues. Dans ce BP 2023 et pour rester en cohérence avec la feuille de route agriculture 2022-2027 il vous est proposé quatre axes de travail.

Le premier porte sur une alimentation durable et locale. Vous savez que c'est l'enjeu majeur pour notre territoire qui a un intérêt économique essentiel et aussi les réductions d'émissions de gaz à effets de serre, mais aussi pour la santé de nos concitoyens. La plateforme Agrilocal86 qui est depuis 2017 l'élément fort de notre politique sur les circuits courts. Juste rappeler que nous sommes quand même depuis 2017 sur un chiffre d'affaires de plus de 1 600 000 € jusqu'en 2021. Nous augmentons chaque année le nombre d'acheteurs sur la plateforme qui consiste à mettre en relation les producteurs locaux et les acheteurs. Une grosse augmentation d'inscrits en tant qu'acheteurs, mais aussi en tant que fournisseurs. Ma voisine de droite va être ravie, car il y a de plus en plus de producteurs bio locaux qui s'inscrivent sur la plateforme. Néanmoins, cette plateforme demande beaucoup d'animations chaque année, donc nous allons évidemment les continuer. Je voulais d'ailleurs saluer toute l'équipe du Département qui travaille sur ce sujet, car c'est beaucoup de travail. L'animation représente beaucoup de travail, mais aussi d'engagement pour nos agents. Nous avons notamment une recrue en apprentissage qui vient renforcer notre équipe, car nous aurons encore beaucoup de travail à faire. Sur ce point, ce n'est pas dans le dossier, mais juste rajouter qu'aujourd'hui, les territoires, les EPCI ont terminé leur plan alimentaire territorial (PAT) qui est achevé aujourd'hui. En début d'année, ce sera l'opération de rassembler ces plans alimentaires territoriaux, de regarder les difficultés pour les circuits courts. Je pense qu'il y a des difficultés, nous parlons beaucoup de la logistique où il y a un vrai souci pour l'alimentation. Nous allons essayer de coordonner un peu tout cela à l'échelle du Département. Il y a certainement des sujets qui pourraient être travaillés à l'échelle départementale plutôt qu'à l'échelle des EPCI. Ce sera notre travail courant 2023. Pour ce point, en 2023, il y a 45 000 € de crédit de fonctionnement et 105 000 € de crédit d'investissement qui vous sont proposés pour l'alimentation durable et locale.

Pour le maintien et le développement des structures et des filières de proximité, il y a aussi un gros point sur le soutien aux agriculteurs en difficulté et il y en a de plus en plus. Là, nous avons notamment rencontré l'association de solidarité paysanne qui fait un boulot extraordinaire et qu'il faut absolument soutenir financièrement.

Sur la santé animale, nous avons aussi de gros postes avec le syndicat mixte QUALYSE qui est aussi sur la prophylaxie. Nous ne sommes jamais à l'abri d'une épidémie dans le monde de l'élevage. Il faut être vigilant et prêt à réagir très vite. Sur ce point, il est proposé 745 000 € de crédits en fonctionnement, dont 401 000 € d'aide aux organismes agricoles et 344 000 € pour la veille sanitaire de prophylaxie animale.

Pour un outil foncier de travail performant, évidemment, c'est améliorer la structuration des exploitations agricoles et forestières. Nous avons deux opérations d'aménagement foncier, notamment des AFAFE (aménagements fonciers agricoles forestiers et environnementaux)

qui sont liées à la déviation de la RN147 Lussac-les-Châteaux et Saint-Martin-la-Pallu aussi sur un aménagement foncier. Nous aurons une nouvelle opération 2023 qui sera la Chapelle-Bâton. C'est du morcellement de parcelles sur lequel il faudra travailler. Dans cet axe, évidemment l'animation forestière pour les massifs forestiers. Vous savez que nous essayons de restructurer des îlots d'exploitation forestière qui demandent aussi beaucoup de travail. Pour ce point 2023 : 26 000 € de crédits en fonctionnement et 310 000 € de crédits en investissement. Sachant que sur le foncier, nous aurons une recette de 115 000 € de prévue qui est un remboursement de la Direction régionale de l'environnement.

Enfin pour lutter et adapter l'agriculture au changement climatique – c'est aussi un travail avec Joëlle qui est très transversal – nous aurons :

- l'aménagement d'une filière miscanthus, nous travaillons dessus. C'est notamment dans les périmètres de captage d'eau potable. C'est un combustible biomasse que nous allons travailler,
- le suivi des mesures compensatoires agricoles de la voirie d'accès du Center Parcs,
- le financement d'initiatives concrètes innovantes, notamment pour la compensation de carbone agricole. Vous savez que nous avons par exemple l'INRAE (Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement) qui travaille sur des variétés plus résistantes à la sécheresse et il faut aussi que nous soyons présents sur ce poste. Il est proposé 16 000 € de crédit en fonctionnement sur ce poste.

Pour conclure sur ce BP 2023, il vous est proposé d'inscrire 832 000 € en fonctionnement, d'inscrire des crédits de paiement pour 415 000 € en investissement et de prévoir les recettes de 115 000 €. Vous avez aussi les modifications des échéanciers de paiement des autorisations de programme présentées en annexe.

Alain PICHON : Merci Benoît. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Jean-Olivier.

Jean-Olivier GEOFFROY : Cela concerne la Commission agricole. J'ai reçu récemment le Centre régional de la propriété forestière (CRPF) et il y avait une petite aide forfaitaire. Le Département prenait en charge des frais notariés parce que vous savez que la forêt est extrêmement morcelée et cela faisait partie des possibilités de restructuration, mais cette aide a été supprimée. Je demanderai que nous puissions recevoir le CRPF. Cela représentait à peu près 10 000 € par an et c'était quand même assez bien vu. Je me demande pourquoi cette aide – dans un budget qui n'est déjà pas très important, celui de l'agriculture – a été supprimée.

Alain PICHON : Jean-Louis et Benoît pourront effectivement recevoir le CRPF s'il le faut. Je crois que c'était une aide sous-utilisée et qui était utilisée par assez peu de propriétaires forestiers.

Jean-Olivier GEOFFROY : Cela fonctionne bien dans les Deux-Sèvres.

Alain PICHON : Oui, nous pouvons nous reposer la question. Gérard.

Gérard PEROCHON : Juste pour conforter un petit peu ce que disait Benoît. Je crois que sur la partie circuit court, l'atelier de découpe qui doit démarrer sur Grand-Châtellerault va permettre aux éleveurs d'éviter de faire quelques centaines de kilomètres. Cet atelier de découpe doit démarrer en décembre ou au tout début de janvier et devrait être opérationnel courant 2023. Cela devrait permettre à cinq ou six éleveurs de travailler plus confortablement. Cet atelier de découpe est pratiquement adossé à la cuisine centrale de

Châtellerault, donc peut-être qu'il y aura des opportunités pour que tout le monde travaille ensemble.

Alain PICHON : Absolument. Ce sont des opérations sur le territoire qu'il faut multiplier, qu'il faut continuer d'aider ici ou ailleurs. Benoît, tu en parlais aussi, il faut que nous progressions sur la logistique, il faut que nous aidions nos producteurs à progresser. C'est vraiment indispensable et cela va tout à fait dans le bon sens. Benoît.

Benoît PRINCAY : Tout à fait. Nous avons aussi d'autres domaines, car je ne peux pas tout évoquer là, mais évidemment, nous serons présents. Rappeler que – vous l'avez dans le dossier – nous travaillons avec la Région dans le cadre des PCAE (Plans de compétitivité et d'adaptation des exploitations). Nous participons aux financements d'investissement sur des projets de légumerie, d'atelier de découpe, etc. Nous participons aussi – nous l'avons fait cette année – au Drive fermier, l'accès aux produits locaux de la population. Je voulais aussi rajouter que nous n'oublions pas les plus fragiles, car une enveloppe est prévue dans l'aspect social où nous donnons une enveloppe pour des épiceries sociales inscrites sur la plateforme Agrilocal. Nous donnons une aide financière pour qu'ils achètent des produits locaux pour les plus fragiles sur la plateforme Agrilocal.

Alain PICHON : Absolument, c'est extrêmement positif. S'il n'y a plus de demande de prise de parole, y a-t-il des avis contraires ? Des abstentions ? Le rapport numéro 3 est adopté, merci Benoît.

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

**DELIBERATION DU CONSEIL
DEPARTEMENTAL**

Séance du 16 décembre 2022

AGRICULTURE ET RURALITE : BP 2023

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
 La Commission Agriculture, Ruralité s'étant réunie,
 Le Conseil Départemental de la Vienne, en séance publique le 16 décembre 2022 à l'Hôtel du Département à Poitiers, le quorum étant atteint,
 Au bénéfice des considérations mentionnées dans le rapport,
 Après en avoir délibéré et voté,

DECIDE, au titre du budget primitif 2023 relatif à la politique publique de l'agriculture et de la ruralité :

- d'inscrire des crédits de paiement pour 832 000 € en fonctionnement,
- d'inscrire des crédits de paiement pour 415 000 € en investissement,
- de prévoir des recettes pour 115 000 €,
- d'adopter les modifications des échéanciers de paiement des autorisations de programme présentées en annexe.

ADOPTÉ

Le Président du Conseil Départemental,



Alain PICHON

Date de télétransmission au Contrôle de Légalité	20/12/2022
Identifiant de la télétransmission	086-228600011-20221216-0000000000007006-DE
Date de publication	22/12/2022

BUDGET PRIMITIF 2023 - POLITIQUE DE L'AGRICULTURE

ECHEANCIERS RELATIFS AUX AUTORISATIONS DE PROGRAMME OU D'ENGAGEMENT

Millésime AP/AE	Code programme	Libellé de l'AP ou AE	Observation	Montant de l'AP ou AE	Antérieur	2022	2023	2024	2025	reste à financer
AP 2018/1	03PREMEMBR	RN 147 - LUSSAC LES CHATEAUX	ancien échéancier nouvel échéancier	830 000,00 € 830 000,00 €	56 994,38 € 56 994,38 €	187 225,62 187 225,62	189 000,00 115 000,00	151 200,00 188 200,00	151 200,00 188 200,00	94 380,00 € 94 380,00 €
AP 2019/1	19AFAFDE	7B AFAF ST MARTIN	ancien échéancier nouvel échéancier	700 000,00 € 700 000,00 €	130 467,48 € 130 467,48 €	136 054,60 136 054,60	150 000,00 145 000,00	150 000,00 155 000,00	0,00 0,00	133 477,92 € 133 477,92 €

REUNION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU 16 DECEMBRE 2022 - BUDGET PRIMITIF

COMMISSION AGRICULTURE, RURALITE

Direction Générale Adjointe de l'Aménagement du Territoire et du Développement
Durable

Direction de l'Agriculture, de l'Eau et de l'Environnement

RAPPORT DU PRESIDENT

AGRICULTURE ET RURALITE : BP 2023



1/ Périmètre d'intervention de la politique publique

La politique publique en agriculture comprend les domaines d'interventions suivants :

- le développement des circuits agricoles courts,
- les aides économiques en investissement aux agriculteurs et les aides en fonctionnement aux organismes agricoles, en lien avec la Région,
- la veille sanitaire (Adhésion au Syndicat Mixte Qualyse),
- l'aménagement foncier agricole et forestier.

Elle ne comprend pas les aspects agricoles des politiques de l'eau (Schémas d'Aménagement et de Gestion de l'Eau dont les études Hydrologie, Milieux, Usages, Climat), qui sont financés par le Département via le budget dédié à l'environnement.

2/ Grandes orientations pour le budget 2023

Par rapport aux années précédentes, les principales évolutions pour l'année 2023 sont :

- une maîtrise des aides aux organismes agricoles, ciblées sur des actions concrètes en adéquation avec la feuille de route agriculture 2022-2027,

- une diminution des aides à l'investissement des exploitations en axant principalement sur la commercialisation et la transformation à la ferme,
- une amplification des crédits dédiés à l'aménagement foncier agricole et forestier de Saint-Martin-la-Pallu, conformément au déroulement de ce programme pluriannuel, ainsi que de celui de la déviation de la RN147 à Lussac-les-Châteaux, cette dernière opération étant entièrement remboursée par la DREAL, maître d'ouvrage de l'opération routière.

3/ Synthèse budgétaire par programme

La proposition budgétaire 2023 peut se résumer dans le tableau ci-dessous :

Programmes	Fonctionnement (€)			Investissement (€)		
	CA 2021	BP 2022	Proposition 2023	CA 2021	BP 2022	Proposition 2023
Agrilocal86 et Zérogaspi86	23 383	95 000	45 000			
Soutien à l'investissement des exploitations agricoles (PCAE)				57 586	135 000	105 000
Aide aux organismes agricoles incluant convention Chambre d'agriculture	495 001	381 000	401 000			
Veille sanitaire et prophylaxie animale	335 475	334 000	344 000			
Aménagements fonciers agricoles et forestiers*	309	1000	1000	174 048	250 000	310 000
Restructuration forestière	22 000	25 000	25 000	10 643	15 000	
Mesures environnementales agricoles	12 876	14 500	16 000			
Total	889 044	852 000	832 000	242 277	400 000	415 000

* recette de 115 000 € en 2023 et de 100 000 € en 2022 de la DREAL pour l'opération liée à l'aménagement foncier de la déviation de Lussac-les-Châteaux

4/ Présentation plus détaillée des programmes

Le Département a défini sa feuille de route pour l'agriculture 2022-2027, qui a pour objectif de contribuer à soutenir une agriculture et une sylviculture :

- **économiquement viables** : productions animales et végétales, et autres revenus (agritourisme, énergies renouvelables, ...),
- **en interaction avec le territoire** : ruralité, consommations alimentaires et non alimentaires (énergies, éco-matériaux, ...),
- **socialement pérennes** : conditions de travail, transmission d'exploitation, qualité, relations et liens de confiance entre producteurs et consommateurs...,
- **tout en respectant l'environnement** : climat, eau, biodiversité.

Le soutien du Département est réalisé selon 4 axes de travail :

- pour une alimentation durable et locale, notamment via Agrilocal86,
- pour le maintien et le développement des structures et des filières de proximité,
- pour un outil foncier de travail performant,
- pour la lutte et l'adaptation agricole au changement climatique.

4.1. Pour une alimentation durable et locale

Le développement d'une alimentation locale et de qualité est un enjeu majeur et correspond à une attente sociétale forte. Il revêt un intérêt économique essentiel, par la production de valeur ajoutée locale pour les agriculteurs de la Vienne.

De plus, avec un quart de l'empreinte carbone des français, l'alimentation constitue le premier poste responsable des émissions de gaz à effet de serre, du même ordre de grandeur que le transport ou le logement. Enfin, l'alimentation est également un facteur clé sur le plan de la santé.

Le Département souhaite s'investir de manière prioritaire pour l'alimentation durable et locale, en déployant tous les outils mobilisables et en particulier la restauration collective dans les collèges.

Agrilocal86 est une des priorités de la politique agricole du Département. Cette plate-forme permet la vente et l'achat en ligne de produits locaux pour la restauration collective, de manière sécurisée par rapport au Code des Marchés Publics. Le chiffre d'affaires global réalisé sur la plateforme depuis son lancement en janvier 2017 atteignait 1 611 000 € fin 2021. Le chiffre d'affaires du 1er semestre 2022 est de 259 000 €, soit +16% par rapport à 2019. La plateforme comptait 127 acheteurs et environ 159 fournisseurs dont 39 en bio au 31 décembre 2021. En 2022, 12 nouveaux acheteurs et 25 nouveaux fournisseurs dont 6 en bio ont rejoint Agrilocal86.

Cette dynamique implique obligatoirement une animation importante pour maintenir et étendre la mobilisation des producteurs et des acheteurs. Elle se poursuivra en 2023 par le fonctionnement de l'équipe dédiée en partenariat avec la Chambre d'agriculture et comprenant notamment une apprentie au sein du Département, l'organisation d'événementiels et d'animations, ainsi que l'adhésion à Agrilocal National.

Au-delà, le travail de structuration de l'offre agricole locale sera poursuivi en partenariat avec la Chambre d'Agriculture notamment sur la filière maraîchage, pour une **plate-forme logistique** et une **offre pour les opérateurs touristiques**.

Enfin, le Département co-finance avec la Région les équipements des exploitations agricoles pour la **transformation et la commercialisation à la ferme (PCAE)**.

En 2023, 45 000 € de crédits de fonctionnement et 105 000 € de crédits d'investissement sont ainsi proposés pour l'alimentation durable et locale.

4.2. Pour le maintien et le développement des structures et des filières de proximité

Le maintien et le développement des filières agricoles de proximité est un enjeu majeur pour la viabilité sociale et économique du tissu rural. Ils impliquent également un développement des relations entre la profession agricole et le reste de la société, notamment pour faciliter l'acceptation locale du fonctionnement et des contraintes agricoles, dans un contexte de péri-urbanisation et de rurbanité croissantes.

Au regard du contexte socio-économique actuel, il est également impératif d'avoir un accompagnement en termes de soutien aux agriculteurs en difficulté en pleine adéquation avec la compétence sociale du Département.

Enfin, le Département exerce sa compétence en santé animale via sa participation au Syndicat Mixte Qualyse, contribuant ainsi à accompagner les filières en élevage.

En 2023, 745 000 € de crédits en fonctionnement sont ainsi proposés pour le soutien aux filières et aux activités agricoles à valeur ajoutée économique ainsi que pour les agriculteurs en difficulté dont 401 000 € pour les aides aux organismes agricoles et 344 000 € pour la veille sanitaire et la prophylaxie animale.

4.3. Pour un outil foncier de travail performant

Au titre du Code Rural et de la Pêche Maritime, le Département dispose d'une compétence spécifique en foncier rural pour améliorer les structures foncières agricoles et forestières. Cette compétence se décline telle une boîte à outils en divers types de procédures possibles sous maîtrise d'ouvrage départementale.

La qualité du parcellaire facilite les conditions de travail des agriculteurs. Le regroupement des parcelles autour du siège d'exploitation facilite les déplacements. La taille et la forme des parcelles facilitent l'exploitation et le maniement des engins, et peuvent optimiser l'épandage et l'irrigation. Les aménagements fonciers facilitent également les échanges pour implanter aux endroits adaptés les types de productions agricoles et les éléments pour l'environnement (bandes enherbées, haies, surfaces d'intérêt écologique,).

En 2023, se poursuivront les 2 opérations aménagements fonciers agricoles forestiers et environnementaux (**AFAFE**) d'une part liée à la **dévi**ation de la **RN147 à Lussac-les-Châteaux**, et d'autre part pour la qualité de la ressource en eau et le maraîchage sur la commune de **Saint-Martin-la-Pallu**. De plus, sera initiée une nouvelle opération sur la **Chapelle-Bâton**, en raison du morcellement foncier important de ce territoire et pour la qualité de la ressource en eau du captage en eau potable des Renardières.

Au-delà, se poursuivront également les **animations foncières par massifs forestiers** réalisées par le Centre National de la Propriété Forestière Privée, afin de contribuer à créer des ilots d'exploitation forestières suffisants pour des projets de sylviculture à des fins de bois d'œuvre ou de bois énergie.

En 2023, 26 000 € de crédits en fonctionnement et 310 000 € de crédits en investissement sont ainsi proposés pour un outil foncier de travail performant.

Une recette de 115 000 € est prévue correspondant au remboursement par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, des dépenses liées à l'opération préalable d'aménagement foncier de la déviation de Lussac-les-Châteaux.

4.4. Pour la lutte et l'adaptation agricole au changement climatique

Le Département a pour objectif d'encourager une agriculture décarbonée, positive pour l'environnement et viable économiquement. Au regard de l'ampleur de cet objectif, le Département s'inscrit dans une logique de contribution à un effort collectif. En adéquation avec le plan SEVE, il facilite des initiatives et favorise l'émergence de nouvelles filières éco-responsables, en priorisant les actions concrètes en faveur de l'enjeu climat et générant des co-bénéfices pour l'eau et la biodiversité.

En 2023 se poursuivront :

- l'animation pour l'émergence d'une filière miscanthus sur les aires d'alimentation de captage d'eau potable, en lien avec la Chambre d'agriculture et les producteurs d'eau potable, afin de produire un combustible biomasse peu carboné via une production agricole économe en intrants et générant une valeur ajoutée économique locale,
- le suivi des mesures compensatoires agricoles de la voirie d'accès Center Parcs,
- le financement d'initiatives concrètes innovantes, notamment pour la compensation carbone agricole et la gestion agricole durable de la ressource en eau (via les aides aux organismes agricoles).

En 2023, 16 000 € de crédits en fonctionnement sont ainsi proposés pour la lutte et l'adaptation agricole au changement climatique, hors aides aux organismes agricoles.

Je vous propose au titre du budget primitif 2023 relatif à la politique publique de l'agriculture et de la ruralité :

- d'inscrire des crédits de paiement pour 832 000 € en fonctionnement,
- d'inscrire des crédits de paiement pour 415 000 € en investissement,
- de prévoir des recettes pour 115 000 €,
- d'adopter les modifications des échéanciers de paiement des autorisations de programme présentées en annexe.



Je vous invite à délibérer sur ce dossier.

INSCRIPTION DE CREDITS DE PAIEMENT (HORS AP/AE)

	MONTANT en euros	IMPUTATION
DEPENSES	105 000	204
	50 000	4544
	62 000	011
	770 000	65
RECETTES	115 000	4542203

Pascale.

COMMISSION AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

4. Accompagnement des Communes et des Territoires pour l'Investissement dans la Vienne (ACTIV') : BP 2023

Pascale MOREAU : Président, chers collègues. La politique ACTIV' repose sur la volonté du soutien des projets d'investissement des communes et des intercommunalités. Rappeler le partenariat historique que le Département a toujours entretenu avec nos territoires et cette volonté là encore à travers ce budget, cher Président, de maintenir un niveau d'intervention élevé en faveur de l'investissement de nos collectivités. Les projets de territoires, ce sont avant tout des équipements de qualité pour nos habitants. Dans son corollaire, c'est de l'économie, du bon de commande et de l'emploi pour nos entreprises.

Alain PICHON : C'est le meilleur bouclier social.

Pascale MOREAU : Absolument.

Alain PICHON : Du boulot pour nos habitants et nos entreprises.

Pascale MOREAU : Pour 2022, 15 000 000 € d'aides mandatées avec un effet multiplicateur de 7.

Alain PICHON : C'est colossal et je suis sûr que nous sommes dans les Départements qui aident le plus nos communes, nos EPCI et il faut continuer comme cela.

Pascale MOREAU : Je vais vous parler ce matin du dispositif ACTIV' qui relève de la commission que j'ai l'honneur et le plaisir de présider avec les membres de la commission que je salue ce matin. C'est vrai que nous travaillons toujours, je pense, dans la bonne entente et dans un objectif de construction commune. Je vous remercie pour votre participation. ACTIV' touche toutes nos politiques publiques, cher Président. Je présente une partie d'ACTIV', et mes collègues, que ce soit Brigitte, Pascale et Joëlle, portent également une partie du dispositif pour toutes les parties qui relèvent de leur commission.

Ce matin dans le rapport 4, il vous est proposé l'inscription d'un crédit d'investissement de 12 500 000 € pour l'aide, la dotation de solidarité communale, les 7 000 000 € pour les communes. Ce sont également les crédits nécessaires pour l'ACTIV' 2 ancienne génération et nouveau programme que nous avons votés lors du budget primitif 2022 sur la nouvelle autorisation de programme de 22 200 000 € pour l'année 2022-2026. Ce sont également les crédits nécessaires pour l'ACTIV' patrimoine, nouvelle autorisation de programme que nous avons votée l'an passé dans cette Assemblée pour 2 500 000 € pour la période 2022-2025. Nous avons regardé cela en commission et selon les différents dispositifs, nous sommes en moyenne sur un taux de financement du Département de l'ordre de 20 %. Nous restons le partenaire privilégié, pour ne pas dire le premier partenaire financier des territoires dans le cadre du financement de leurs investissements.

Ce rapport numéro 4, ce sont aussi les crédits de fonctionnement nécessaires à l'ingénierie. Sans les études préalables, sans l'ingénierie dans le cadre de la solidarité territoriale qui est la nôtre, un bon nombre d'investissements ne verrait pas le jour. Il vous est proposé

l'inscription d'un crédit de 792 000 €. 177 000 € pour le dispositif « Petites villes de demain ». 200 000 € pour le CAUE (Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement) et également 385 000 € pour l'Agence des territoires (AT 86). Cette ligne est en augmentation de 4 % en adéquation avec la dernière Assemblée générale de l'AT et l'augmentation des cotisations des communes adhérentes pour la mise en œuvre du nouveau Schéma stratégique de l'Agence des territoires. Également l'inscription des crédits de 30 000 € du Fonds chaleur que vous a présenté Joëlle PELTIER tout à l'heure et qui sont subventionnés à 70 % par l'ADEME.

Alain PICHON : Merci Pascale pour ces éléments très complets. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Des avis contraires ? Des abstentions ? Elle est adoptée.

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

DELIBERATION DU CONSEIL
DEPARTEMENTAL

Séance du 16 décembre 2022

ACCOMPAGNEMENT DES COMMUNES ET DES TERRITOIRES POUR
L'INVESTISSEMENT DANS LA VIENNE (ACTIV') : BP 2023

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
La Commission Aménagement du Territoire s'étant réunie,
Le Conseil Départemental de la Vienne, en séance publique le 16 décembre 2022 à l'Hôtel du Département à Poitiers, le quorum étant atteint,
Au bénéfice des considérations mentionnées dans le rapport,
Après en avoir délibéré et voté,

DECIDE, au titre du budget primitif 2023 relatif à la politique publique ACTIV' :

- d'inscrire des crédits de paiement pour 792 000 € en fonctionnement,
- d'inscrire des crédits de paiement pour 12 500 000 € en investissement,
- d'adopter la modification de l'autorisation de programme Volet 2 2022-2026,
- de solliciter une subvention couvrant 70 % des dépenses auprès de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) pour l'étude de préfiguration au titre du Fonds Chaleur.

ADOPTÉ

Le Président du Conseil Départemental,



Alain PICHON

Date de télétransmission au Contrôle de Légalité	20/12/2022
Identifiant de la télétransmission	086-228600011-20221216-000000000007004-DE
Date de publication	22/12/2022

ANNEXE

VOLET 3 : LES PROJETS D'INITIATIVE LOCALE

- DOTATION DE SOLIDARITE COMMUNALE -

Montant de l'attribution 2023 du volet 3 :

7 000 000 €

Répartie comme suit :

50%	Dotation sur base forfaitaire	3 500 000 €
50%	Dotation solidaire	3 500 000 €

Communes nouvelles

Tableau de répartition de la dotation 2023 du Volet 3 :

INSEE	NOM COMMUNE	DOTATION 2023
86001	ADRIERS	23 500 €
86002	AMBERRE	18 500 €
86003	ANCHE	19 400 €
86004	ANGLES-SUR-L'ANGLIN	19 800 €
86005	ANGLIERS	22 600 €
86006	ANTIGNY	21 100 €
86007	ANTRAN	23 600 €
86008	ARCAY	18 500 €
86009	ARCHIGNY	23 800 €
86010	ASLONNES	30 600 €
86011	ASNIERES-SUR-BLOUR	15 300 €
86012	ASNOIS	15 000 €
86013	AULNAY	14 000 €
86014	AVAILLES-EN-CHATELLERAULT	24 300 €
86015	AVAILLES-LIMOUZINE	28 800 €
86016	AVANTON	40 600 €
86017	AYRON	29 900 €

86018	BASSES	19 000 €
86019	BEAUMONT-SAINT CYR	53 500 €
86020	BELLEFONDS	14 300 €
86022	BERRIE	16 200 €
86023	BERTHEGON	17 100 €
86024	BERUGES	24 900 €
86025	BETHINES	18 400 €
86026	BEUXES	22 600 €
86027	BIARD	22 900 €
86028	BIGNOUX	28 700 €
86029	BLANZAY	22 300 €
86123	BOIVRE-LA-VALLEE	79 300 €
86031	BONNES	44 800 €
86032	BONNEUIL-MATOIRS	26 100 €
86034	BOURESSE	15 700 €
86035	BOURG-ARCHAMBAULT	15 700 €
86036	BOURNAND	28 700 €
86037	BRIGUEIL-LE-CHANTRE	17 900 €
86038	BRION	16 900 €
86039	BRUX	25 700 €
86040	LA BUSSIERE	19 200 €
86041	BUXEROLLES	82 900 €
86042	BUXEUIL	18 100 €
86044	CEAUX-EN-LOUDUN	20 200 €
86045	CELLE-L'EVECAULT	38 500 €
86046	CENON-SUR-VIENNE	21 800 €
86047	CERNAY	19 000 €
86048	CHABOURNAY	30 700 €
86049	CHALAIS	20 900 €
86050	CHALANDRAY	22 900 €

86051	CHAMPAGNE-LE-SEC	15 200 €
86052	CHAMPAGNE-SAINT-HILAIRE	29 000 €
86053	CHAMPIGNY-EN-ROCHEREAU	40 900 €
86054	CHAMPNIERS	17 300 €
86055	LA CHAPELLE-BATON	16 900 €
86058	LA CHAPELLE-MOULIERE	22 700 €
86059	LA CHAPELLE-VIVIERS	16 700 €
86061	CHARROUX	29 100 €
86062	CHASSENEUIL-DU-POITOU	25 200 €
86063	CHATAIN	16 700 €
86064	CHATEAU-GARNIER	23 600 €
86065	CHATEAU-LARCHER	30 100 €
86068	CHAUNAY	28 000 €
86069	LA CHAUSSEE	16 100 €
86070	CHAUVIGNY	71 900 €
86072	CHENEVELLES	19 900 €
86073	CHERVES	19 900 €
86074	CHIRE-EN-MONTREUIL	20 700 €
86075	CHOUPPES	19 400 €
86076	CISSE	44 300 €
86077	CIVAUX	13 400 €
86078	CIVRAY	45 800 €
86079	LA ROCHE-RIGAULT	20 900 €
86080	CLOUE	23 000 €
86081	COLOMBIERS	27 000 €
86083	COULOMBIERS	24 800 €
86084	COULONGES	17 600 €
86085	COUSSAY	15 300 €
86086	COUSSAY-LES-BOIS	27 200 €
86087	CRAON	14 300 €

86088	CROUTELLE	16 400 €
86089	CUHON	16 200 €
86090	CURCAY-SUR-DIVE	15 600 €
86091	CURZAY-SUR-VONNE	18 900 €
86092	DANGE-SAINT-ROMAIN	34 300 €
86093	DERCE	14 800 €
86094	DIENNE	21 400 €
86095	DISSAY	40 500 €
86096	DOUSSAY	20 500 €
86097	LA FERRIERE-AIROUX	18 800 €
86098	FLEIX	15 400 €
86099	FLEURE	31 000 €
86100	FONTAINE-LE-COMTE	40 700 €
86102	FROZES	21 200 €
86103	GENCAY	44 600 €
86104	GENOUILLE	20 400 €
86105	GIZAY	17 900 €
86106	GLENOUZE	14 300 €
86107	GOUEX	15 600 €
86108	LA GRIMAUDIERE	17 700 €
86109	GUESNES	19 300 €
86110	HAIMS	15 800 €
86111	INGRANDES-SUR-VIENNE	15 900 €
86112	L'ISLE-JOURDAIN	24 100 €
86113	ITEUIL	40 400 €
86114	JARDRES	25 200 €
86115	JAUNAY-MARIGNY	67 700 €
86116	JAZENEUIL	25 100 €
86117	JOUHET	19 400 €
86118	JOURNET	16 100 €

86119	JOUSSE	15 100 €
86120	LATHUS-SAINT-REMY	32 100 €
86121	LATILLE	42 300 €
86122	LAUTHIERS	13 800 €
86124	LAVOUX	33 200 €
86125	LEIGNE-LES-BOIS	20 000 €
86126	LEIGNES-SUR-FONTAINE	21 500 €
86127	LEIGNE-SUR-USSEAU	19 800 €
86128	LENCLOITRE	39 600 €
86129	LESIGNY	20 600 €
86130	LEUGNY	16 500 €
86131	LHOMMAIZE	16 700 €
86132	LIGLET	17 400 €
86133	LIGUGE	26 200 €
86134	LINAZAY	15 800 €
86135	LINIERS	21 500 €
86136	LIZANT	18 600 €
86137	LOUDUN	84 100 €
86138	LUCHAPT	18 400 €
86139	LUSIGNAN	45 400 €
86140	LUSSAC-LES-CHATEAUX	25 200 €
86141	MAGNE	25 000 €
86142	MAILLE	22 900 €
86143	MAIRÉ	15 100 €
86144	MAISONNEUVE	16 000 €
86145	MARCAY	24 900 €
86147	MARIGNY-CHEMEREAU	23 100 €
86148	MARNAY	22 300 €
86149	MARTAIZE	19 100 €
86150	MASSOGNES	15 900 €

86151	MAULAY	14 800 €
86152	MAUPREVOIR	22 400 €
86153	MAZEROLLES	16 600 €
86154	MAZEUIL	15 300 €
86156	MESSEME	15 000 €
86157	MIGNALOUX-BEAUVOIR	40 200 €
86158	MIGNE-AUXANCES	55 400 €
86159	MILLAC	17 100 €
86160	MIREBEAU	31 700 €
86161	MONCONTOUR	27 800 €
86162	MONDION	13 700 €
86163	MONTAMISE	38 900 €
86164	MONTHOIRON	19 000 €
86165	MONTMORILLON	62 400 €
86167	MONTS-SUR-GUESNES	30 900 €
86169	MORTON	14 400 €
86170	MOULISMES	18 300 €
86171	MOUSSAC-SUR-VIENNE	20 400 €
86172	MOUTERRE-SUR-BLOURDE	13 900 €
86173	MOUTERRE-SILLY	23 700 €
86174	NAINTRE	59 400 €
86175	NALLIERS	18 000 €
86176	NERIGNAC	15 700 €
86177	NEUVILLE-DE-POITOU	87 400 €
86178	NIEUIL-L'ESPOIR	51 600 €
86180	NOUAILLE-MAUPERTUIS	56 800 €
86181	NUEIL-SOUS-FAYE	16 200 €
86182	ORCHES	17 400 €
86183	LES-ORMES	26 300 €
86184	OUZILLY	23 400 €

86186	OYRE	21 800 €
86187	PAIZAY-LE-SEC	19 700 €
86189	PAYROUX	19 200 €
86190	PERSAC	17 100 €
86191	PINDRAY	16 200 €
86192	PLAISANCE	15 100 €
86193	PLEUMARTIN	26 300 €
86195	PORT-DE-PILES	17 700 €
86196	POUANCAY	16 100 €
86197	POUANT	17 200 €
86198	POUILLE	24 500 €
86200	PRESSAC	24 100 €
86201	PRINCAY	15 200 €
86202	LA PUYE	22 600 €
86203	QUEAUX	21 100 €
86204	QUINCAY	50 500 €
86205	RANTON	15 900 €
86206	RASLAY	15 500 €
86207	LA ROCHE-POSAY	22 600 €
86209	ROCHES-PREMARIE-ANDILLE	34 700 €
86210	ROIFFE	24 600 €
86211	ROMAGNE	33 600 €
86213	ROUILLE	54 700 €
86214	SAINT-BENOIT	55 600 €
86217	SAINT-CHRISTOPHE	16 400 €
86218	SAINT-CLAIR	15 400 €
86220	SAINT-GAUDENT	15 700 €
86221	SAINT-GENEST-D'AMBIERE	23 000 €
86222	SAINT-GEORGES-LES-BAILLARGEAUX	69 100 €
86223	SAINT-GERMAIN	21 100 €

86224	SAINT-GERVAIS-LES-TROIS-CLOCHERS	31 200 €
86225	SAINT-JEAN-DE-SAUVES	34 500 €
86226	SAINT-JULIEN-L'ARS	44 700 €
86227	SAINT-LAON	14 500 €
86228	SAINT-LAURENT-DE-JOURDES	14 300 €
86229	SAINT-LEGER-DE-MONTBRILLAIS	19 500 €
86230	SAINT-LEOMER	14 900 €
86231	SAINT-MACOUX	19 100 €
86233	VALDIVIENNE	30 900 €
86234	SAINT-MARTIN-L'ARS	17 600 €
86281	SAINT-MARTIN-LA-PALLU	115 700 €
86235	SAINT-MAURICE-LA-CLOUERE	34 900 €
86236	SAINT-PIERRE-DE-MAILLE	26 300 €
86237	SAINT-PIERRE-D'EXIDEUIL	16 100 €
86239	SAINTE-RADEGONDE	14 400 €
86241	SAINT-REMY-SUR-CREUSE	16 100 €
86242	SAINT-ROMAIN-EN-CHARROUX	18 300 €
86244	SAINT-SAUVANT	39 300 €
86245	SENILLÉ-SAINT-SAUVEUR	24 500 €
86246	SAINT-SAVIN	21 900 €
86247	SAINT-SAVIOL	16 000 €
86248	SAINT-SECONDIN	21 500 €
86249	SAIRES	15 100 €
86250	SAIX	18 100 €
86252	SAMMARCOLLES	20 800 €
86253	SANXAY	24 000 €
86254	SAULGE	24 200 €
86255	SAVIGNE	28 100 €
86256	SAVIGNY-L'EVESCAULT	27 400 €
86257	SAVIGNY-SOUS-FAYE	17 500 €

86258	SCORBE-CLAIRVAUX	36 700 €
86260	SERIGNY	15 900 €
86261	SEVRES-ANXAUMONT	38 500 €
86262	SILLARS	15 800 €
86263	SMARVES	43 600 €
86264	SOMMIERES-DU-CLAIN	26 900 €
86265	SOSSAY	17 900 €
86266	SURIN	14 600 €
86268	TERCE	36 600 €
86269	TERNAY	16 000 €
86270	THOLLET	15 200 €
86271	THURAGEAU	20 700 €
86272	THURE	37 700 €
86273	LA TRIMOUILLE	22 800 €
86274	LES-TROIS-MOUTIERS	21 600 €
86275	USSEAU	19 900 €
86276	USSON-DU-POITOU	32 700 €
86082	VALENCE-EN-POITOU	104 300 €
86279	VAUX-SUR-VIENNE	19 500 €
86280	VELLECHES	17 600 €
86284	VERNON	22 900 €
86285	VERRIERES	17 300 €
86286	VERRUE	19 000 €
86287	VEZIERES	19 300 €
86288	VICQ-SUR-GARTEMPE	22 200 €
86289	LE-VIGEANT	16 300 €
86290	LA VILLEDIEU-DU-CLAIN	35 400 €
86291	VILLEMORT	14 100 €
86292	VILLIERS	24 700 €
86293	VIVONNE	62 400 €

86294	VOUILLE	60 600 €
86295	VOULEME	19 000 €
86296	VOULON	20 200 €
86297	VOUNEUIL-SOUS-BIARD	56 800 €
86298	VOUNEUIL-SUR-VIENNE	30 500 €
86299	VOUZAILLES	19 600 €
86300	YVERSAY	17 400 €

REUNION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU 16 DECEMBRE 2022 - BUDGET PRIMITIF

COMMISSION AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction Générale Adjointe de l'Aménagement du Territoire et du Développement
Durable

Direction de l'Appui aux Collectivités

RAPPORT DU PRESIDENT

ACCOMPAGNEMENT DES COMMUNES ET DES TERRITOIRES POUR L'INVESTISSEMENT DANS LA VIENNE (ACTIV') : BP 2023

1/ Périmètre d'intervention de la politique publique

La politique ACTIV' initiée en 2016 repose sur la volonté du Département de soutenir les projets d'investissement des communes et des intercommunalités pour assurer un développement et un aménagement équilibré de notre territoire. Il souhaite par ailleurs que les collectivités puissent bénéficier d'un soutien à l'ingénierie pour la définition, la conception et la mise en œuvre de leurs projets.

2/ Grandes orientations pour le budget 2023

Le Département souhaite conserver un niveau d'intervention élevé en faveur des collectivités pour maintenir l'investissement. Il s'agit d'inciter les projets sur le territoire pour développer l'économie sur le secteur et fournir à la population des équipements en adéquation avec ses besoins.

Un point de vigilance particulier sera opéré afin de garantir un équilibre sur le territoire et permettre aux communes de petite taille d'engager des actions nécessaires pour leurs habitants.

Le Département va par ailleurs s'engager au titre de la transition énergétique à soutenir les collectivités pour la réalisation de projets de développement de production de chaleur renouvelable (géothermie, Biomasse, Solaire Thermique, etc...) via le Fonds Chaleur avec les soutiens financiers et techniques de l'ADEME et du Syndicat Energie Vienne. Une étude de préfiguration avec le soutien financier de l'ADEME sera réalisée début 2023 pour identifier le potentiel sur le territoire des EPCI hors Grand Châtelleraut et Grand Poitiers ; territoires ayant déjà réalisé une étude de préfiguration.

Fonctionnement

CAUE 86 : inscription de crédits de paiement identiques à 2022 pour le fonctionnement du CAUE

Agence des Territoires 86 : inscription de crédits de paiement en progression de + 4 % évolution en adéquation avec la hausse appliquée pour l'année 2023 des cotisations des collectivités adhérentes, suite à l'étude stratégique menée par l'AT86 pour assurer son développement.

Petites Villes de Demain : inscription de crédits de paiement en dépenses et en recettes conformément à la convention de partenariat avec la Banque des territoires pour la mise en œuvre du programme.

Inscription de crédits de paiement pour la réalisation de l'étude de préfiguration pour le Fonds chaleur sachant que l'étude sera subventionnée à 70% par l'ADEME.

Investissement

Les inscriptions de crédits de paiement en Investissement au titre de ce rapport concernent le volet 2, le volet 3 et l'appel à projet Patrimoine.

Au titre du Volet 2, inscription de crédits de paiement pour l'AP 2017-2021 pour les contrats de territoire en cours d'achèvement et inscription de crédits de paiement pour le Volet 2 projets de territoires 2022-2026 pour la première année.

Au titre du Volet 3, inscription de crédits de paiement comparables à l'année 2022 (montant annuel des dotations stabilisé pour la période 2022-2025) selon la répartition jointe en annexe 1.

Au titre du Volet 4, inscription de crédits de paiement pour l'AP 2017-2021 pour les projets individualisés jusqu'en 2022 et inscription de crédits de paiement pour l'AP 2022-2025 pour les projets retenus en 2022.

3/ Synthèse budgétaire par programme

La proposition budgétaire 2023 peut se résumer dans le tableau ci-dessous :

Programme	Fonctionnement			Investissement		
	CA 2021	BP 2022	Proposition 2023	CA 2021	BP 2022	Proposition 2023
Petites Villes de Demain	- €	63 750 €	177 000 €			
CAUE	200 000 €	200 000 €	200 000 €			
AT86	370 000 €	370 000 €	385 000 €			
Fonds Chaleur	- €	- €	30 000 €			
Volet 2 2017-2021				4 178 271 €	5 000 000 €	2 459 549 €
Volet 2 2022-2026				- €	- €	1 540 451 €
Volet 3				7 000 000 €	7 000 000 €	7 000 000 €
Volet 4 2017-2021				999 358 €	1 000 000 €	1 000 000 €
Volet 4 2022-2025				- €	- €	500 000 €
TOTAL	570 000 €	633 750 €	792 000 €	12 177 629 €	13 000 000 €	12 500 000 €

Les inscriptions de crédits de paiement en Investissement pour les appels à projet Eau, Plan Sport 2024, Centres-Bourg et centres anciens et Schéma Départemental de l'Habitat sont présentés dans les rapports Environnement, Sport et Habitat-Logement.

En 2023, pour tous les volets ACTIV et l'aide à l'ingénierie, ce sont donc près de 18 M€ de crédits de paiement qui seront inscrits pour les aides au fonctionnement et à l'investissement des collectivités.

Ajustement d'une autorisation de programme

Au titre de l'AP du Volet 2 2022-2026 d'un montant de 23,5 M€, il est proposé de modifier l'échéancier comme suit :

En euros

MONTANT AP 23.5 millions €		ECHEANCIER	
		ANCIEN	NOUVEAU
MONTANT DES CREDITS DE PAIEMENT	2023	500 000	1 540 451
	2024	5 875 000	5 875 000
	2025	5 875 000	5 875 000
	2026	5 875 000	5 875 000
	2027	5 375 000	4 334 549
IMPUTATION		204-70-2041482	

4/ Présentation plus détaillée des programmes en faveur des collectivités

ACTIV se décompose en plusieurs volets et dispositifs répondant à des objectifs spécifiques pour chacun :

Volet 2 Les projets de territoire : projets structurants des territoires et priorités partagées avec le Département,

Volet 3 Les projets d'initiatives locales : dotation de solidarité communale pour toutes les communes hors Poitiers et Châtellerauld,

Volet 4 les appels à projet : soutien du Département sur des projets des collectivités sur des politiques sur lesquelles le Département entend être très présent compte des enjeux qu'elles représentent :

- Patrimoine
- Restructuration des centres-bourgs et centres anciens
- Schéma départemental de l'Eau : Eau, Plan Arbres et Milieux Aquatiques
- Plan Sport 2024
- Territoire Numérique Educatif

Volet 5 Les projets d'investissement des autres partenaires : aides prévues dans le cadre du Schéma Départemental de l'Habitat.

La politique ACTIV comprend également l'aide à l'ingénierie pour les collectivités pour les aider au montage de leurs projets.

Soutien aux organismes d'ingénierie territoriale

Agence des territoires 86 et CAUE 86

Au titre de la coopération locale prévue par le code général des Collectivités Territoriales, le Département a initié en 1984 la création d'une agence départementale (AT 86) et en 2017 en application de la loi n°77-2 du 3 janvier 1977 du Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement (CAUE 86).

La loi NOTRe du 7 août 2015 a réaffirmé au bénéfice des départements un rôle particulier dans les domaines de l'assistance technique destinée aux communes et aux EPCI pour des raisons de solidarité et d'aménagement du territoire.

Afin d'accompagner l'AT 86 dans son projet de développement et le CAUE dans ses missions de conseils et d'accompagnement, le Département leur apporte des subventions de fonctionnement.

Intermédiation Petites villes de Demain

Le Département assure depuis Octobre 2021 pour le compte de la Banque des Territoires l'intermédiation des crédits d'ingénierie pour la réalisation d'études pour les communes lauréates Petites Villes de Demain. Il dispose d'une délégation de crédits pour l'attribution de subventions aux communes et aux EPCI.



Je vous propose au titre du budget primitif 2023 relatif à la politique publique ACTIV' :

- d'inscrire des crédits de paiement pour 792 000 € en fonctionnement,
- d'inscrire des crédits de paiement pour 12 500 000 € en investissement,
- d'adopter la modification de l'autorisation de programme Volet 2 2022-2026,
- de solliciter une subvention couvrant 70% des dépenses auprès de l'ADEME pour l'étude de préfiguration au titre du Fonds Chaleur.



Je vous invite à délibérer sur ce dossier.

INSCRIPTION DE CREDITS DE PAIEMENT (HORS AP/AE) (1 ligne par imputation)

	MONTANT en euros	IMPUTATION
DEPENSES	200 000 €	014-72-73918
DEPENSES	30 000 €	011-751-617
DEPENSES	385 000 €	65-72-65737
DEPENSES	177 000 €	65-71-65734
DEPENSES	7 000 000 €	204-20-204142
RECETTES	177 000 €	74-71-74788

La 5, s'il te plaît.

5. Accompagnement des Communes et des Territoires pour l'Investissement dans la Vienne (ACTIV')

Modification du Règlement

Pascale MOREAU : Le rapport 5 est une délibération que je qualifierais d'un peu plus technique. L'harmonisation, la simplification du règlement départemental d'aides aux territoires avec des changements de dates de dépôt de dossiers, mais également les modalités de dépôt des dossiers compte tenu du passage à la M57. Également une simplification, la suppression de la fiche concernant le V5 pour le milieu aquatique puisqu'elle se retrouve maintenant intégrée au Schéma Départemental de l'Eau. Également le principe d'inclure dans ce document unique « Règlement départemental » le nouveau Schéma Départemental de l'Habitat (SDH) que va vous présenter Brigitte tout à l'heure dans le cadre de ses rapports. Aujourd'hui, le rapport 5 est un rapport purement technique et de formalisation de la présentation des aides aux territoires.

Alain PICHON : Absolument. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Des avis contraires ? Des abstentions ? Le rapport 5 est adopté.

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

DELIBERATION DU CONSEIL
DEPARTEMENTAL

Séance du 16 décembre 2022

**ACCOMPAGNEMENT DES COMMUNES ET DES TERRITOIRES POUR
L'INVESTISSEMENT DANS LA VIENNE (ACTIV')
Modification du Règlement**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
La Commission Aménagement du Territoire s'étant réunie,
Le Conseil Départemental de la Vienne, en séance publique le 16 décembre 2022 à l'Hôtel du Département à Poitiers, le quorum étant atteint,
Au bénéfice des considérations mentionnées dans le rapport,
Après en avoir délibéré et voté,

DECIDE :

- d'approuver les règlements spécifiques du Volet 3, du Volet 4 des Appels à Projets « Patrimoine » et « Restructuration des centres-bourgs et centres anciens » du dispositif d'Accompagnement des Communes et des Territoires pour l'Investissement dans la Vienne - ACTIV', dont les fiches sont présentées en annexes,
- d'inclure, dans le règlement ACTIV', l'adoption du nouveau Schéma Départemental de l'Habitat portant sur la période 2023/2028 au titre du Volet 5 d'ACTIV',
- de supprimer le dispositif « Milieux aquatiques » du Volet 5 d'ACTIV'.

ADOPTÉ

Le Président du Conseil Départemental,



Alain PICHON

Date de télétransmission au Contrôle de Légalité	20/12/2022
Identifiant de la télétransmission	086-228600011-20221216-0000000000007002-DE
Date de publication	22/12/2022



Accompagnement des Communes et des Territoires
pour l'Investissement **dans la Vienne**

2022-2026

Règlement départemental

du dispositif d'Accompagnement des Communes
et des Territoires pour l'Investissement dans la Vienne (ACTIV')

1. CHAMP D'APPLICATION

Le présent règlement s'applique à l'ensemble des subventions d'investissement du Département dans le cadre de son dispositif d'Accompagnement des Communes et des Territoires pour l'Investissement dans la Vienne au bénéfice des Communes, Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), syndicats, associations, bailleurs sociaux, particuliers.

Il définit les conditions générales d'attribution et les modalités de paiement des aides départementales sauf dispositions particulières prévues explicitement par délibération.

Les opérations faisant l'objet d'une demande de subvention ne devront pas être commencées avant le dépôt de la demande.

La part minimale de financement des demandeurs pour une opération ne pourra être inférieure à 20% (sauf dérogation exceptionnelle accordée par l'Etat).

Toute subvention est facultative, conditionnelle et limitée en durée.

2. DÉPENSES ÉLIGIBLES

Toutes les dépenses liées directement à l'opération programmée sont réputées subvention-nables y compris :

- ✓ les frais d'études préalables,
- ✓ les missions de maîtrise d'œuvre et de conduite d'opérations,
- ✓ les acquisitions de terrains, de biens immobiliers et mobiliers,
- ✓ les travaux.

Dans le cas de travaux réalisés en régie, seule la part afférente aux fournitures et aux matériaux sera prise en compte dans les dépenses éligibles.

3. INSTRUCTION ET COMPOSITION DES DOSSIERS DE DEMANDE

1. Date de dépôt des demandes

Sauf exception, les demandes de subventions devront être déposées de préférence sur la plate-forme de dématérialisation "**e-subventions**" accessible à partir du site "**lavienne.fr**".

2. Contenu des dossiers

Sauf modalités spécifiques précisées dans chacun des volets, le dossier de demande de subvention devra comporter au minimum les pièces suivantes :

- ✓ un courrier de demande de subvention,
- ✓ la délibération du conseil municipal ou communautaire sollicitant la subvention,
- ✓ une notice explicative du projet,
- ✓ le(s) devis descriptif(s) et estimatif(s),
- ✓ le plan de financement,
- ✓ le calendrier estimatif des travaux.

3. Éligibilité du dossier

Les opérations pour lesquelles une aide départementale est sollicitée devront être prêtes, techniquement et financièrement, à démarrer au niveau soit de l'étude de l'avant-projet définitif (APD) validée pour les constructions soit de l'étude d'avant-projet validée pour les travaux de voirie et réseaux divers.

4. CALCUL DES SUBVENTIONS

Sauf exception, la subvention est calculée sur le coût hors taxe de l'opération pour les opérations éligibles au Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA) et sur le coût TTC pour les opérations non éligibles au FCTVA.

Les taux de subvention varient selon les différents volets.

Ces taux peuvent être modulés à la baisse, en tenant compte des cofinancements, afin d'éviter de dépasser le montant maximal de financement public autorisé.

Si le montant de la dépense subventionnable est supérieur à celui prévu initialement, la subvention demeurera identique.

Si le coût définitif est inférieur au coût initial de projet, la subvention sera calculée au prorata en fonction du taux d'intervention.

5. ENGAGEMENT DU BÉNÉFICIAIRE

1. Insertion des clauses sociales dans les marchés de travaux

Pour les EPCI et les communes, des clauses sociales devront être intégrées dans les marchés de travaux de plus de 90 000 € HT. Pour cela, le Département met en place un accompagnement technique des porteurs de projets selon les modalités suivantes.

Les collectivités subventionnées au titre de leur projet prennent l'engagement de contacter le référent clauses sociales du Département de la Vienne avant le lancement du marché afin de déterminer si ce dernier, ou les lots qui le composent, peuvent intégrer une clause sociale d'insertion :

M^{me} Florence BADOU

Référente Clauses Sociales du Département de la Vienne

Mission Commande Publique

Tél : 05 49 55 67 51

Tél : 06 07 66 45 91

fbadout@departement86.fr

Le référent clauses sociales assurera alors les prestations suivantes :

a) accompagner la collectivité dans la mise en œuvre de ses engagements par :

- ✓ la détermination de la faisabilité ou non d'intégration d'une clause d'insertion dans le ou les marchés à lancer pour la réalisation du projet financé,
- ✓ la définition de la hauteur des engagements demandés aux entreprises en matière d'insertion,
- ✓ le contenu et la quantification des heures d'insertion,
- ✓ la mise à disposition d'un modèle de rédaction de la clause,
- ✓ l'évaluation de l'impact de la démarche d'insertion ; la rédaction de rapports de réalisation,

b) informer et accompagner les entreprises titulaires du ou des marchés dans la mise en œuvre de la clause d'insertion par :

- ✓ une aide au choix des modalités de mise en œuvre des actions d'insertion,
- ✓ l'élaboration et la proposition d'une offre de services d'insertion,
- ✓ le repérage et la mobilisation des publics en lien avec les équipes Vienne Emploi Insertion du Département,
- ✓ la mobilisation des outils et des services facilitant la proposition et l'embauche de candidats,
- ✓ le suivi permanent de l'exécution des engagements et, le cas échéant, le suivi sur site des bénéficiaires de la clause d'insertion.

2. Etude d'impact obligatoire sur les dépenses de fonctionnement pour les projets d'investissement conséquents

Les collectivités et les EPCI bénéficiaires d'une subvention départementale s'engagent à respecter les modalités suivantes concernant la réalisation d'une étude d'impact pour les projets d'investissement conséquents.

Une personne publique qui s'apprête à réaliser un important investissement doit mesurer l'impact en termes de coûts de fonctionnement que celui-ci va générer.

Le décret n°2016-892 du 30 juin 2016 relatif à la définition de seuils d'opérations exceptionnelles d'investissement prévus par l'article 107 de la loi NOTRe a créé l'article D 1611-35 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Ce dernier prévoit que "en application de l'article L 1611-9, l'étude d'impact pluriannuel sur les dépenses de fonctionnement est établie pour tout projet d'opération exceptionnelle d'investissement. Cette étude est jointe à la présentation du projet d'opération exceptionnelle d'investissement à l'assemblée délibérante, qui peut intervenir à l'occasion du débat d'orientation budgétaire ou du vote d'une décision budgétaire ou lors d'une demande de financement." L'article D 1611-35 du CGCT précise le seuil, pour chaque niveau de collectivité, à partir duquel cette étude d'impact doit être établie.

3. Engagement en faveur du Climat et du Développement Durable

Le Département a adopté son plan « Stratégies et Engagements de la Vienne pour l'Environnement » (plan SEVE). Ce plan prévoit un accompagnement des communes et des intercommunalités à prendre en compte le changement climatique dans l'aménagement du territoire.

Les collectivités s'engagent à s'appuyer sur ce plan mais également sur les objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 et la stratégie nationale Bas Carbone.

4. Mise à disposition gratuite

Lorsque les projets subventionnés par le Département (locaux notamment) lui sont par la suite mis à disposition pour les besoins de ses services, le Département bénéficie de la gratuité du loyer et s'acquitte des charges de fonctionnement correspondant à leur utilisation.

6. VERSEMENT DES SUBVENTIONS

Le montant définitif de paiement de la subvention est calculé par application du taux de subvention figurant dans la délibération d'attribution au montant hors taxe de la dépense réelle, plafonné au montant de la dépense subventionnable. Par conséquent, si le coût définitif des travaux réalisés est inférieur au montant figurant dans la délibération, le montant de la subvention sera en conséquence revu à la baisse.

Sauf exceptions, les modalités de paiement seront les suivantes :

1. Subvention inférieure à 5 000 € :

Réglée en une seule fois sur présentation d'un certificat d'achèvement et de l'ensemble des factures acquittées (ou d'un certificat de paiement).

2. Subvention supérieure à 5 000 € et inférieure ou égale à 50 000 € :

Deux acomptes maximum pourront être demandés sur présentation des factures acquittées. Le solde sera payé sur présentation des factures (ou d'un certificat de paiement) et d'un certificat d'achèvement des travaux.

3. Subvention supérieure à 50 000 € :

Quatre acomptes maximum pourront être versés sur présentation des factures acquittées. Les modalités de paiement du solde sont identiques à celles citées précédemment.

7. DURÉE DE VALIDITÉ DES SUBVENTIONS

Démarrage de l'opération

A compter de la décision d'attribution, les projets subventionnés doivent faire l'objet d'un commencement d'exécution dans les deux ans.

Délai de réalisation

L'opération doit être achevée dans les quatre ans suivant la date de déclaration de commencement des travaux.

Au-delà de cette durée, la subvention sera annulée, après information préalable du Département auprès du maître d'ouvrage.

Une prorogation du délai de validité pourra être accordée par le Département en fonction des circonstances dûment exposées par le maître d'ouvrage.



8. INFORMATION ET COMMUNICATION

Les maîtres d'ouvrage bénéficiaires de subventions devront appliquer les dispositions précisées dans le décret n°2020-1129 du 14 septembre 2020 sur les modalités d'information du public (article D1111-8 du CGCT).

Le coût total de l'opération d'investissement et le montant des subventions apportées par les personnes publiques doivent être affichés au siège de la collectivité et mis en ligne, si un site internet existe, dans les 15 jours qui suivent le commencement d'exécution des travaux.

Par ailleurs, le maître d'ouvrage doit implanter un panneau ou une affiche visible sur les lieux de l'opération durant l'intégralité de la durée des travaux. Figureront notamment le logo du Département ainsi que le montant de la subvention.

Si l'opération est d'un coût total **supérieur à 10 000 €**, une plaque ou un panneau portant le logo du Département devra être apposé de manière permanente. En cas de pluralité de financeurs, les logos devront être de dimensions identiques.

9. INAUGURATION

Les bénéficiaires de subventions, au titre du présent règlement, s'engagent à inviter le Président du Conseil Départemental et/ou le/la vice-président(e) concerné(e) par le projet ainsi que les conseillers départementaux du ou des cantons concernés à toutes manifestations médiatiques liées à la vie du projet.

Les invitations (cartons, lettres, mails, ...) éditées à cette occasion devront comporter le logo du Département, le nom du Président du Conseil Départemental, ainsi que ceux des conseillers départementaux du territoire. Ces invitations seront établies en lien avec la Direction de la Communication du Département. La Direction de la Communication du Département est à la disposition des maîtres d'ouvrage pour toute information relative à la mise en œuvre de ces obligations.

En cas de non-respect par le maître d'ouvrage des dispositions prévues au point 8 « Information et Communication » et point 9 « Inauguration », le Département pourra demander le reversement de tout ou partie des subventions accordées au projet.

Le Département a décidé de s'engager aux côtés des communes car l'action de chacune d'entre elles permet de renforcer l'attractivité du territoire départemental.

Avec la Dotation de Solidarité Communale (DSC) attribuée pour toutes les communes hors Poitiers et Châtellerauld, le Département entend proposer aux communes de disposer d'une dotation annuelle, connue par elles à l'avance, pour la réalisation de leurs projets d'investissement.

BÉNÉFICIAIRES ET TERRITOIRES ÉLIGIBLES	<p>La Dotation de Solidarité Communale (DSC) est attribuée à toutes les communes hors Poitiers et Châtellerauld.</p> <p>Il s'agit d'une dotation annuelle dont le montant sera reconduit à l'identique chaque année pour la période 2022-2025.</p> <p>Les communes peuvent la mobiliser pour la réalisation de leurs projets d'investissement. Les projets portés par un maître d'ouvrage pour le compte d'une commune ou plusieurs communes (Syndicats Intercommunaux à Vocation Scolaire, Syndicat des Eaux de Vienne, CCAS...) seront financés avec la ou les dotations des communes concernées.</p>
---	---

DÉPENSES SUBVENTIONNABLES :	
ÉTUDES	<ul style="list-style-type: none"> • Etudes préalables lorsqu'elles conditionnent directement l'établissement du projet et débouchent effectivement sur des travaux, • Honoraires d'ingénierie
TRAVAUX	<ul style="list-style-type: none"> • Travaux inscrits en section d'investissement. <p>NB : Les dépenses inscrites en section de fonctionnement du bénéficiaire ou inscrites en section d'investissement mais non amortissables sont inéligibles</p>
ACQUISITION	<ul style="list-style-type: none"> • Acquisitions foncières et immobilières nécessaires à la réalisation des travaux • Acquisitions d'actifs mobiliers
TAUX D'INTERVENTION	Jusqu'à 80 % du montant HT de l'opération
MONTANT PLAFOND DE LA SUBVENTION	<p>Montant annuel de la dotation de solidarité communale.</p> <p>Une dotation dont le montant n'aurait pas été entièrement individualisé au cours de l'année budgétaire d'attribution ne pourra pas être reportée dans le cadre du budget de l'année suivante.</p> <p>Possibilité de mobiliser sa dotation sur plusieurs années pour le financement d'un projet sous réserve de la présentation d'un plan de financement global du projet avec la mobilisation de sa dotation annuelle sur N-années faisant apparaître le taux d'intervention total du Département. Chaque année, la commune devra cependant présenter pour confirmation une demande de subvention pour l'individualisation prévue.</p>
ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS	La dotation de l'année N ne pourra être engagée tant que les subventions accordées au titre de l'année N-1 n'auront pas été intégralement mandatées.
MONTANT PLANCHER DE LA SUBVENTION	2 000 €
NOMBRE DE DOSSIERS DANS L'ANNÉE	Maximum 3 dossiers dans l'année
DATE DE RECEVABILITÉ DES DOSSIERS	La date limite de dépôt est fixée au 30 septembre de l'année N.
RÉALISATION DES TRAVAUX	Les travaux devront être réalisés dans l'année d'attribution de la subvention.
VERSEMENT DES SUBVENTIONS	<p>Application du règlement départemental</p> <p>Règlement sur présentation des factures payées et justifiées par le comptable public transmises au plus tard le 25 novembre de l'année d'attribution.</p>

CONTACT ET ORGANISMES RESSOURCES :	
Contact services départementaux - courriel : datc@departement86.fr	
Secteur CC Pays Loudunais, CC Haut Poitou, CC Civraisien en Poitou	05 49 62 91 99
Secteur CA Grand Châtellerauld, CC Vienne et Gartempe, CC Vallées du Clain	05 49 62 91 22
Secteur CU Grand Poitiers	05 49 62 91 45



Volet 4 LES APPELS A PROJETS

2022-2026

Les appels à projets permettent de sélectionner les projets des communes et EPCI tous les ans dans le cadre d'une enveloppe fermée en fonction des politiques sur lesquelles le Département entend être très présent, compte tenu des enjeux qu'elles représentent.

Thématiques :

- ✓ Patrimoine
- ✓ Restructuration des centres-bourgs et centres anciens
- ✓ Au titre du Schéma départemental de l'Eau 2018-2027
 - Eau
 - Plan Arbres
- ✓ Plan Sport 2024
- ✓ Territoires Numériques Educatifs

VOLET 4 - APPEL A PROJETS PATRIMOINE

CHAMP D'APPLICATION	Appel à projets pour la préservation et la restauration du patrimoine public protégé et non protégé ayant une importance artistique et/ou historique.
BÉNÉFICIAIRES ET TERRITOIRES ELIGIBLES	Toutes les communes et EPCI de la Vienne ayant la compétence
ACTIONS ELIGIBLES	<ul style="list-style-type: none"> • Edifices publics protégés et non protégés présentant un caractère artistique et/ou historique, • Patrimoine rural public non protégé présentant un caractère artistique et/ou historique.

DEPENSES SUBVENTIONNABLES :

ÉTUDES	Etudes et travaux de conservation préventive.
TRAVAUX	<ul style="list-style-type: none"> • Travaux de gros œuvre contribuant à la conservation de l'édifice, • Travaux d'urgence ou de première nécessité, • Travaux de mise en valeur dans le cadre d'un projet culturel ou patrimonial. <p>NB : Toutes les dépenses inscrites en section de fonctionnement du budget du bénéficiaire sont inéligibles.</p>
TAUX D'INTERVENTION	<p>25 % du montant HT.</p> <p>En cas de cumul avec d'autres aides départementales, le taux d'intervention du Département ne pourra excéder 50 % du montant HT.</p>
MONTANT PLAFOND DE LA SUBVENTION	100 000 € par an sans pouvoir excéder 200 000 € sur la période 2022-2025.
MONTANT PLANCHER DE LA SUBVENTION	<ul style="list-style-type: none"> • 2 000 € pour les travaux • 1 000 € pour le mobilier
SELECTION DES PROJETS	<p>Les communes n'ayant pas bénéficié du dispositif depuis sa création en 2016 seront prioritaires.</p> <p>Les demandes déposées seront appréciées et retenues par les membres de la commission de l'appel à projets constituée d'élus du Conseil Départemental, de personnalités qualifiées (DRAC), et de la Direction de l'Appui aux Collectivités du Département.</p> <p>La sélection des projets sera réalisée en fonction des critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'importance du bâtiment (taille, surface développée des planchers et/ou des façades et toitures) • la valeur culturelle et historique du bien • la valorisation spécifique du projet • l'adéquation du projet avec les priorités départementales sur la préservation du patrimoine. <p>Une visite du lieu sera programmée avant l'examen du projet par les services départementaux et le cas échéant par les membres de la commission.</p> <p>Les projets sélectionnés seront présentés ensuite pour décision par le Président du Conseil Départemental à la Commission Permanente ou au Conseil Départemental.</p>
DATE DE RECEVABILITÉ DES DOSSIERS	La date limite de dépôt est fixée au 30 juin de l'année N.
VERSEMENT DES SUBVENTIONS	Application du règlement départemental.

CONTACT ET ORGANISMES RESSOURCES :

Contact services départementaux - courriel : datc@departement86.fr	
Secteur CC Pays Loudunais, CC Haut Poitou, CC Civraisien en Poitou	05 49 62 91 99
Secteur CA Grand Châtelleraut, CC Vienne et Gartempe, CC Vallées du Clain	05 49 62 91 22
Secteur CU Grand Poitiers	05 49 62 91 45

VOLET 4 - APPEL A PROJETS RESTRUCTURATION DES CENTRES-BOURGS ET CENTRES ANCIENS

CHAMP D'APPLICATION	<p>Inscrit au titre de l'orientation 1 « revalorisation du parc existant » et de la fiche action 9 du Schéma Départemental de l'Habitat (SDH) 2023/2024, le dispositif de l'appel à projets vise à apporter un soutien aux communes faisant fonction de pôle de centralité, confrontées à un phénomène de déprise commerciale et résidentielle préoccupant au regard des enjeux de développement équilibré du territoire départemental.</p> <p>Ce dispositif est destiné à accompagner les projets de redynamisation s'inscrivant dans une démarche volontariste de reconquête des centres- bourgs dont la thématique Habitat est inscrite au centre du projet et dont les liens avec les autres thématiques (commerces, équipement, attractivité touristique, mobilité, services...) sont clairement définis.</p>
BÉNÉFICIAIRES ET TERRITOIRES ELIGIBLES	<p>Communes/EPCI de la Vienne ou Organisme Public Aménageur pour des projets répondant aux caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • communes/EPCI situées en zone 2 ou 3 du SDH, • communes/EPCI reconnues comme pôle de centralité et de services, jouant un rôle structurant au regard de l'armature locale, • communes/EPCI présentant une dégradation de leur centre au regard de la situation commerciale, de la vacance de logements, de leur attractivité, de la détérioration du patrimoine bâti....
ACTIONS ÉLIGIBLES	<p>Actions globales de restructuration des centres-bourgs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • acquisition et aménagement de locaux vacants en vue de la création de logements ou d'activités, • démolition de bâtiments ou logements vétustes vacants, création d'accès indépendants pour les logements situés au-dessus des commerces, • aménagement de commerces, d'équipements, • création de logements, • requalification des espaces publics, • création d'espaces de co-working, tiers-lieu...
AIDES FINANCIÈRES	<p>Elles concernent à la fois l'investissement (aides à la pierre pour les opérations de démolition, de réhabilitation, de construction et/ ou reconstruction) et l'ingénierie (accompagnement du projet et financement d'études préalables).</p> <p>Les projets pourront bénéficier de financements au titre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des études de faisabilité : (État des lieux, études urbanistiques...), aide de 50% du coût des études, plafonnée à 25 000 € en complément du financement de la commune et/ou EPCI. Aide non attribuable aux projets inscrits dans le cadre du dispositif Petites Villes de Demain (PVD) disposant des fonds spécifiques de la Banque Des Territoires. • De la phase opérationnelle : aide plafonnée à 175 000 € par projet présenté au titre de l'Appel à Projets départemental ou au titre du dispositif PVD avec les limites suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • 1 projet maximum financé sur la période 2023/2028 pour les communes PVD, • 2 projets maximum financés sur la période 2023/2028 pour les autres communes. <p>Un cumul est possible avec les aides du Schéma Départemental de l'Habitat (SDH) et avec les financements d'ACTIV' Volets 2 et 3.</p> <p>Le total des financements apportés par le Département ne peut être supérieur au financement de la collectivité initiatrice du projet (financement global EPCI et commune confondus).</p>
SÉLECTION DES PROJETS	<p>Les demandes déposées seront appréciées et retenues par les membres de la Commission de l'Appel à Projets constituée d'élus du Conseil Départemental et de personnes qualifiées.</p> <p>La sélection des projets sera réalisée en fonction des critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • caractère transversal du projet intégrant les thématiques liées à l'habitat, au développement économique, touristique, commercial, aux services au public, mobilité et transports, au cadre de vie, à la valorisation du patrimoine historique, architectural..., • description des évolutions souhaitées du centre-bourg : réponses aux besoins et usages de la population, évolution de la population, stratégies pour attirer de nouveaux habitants..., • démonstration des complémentarités entre le centre et les périphéries, • faisabilité : <ul style="list-style-type: none"> - phasage du projet et des opérations, - perspective de financements, - évaluation de l'impact du projet (quantitatif et qualitatif). <p>Les projets sélectionnés seront présentés ensuite pour décision par le Président du Conseil Départemental à la Commission Permanente.</p>

DATE DE RECEVABILITÉ DES DOSSIERS	Pas de date limite de dépôt des dossiers.
VERSEMENT DES SUBVENTIONS	Application du règlement départemental.

CONTACT ET ORGANISMES RESSOURCES :

Contact services départementaux - courriel : datc@departement86.fr	
Secteur CC Pays Loudunais, CC Haut Poitou, CC Civraisien en Poitou	05 49 62 91 99
Secteur CA Grand Châtellerault, CC Vienne et Gartempe, CC Vallées du Clain	05 49 62 91 22
Secteur CU Grand Poitiers	05 49 62 91 45



Volet 5 **LES PROJETS D'INVESTISSEMENT** **DES AUTRES PARTENAIRES**

Sont inclus au titre de ce volet, tous les projets d'investissement des tiers autres que les communes et les Communautés. Il s'agit notamment des bailleurs sociaux, des syndicats, des associations et des particuliers.

Exceptions : Organismes relevant des Volets 2, 3 et des appels à projets spécifiques

Les investissements réalisés par des syndicats et qui sont localisés à l'échelle d'une seule commune ne sont pas financés au titre du Volet 5. En effet, ces projets peuvent être financés au titre des Volets 2 et 3 et pourront également bénéficier d'appels à projets. Sont notamment concernés les investissements réalisés par Eaux de Vienne - SIVEER, les Syndicats Intercommunaux à Vocation Scolaire, et les associations foncières d'aménagement foncier agricole et forestier.

Modalités de subvention et d'accompagnement

Compte-tenu de la spécificité des bénéficiaires, les dispositifs et principes d'attribution, ainsi que les modalités de gestion des aides départementales au titre du volet 5 sont définis par les délibérations qui les concernent notamment :

- Délibération de la Commission Permanente du 7 juillet 2016 sur la ressource foncière ;
- Délibération du Conseil Départemental du 16 décembre 2022 (Budget Primitif 2023) pour le Schéma Départemental de l'Habitat 2023/2028 et des fiches actions portant sur les aides apportées aux particuliers, aux collectivités et aux organismes HLM

CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE 5

REUNION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU 16 DECEMBRE 2022 - BUDGET PRIMITIF

COMMISSION AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction Générale Adjointe de l'Aménagement du Territoire et du Développement
Durable

Direction de l'Appui aux Collectivités

RAPPORT DU PRESIDENT

ACCOMPAGNEMENT DES COMMUNES ET DES TERRITOIRES POUR L'INVESTISSEMENT DANS LA VIENNE (ACTIV') Modification du Règlement

Par délibérations des 17 mars, 19 mai, 24 juin et 23 septembre 2022, le Conseil Départemental a approuvé le nouveau règlement départemental du dispositif d'Accompagnement des Communes et des Territoires pour l'Investissement dans la Vienne - ACTIV' et ses règlements spécifiques : Volets 2 et 3, Volet 4 Appels à Projets Patrimoine, Restructuration des centres-bourgs et centres anciens, Eau, Plan Arbres, Plan Sports 2024, Territoires Numériques Educatifs et Volet 5.

Il s'agissait ainsi de faire évoluer les conditions d'application des différents volets suite aux bilans de réalisation de la politique ACTIV' sur la période 2016-2021 ; l'objectif étant par ailleurs de simplifier et d'harmoniser les modalités d'attribution des différents volets d'ACTIV'.

Ce règlement et les règlements spécifiques ont été présentés lors des conférences de territoires organisées entre Juin et Juillet 2022 sur les territoires de sept EPCI de la Vienne.

Après une année de mise en œuvre de la nouvelle génération d'ACTIV', des ajustements sont cependant nécessaires sur plusieurs règlements spécifiques :

Règlement départemental : des précisions sont apportées sur les modalités de versement de subvention à l'article 6.

Volet 3 La dotation de solidarité communale : des adaptations sont proposées sur ce règlement spécifique, la date limite de dépôt de dossiers est fixée au 30 septembre de l'année N et sur les conditions de versement des subventions avec l'application du règlement départemental en abrogeant la possibilité d'avance de la subvention sur présentation de devis signés afin de se conformer aux dispositions de la M57 sur les nouvelles modalités concernant l'amortissement des subventions d'investissement (amortissement à partir de la réalisation effective des travaux).

Volet 4 Appel à Projets Patrimoine : la date de remise des dossiers est décalée au 30 juin au lieu du 15 mai.

Volet 4 Appel à Projets Restructuration des centres-bourgs et centres anciens : Par délibération en date du 19 mai 2022, les dispositions spécifiques du règlement de l'Appel à Projets « restructuration des centres-bourgs et centres anciens » ont fait l'objet de modifications portant sur le champ d'application et le financement de la phase opérationnelle du dispositif.

Dans l'objectif d'une nouvelle évolution de son règlement au regard du contexte budgétaire, le comité de pilotage de révision du 5 septembre 2022, composé des élus de la commission Habitat et Logement, chargé de la révision du Schéma Départemental de l'Habitat (SDH) et du règlement de l'Appel à Projets « restructuration des centres-bourgs et centres anciens », propose les modalités financières suivantes :

- Financement de la phase opérationnelle : aide plafonnée à 175 000 € par projet présenté au titre de l'Appel à Projets Départemental ou intégrant un dossier au titre du dispositif Petites Villes de Demain (PVD), avec la limite d'un projet maximum financé sur la période 2023/2028 pour les communes PVD et de 2 projets maximum financés sur la période 2023/2028 pour les autres communes

L'objectif de cette modification est de proposer un financement de la phase opérationnelle permettant de maintenir une réponse financière cohérente au regard des demandes des collectivités dans un contexte de contrainte budgétaire.

Volet 5 Projets d'investissement des autres partenaires : prise en compte de l'adoption du nouveau Schéma Départemental de l'Habitat portant sur la période 2023/2028 et des fiches actions portant sur les aides apportées aux particuliers, aux collectivités et aux organismes HLM, suppression du dispositif sur les ressources foncières et suppression du dispositif pour les milieux aquatiques inclus dans le Volet 4 Appel à Projets « Eau » suite à la modification de cet Appel à Projets par délibération du Conseil Départemental du 23 septembre 2022.

Je vous propose :

- d'approuver les règlements spécifiques du Volet 3, du Volet 4 des Appels à Projets « Patrimoine » et « Restructuration des centres-bourgs et centres anciens » du dispositif d'Accompagnement des Communes et des Territoires pour l'Investissement dans la Vienne - ACTIV', dont les fiches sont présentées en annexes,
- d'inclure dans le règlement ACTIV', l'adoption du nouveau Schéma Départemental de l'Habitat portant sur la période 2023/2028 au titre du Volet 5 d'ACTIV',
- de supprimer le dispositif « Milieux aquatiques » du Volet 5 d'ACTIV'.

■ ■
■

Je vous invite à délibérer sur ce dossier.

Le 6, Pascale.

6. Syndicat Mixte de l'Aéroport de Poitiers-Biard (SMAPB) : BP 2023

Inscriptions de crédits

Pascale MOREAU : Le rapport 6, c'est l'inscription des crédits de 1 400 000 € de crédits de fonctionnement qui correspondent à notre contribution au syndicat mixte de l'aéroport de Poitiers-Biard. Président, est-ce que tu veux porter quelques précisions ?

Alain PICHON : Tout va bien.

Pascale MOREAU : Voilà !

Alain PICHON : Vous avez regardé le rapport. Des précisions, vous le savez bien, cela représente 1 400 000 €. Est-ce bien cela ?

Pascale MOREAU : Tout à fait.

Alain PICHON : 1 400 000 € sur 511 000 000 € de budget, il ne faut pas que nous en fassions une priorité dans nos débats, à mon sens, ni une priorité polémique. Néanmoins, nous le savons particulièrement depuis la crise COVID, le nombre de passagers est plutôt limité. Quoique, quand nous regardons les vols sur Édimbourg et sur Barcelone, nous sommes à 98 % de taux de remplissage, ce qui est un record. Évidemment, quand nous regardons l'OSP (Obligation de Service Public), c'est plus difficile, car nous sommes à peu près à 50 % de taux de remplissage, mais là nous n'avons pas affaire à la même typologie de passagers. Notre délégataire Chalais vient de rompre le contrat. Hier, nous étions en bureau, Pascale, avec les collègues de Grand Poitiers et nous sommes en train de regarder ce que nous allons faire pour relancer une OSP puisqu'elle arrive à son terme en octobre prochain. Il est indispensable que cette ligne soit maintenue, c'est quelque chose d'important pour nous au niveau des « affaires », des entreprises. Pour La Rochelle, c'est partagé, entreprises et côté touristique, mais c'est une ligne extrêmement importante qui permet aussi à notre aéroport d'être un aéroport puissant. Nous sommes là pour continuer à œuvrer, pour aller dans le bon sens et surtout pas pour polémiquer. Vous pouvez donc compter sur moi pour continuer avec Pascale et tous les collègues à avancer pour la meilleure des formules qui reste encore à être travaillée. Nous sommes tout à fait en action pour la décarbonation de notre aéroport.

Il y a une semaine, j'ai reçu un chef d'entreprise de la région toulousaine qui fabrique des avions électriques. Nous irons le voir au Bourget prochain puisqu'ils vont présenter un de leur modèle. L'électricité avance au niveau de l'aviation, mais pas forcément vite, car il faut beaucoup de tests, la sécurité c'est avant tout quand nous parlons d'aviation et c'est bien normal. La difficulté des batteries, c'est que c'est très lourd et sur les avions, nous cherchons plutôt à alléger. Les deux ou quatre places aujourd'hui fonctionnent, les six places demain. Pour avoir des gros porteurs ou des long-courriers avec une énergie électrique, c'est probablement sur des délais extrêmement longs. Nous aurons peut-être d'autres typologies avant l'électricité sur les long-courriers et les interlocuteurs que je vois parlent plutôt de biocarburant qu'autre chose. L'hydrogène fait partie des possibilités. Je vous disais tout à l'heure en préambule que quand nous parlons aviation, nous parlons avant tout de sécurité.

L'hydrogène avec des bonbonnes d'hyper haute pression, il ne faut pas qu'il y ait un grain de sable dans la tuyauterie.

Nous sommes quand même sur des questionnements techniques d'une grande complexité et probablement que nous avançons. La vitesse ne fait sans doute pas partie des critères qui vont toucher les évolutions aéronautiques, des aéronefs en tout cas aujourd'hui. Ludovic.

Ludovic DEVERGNE : Merci M. le Président. Comme l'indiquait Pascale tout à l'heure, nous avons eu des échanges intéressants, pas de polémiques sur le sujet en commission et ce sera identique en séance publique ce matin, mais des échanges constructifs avec des sensibilités différentes sur ce sujet qui font aussi vivre notre Assemblée. Sur l'aéroport, nous en avons déjà un peu parlé en début de semaine et notre collègue Anthony BROTTIER est intervenu plus longuement. C'est vrai que le retrait de Chalais va poser de grosses difficultés, je crois que chacun peut le reconnaître. Le Département a été arrangeant, si on peut dire, avec cette compagnie et ce retrait assez brutal paraît un peu comme un coup de poignard dans le dos du Département. Cela risque de remettre en cause la viabilité globale de l'aéroport. Quel avenir pour l'aéroport si l'OSP ne pouvait pas perdurer ? Nous imaginons que si nous faisons à nouveau une mise en concurrence pour cette OSP, les réponses apportées seront toujours avec plus de besoins en subvention publique pour que cela puisse se faire.

Est-ce que nous, Département, nous avons encore de l'argent en plus à mettre ? J'ai compris de la part du Vice-Président aux finances que nous cherchions plutôt à diminuer les dépenses et que nous n'en cherchions pas de nouvelles. Nous vous avons souvent alerté et les collègues du groupe des élus de gauche également dans le mandat précédent. Nous avons un peu l'impression que pour l'aéroport nous sommes en bout de piste sur ce sujet. Nous allons dans une impasse et nous avons l'impression que nous essayons justement d'accélérer en bout de piste. C'est dangereux, car cela peut faire une sortie de piste, vous le savez bien en aviation.

Alain PICHON : Nous pouvons aussi décoller.

Ludovic DEVERGNE : C'est vrai, nous pouvons décoller, mais avec de l'argent public en plus. C'est cela qui nous pose un problème et qui nous inquiète. Comme d'habitude, nous ne voterons pas la subvention, vous le savez. Nous allons rester cohérents sur ce sujet. Merci.

Alain PICHON : Très bien. Nous cherchons des économies et nous cherchons aussi et surtout l'efficacité de nos dépenses. Y a-t-il d'autres demandes de prise de parole ? Anthony.

Anthony BROTTIER : Je serai très bref. Merci, M. le Président, chers collègues. Vous connaissez mon attachement à la structure avec Aline de l'aéroport de Poitiers-Biard qui se trouve sur notre canton. Je crois que nous ne sommes pas les seuls à y être attachés, notre Majorité l'est. C'est aussi le cas des acteurs économiques, pour avoir eu l'occasion pas plus tard qu'hier soir au Top des entreprises d'échanger avec un certain nombre d'entre eux, il y a un attachement à cette structure. C'est aussi le cas du milieu sanitaire et il ne faut pas l'occulter non plus. C'est une certitude, nous avons besoin d'une OSP vers un hub, d'une OSP adaptée, ce qui n'était probablement plus le cas ces derniers mois compte tenu de la fréquence qui était celle des rotations de l'OSP par Chalais. Nous savons que nous pouvons compter sur cet aspect sur Grand Poitiers puisque Grand Poitiers accompagne le syndicat mixte de l'aéroport, notamment sur l'OSP et sur ses vols non commerciaux.

Un point de vigilance néanmoins, mais vous le savez, les 1 400 000 € votés aujourd'hui seront probablement insuffisants pour reconduire l'OSP et il faudra donc dès le début d'année – à mon avis, en fonction des réponses que nous pourrions avoir sur l'appel à candidatures de l'OSP – prévoir les crédits pour assurer cette continuité parce que, vous l'avez dit aussi, je suis convaincu que la décarbonation de l'aviation passe aussi par des petites plateformes, notamment des plateformes comme Poitiers. Il faudra mettre les moyens pour s'engager sur ce sujet. Je vous remercie.

Alain PICHON : Effectivement, sur cette OSP nous sommes tous d'accord. Nous avons fait le point avec Grand Poitiers hier en bureau, c'est clair. La Région – j'ai leur engagement – continuera aussi à soutenir l'OSP, l'État aussi, la DGAC (Direction générale de l'aviation civile), je les ai assez souvent avec Pascale. C'est extrêmement important, je suis d'accord avec toi. Il faut maintenir cette OSP, c'est un besoin sur le territoire. Je vais interroger la CCI (Chambre de commerce et d'industrie) pour qu'ils puissent voir avec leurs membres. Nous parlons de Lyon, mais peut-être ont-ils des visions différentes. Pourquoi ne pas l'imaginer ? Il faut que nous nous laissions les portes plus ouvertes. Ce qui est assez terrible avec Chalair, c'est que cela fait quand même deux ans que nous avons un service très dégradé, nous avons tous vécu le COVID, donc c'est quand même difficile, c'est certain. Pour que cela puisse fonctionner, nous avons continué de financer au même niveau et là, effectivement, c'est le coup de couteau. Je répondrai une formule que j'ai déjà utilisée qui est la fable de La Fontaine *Le villageois et le serpent* : « Je ne sais pas comment cela va se terminer, mais nous ne nous laisserons pas faire quoi qu'il en soit ! » Y a-t-il d'autres demandes de prise de parole ? Des avis contraires ? 3. Des abstentions ? C'est adopté. Merci Pascale.

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

DELIBERATION DU CONSEIL
DEPARTEMENTAL

Séance du 16 décembre 2022

SYNDICAT MIXTE DE L'AEROPORT DE POITIERS-BIARD (SMAPB) : BP 2023
Inscriptions de crédits

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
 La Commission Aménagement du Territoire s'étant réunie,
 Le Conseil Départemental de la Vienne, en séance publique le 16 décembre 2022 à l'Hôtel du Département à Poitiers, le quorum étant atteint,
 Au bénéfice des considérations mentionnées dans le rapport,
 Après en avoir délibéré et voté, le Groupe « La Vienne en transition » ayant voté contre,

DECIDE, au titre du budget primitif 2023 relatif à la politique aménagement du territoire, d'inscrire des crédits de paiement pour 1 400 000 € en fonctionnement pour le Syndicat Mixte de l'Aéroport de Poitiers-Biard.

ADOPTÉ

Le Président du Conseil Départemental,



Alain PICHON

Date de télétransmission au Contrôle de Légimité	20/12/2022
Identifiant de la télétransmission	086-228600011-20221216-000000000007003-DE
Date de publication	22/12/2022

REUNION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU 16 DECEMBRE 2022 - BUDGET PRIMITIF

COMMISSION AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction Générale Adjointe de l'Aménagement du Territoire et du Développement
Durable

Direction de l'Appui aux Collectivités

RAPPORT DU PRESIDENT

SYNDICAT MIXTE DE L'AEROPORT DE POITIERS-BIARD (SMAPB) : BP 2023 Inscriptions de crédits

Le Département est membre avec Grand Poitiers Communauté Urbaine du Syndicat Mixte de l'Aéroport de Poitiers-Biard (SMAPB). Selon les statuts, le Syndicat Mixte a pour objet d'aménager, de renouveler les biens mobiliers et immobiliers, et d'exploiter l'aéroport de Poitiers-Biard avec le souci de promouvoir, au bénéfice de toutes les activités de sa zone d'influence, le développement du trafic aérien commercial, de l'aviation d'affaires, de tourisme et de loisirs, ainsi que toutes les activités contribuant au développement de l'aéroport.

Le SMAPB a conclu deux contrats de délégation de service :

- la gestion et l'exploitation de l'Aéroport ont été confiées à la SEALAPB dans le cadre d'une délégation de service public depuis le 1^{er} janvier 2020 pour une durée de 12 ans.
- l'exploitation de la ligne d'aménagement du territoire Poitiers Lyon en Obligation de service public avec la compagnie Chalais depuis le 1^{er} novembre 2019 pour une durée de 4 ans.

Selon les statuts du SMAPB, la contribution du Département aux charges du SMAPB est de 65 %. Les principales dépenses concernent : les contributions versées à la compagnie Chalais pour la liaison Poitiers Lyon, à la Société d'exploitation de l'aéroport Poitiers Biard (SEALAPB) pour l'exploitation de la plateforme et le maintien et le développement de lignes aériennes commerciales, les charges de fonctionnement du syndicat et le versement de subventions à l'exploitant pour les investissements de capacité et de Gros Entretien Renouvellement (GER).

La crise sanitaire a fortement bouleversé la mise en œuvre des deux DSP. Le SMAPB a donc accompagné les deux exploitants pour adapter leur organisation face aux aléas de cette crise.

2022 a donc été l'année de la reprise avec des perspectives encourageantes pour un retour du trafic d'avant la crise : 85 000 passagers attendus en forte progression par rapport à l'année 2021 avec 27 000 passagers.

L'année 2023 sera également une année importante pour la plateforme avec l'aménagement nécessaire du nouveau hall d'arrivée et le renouvellement de la délégation de service public pour la liaison aérienne Poitiers-Lyon en Obligations de service public.

Pour 2023, la contribution du Département pour le SMAPB sera identique à celle de l'année 2022 soit 1 400 000 € pour assurer les dépenses de fonctionnement et d'investissement exposées ci-dessus.



Je vous propose au titre du budget primitif 2023 relatif à la politique Aménagement du Territoire d'inscrire des crédits de paiement pour 1 400 000 € en fonctionnement.



Je vous invite à délibérer sur ce dossier.

INSCRIPTION DE CREDITS DE PAIEMENT (HORS AP/AE) (1 ligne par imputation)

	MONTANT en euros	IMPUTATION
DEPENSES	1 400 000 €	65-88-6561
RECETTES		

COMMISSION AMENAGEMENT ET INCLUSION NUMERIQUES

7. Aménagement et Inclusion Numériques : BP 2023

Séverine SAINT-PÉ : Bonjour à toutes et à tous. Pour l'aménagement et l'inclusion numériques, je vais vous rappeler rapidement le périmètre d'intervention de cette politique publique d'où découlent finalement les orientations budgétaires qui vous sont présentées. Je vous rappelle que l'aménagement numérique a débuté avec le programme de montée en débit. Aujourd'hui, 20 000 foyers en ont bénéficié. Dans les charges inhérentes à ces investissements, nous retrouvons les dépenses d'électricité, l'entretien, la maintenance que nous retrouverons tout à l'heure. Nous avons encore une procédure de soutien financier à l'accès aux technologies alternatives, essentiellement aujourd'hui satellite et 4G fixe. Là c'est pareil, 1 500 foyers ont bénéficié de cette politique depuis son origine et nous vous présenterons au budget une somme inhérente à sa reconduction.

Dans notre politique d'aménagement numérique, nous avons l'accompagnement de la régie Vienne numérique pour le déploiement de la fibre sur le Réseau d'initiative public (RIP). Le lien avec le Département est qu'il y a une mise à disposition de personnel à cette régie pour assurer les missions de déploiement de la fibre optique. Nous nous approchons tout doucement de l'objectif avec un déploiement qui sera terminé mi-2023 puisqu'il nous reste ce que nous appelons des « prises bloquées ». Pourquoi des prises bloquées ? Car parfois il y a du génie civil qui est cassé. Ce que nous trouvons régulièrement, c'est la difficulté sur les immeubles à avoir l'accord du syndic. Cela retarde énormément les procédures. Ou encore un peu plus dans la ruralité, des problématiques d'égoutage. Il faut lever petit à petit ces blocages pour toucher au but. Nous avons aussi un département qui se développe avec de nouvelles constructions régulièrement. Plus nous avançons et plus il en reste encore un petit peu à faire.

Nous sommes sur la phase d'après qui est l'engagement local contractualisé pour que 100 % du département soit couvert en fibre à l'horizon 2025. Là, nous faisons partie du comité de pilotage aux côtés de l'État pour suivre ce déploiement et faire en sorte que les échanges avec Orange – l'opérateur d'infrastructure retenu pour déployer dans la Vienne – soient constructifs et que personne ne prenne du retard pour que la population bénéficie de ces nouveaux services le plus tôt possible.

Concernant l'action sur l'inclusion numérique sur laquelle nous partageons avec Rose-Marie BERTAUD, aujourd'hui nous avons 35 conseillers numériques sur le département dont 5 dans les MDS (Maisons Départementales de la Solidarité) et une coordinatrice des conseillers numériques portée par la Régie Vienne numérique. L'action s'est fortement développée sur 2022 et nous avons eu un petit bilan présenté à la commission de Rose-Marie BERTAUD. Globalement, plus de 14 000 interventions ont été réalisées sur 2022 avec, comme vous le savez, des conseillers numériques qui sont arrivés progressivement après leur période de formation. Cela répond donc véritablement à une attente.

La politique portée pour l'aménagement et l'inclusion numériques, c'est aussi l'organisation de la première édition en 2022 des « Heures numériques ». C'était à Dangé-Saint-Romain et cela a été un vrai succès. C'est aussi l'occasion – comme l'a fait Gilbert BEAUJANEAU

tout à l'heure – de remercier les équipes, car il y a eu un engagement de tous les instants sur l'ensemble des déploiements, que ce soit l'aménagement ou les actions d'inclusion. Finalement, l'année s'est un petit peu conclue par ces « Heures numériques » qui ont été une vraie réussite avec plus de 700 visiteurs pour la première édition.

Dernier point, c'est un peu comme la participation en comité AMEL (Appel à Manifestation d'Engagement Local) pour le déploiement de la fibre sur tout le territoire. Nous participons à ce que nous appelons « l'équipe projet » entre le Département et la Préfecture pour tout ce qui concerne les sujets de téléphonie mobile avec notamment les arrêtés 4G. Nous sommes en cours de déploiement des pylônes 4G. Nous avons été le Département qui a obtenu le plus grand nombre d'accords sur ces pylônes. Nous sommes aussi très vigilants sur le dispositif de couverture ciblée (DCC) où là, ce sont des quotas que nous avons tous les ans et qui sont affectés par l'État pour positionner des pylônes sur lesquels nous obligeons tous les opérateurs à aller dessus. C'est un vrai service, car là, nous n'avons pas de rupture de service entre deux pylônes qui seraient de deux opérateurs différents. L'avantage de ces pylônes est qu'ils ont tous les opérateurs. Du coup, quel que soit l'opérateur sur son téléphone, on capte. Les services traitent également ces sujets où nous siégeons régulièrement avec Alain aux côtés du Préfet pour faire avancer ces sujets.

Liées à cela, les orientations budgétaires pour 2023. Vous avez un tableau de synthèse à la page 64 avec, en investissement, d'abord une proposition à 197 000 €. Nous sommes bien sur l'aménagement numérique porté uniquement par le Département et là, nous proposons un investissement des équipements pour interconnecter les réseaux. Pour les montées en débit que nous avons faites, nous amenons la fibre jusqu'au sous-répartiteur et ce sont des équipements que nous devons – par rapport aux subventions que nous avons obtenues – rendre interconnectables avec le déploiement de la fibre dans le futur. Nous vous proposons donc de mettre au budget 2023 tous les équipements de l'interconnexion pour faciliter le déploiement de la fibre optique à horizon 2025 pour tous.

En fonctionnement, toujours sur l'aménagement numérique et essentiellement lié aux dépenses d'entretien et de maintenance des armoires de montée en débit, nous inscrivons 227 500 €. C'est plus que le BP 2022, mais je vous rappelle que nous avons fait une DM à cause notamment de l'augmentation des coûts de l'électricité. Nous repartons donc sur une somme qui devrait tenir en 2023 : 227 500 €. Pour l'inclusion numérique, nous mettons un petit peu plus (50 000 €) pour continuer à développer. Dans le rapport, vous avez toutes les actions d'inclusion numérique et je ne vais pas revenir dessus mais, petit à petit, nous nous développons sur ce sujet. J'ai oublié de dire que dans les 197 000 € en investissement, il y a 190 000 € pour la montée en débit et 7 000 € pour continuer à aider nos concitoyens à s'équiper en 4G et en satellite pour ceux qui en auraient besoin.

Un dernier mot budgétaire. Dans ce rapport, vous n'avez pas ce que porte directement la Régie Vienne numérique. Les équilibres budgétaires 2023 de la Régie Vienne numérique sont en fonctionnement : 2 900 000 €, les chiffres sont beaucoup plus conséquents puisque nous avons quasiment fini le déploiement et, en investissement : 14 200 000 € parce que, même si les travaux sont bien avancés, nous avons tout un audit réalisé avant la réception des travaux et le fait de terminer les paiements.

Alain PICHON : Merci. Des chantiers essentiels pour la vie de tous les habitants de la Vienne. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Des avis contraires ? Des abstentions ? Ce rapport est adopté. Merci Séverine.

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

DELIBERATION DU CONSEIL
DEPARTEMENTAL

Séance du 16 décembre 2022

AMENAGEMENT ET INCLUSION NUMERIQUES : BP 2023

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

La Commission Aménagement et Inclusion Numériques s'étant réunie,

Le Conseil Départemental de la Vienne, en séance publique le 16 décembre 2022 à l'Hôtel du Département à Poitiers, le quorum étant atteint,

Au bénéfice des considérations mentionnées dans le rapport,

Après en avoir délibéré et voté,

DECIDE, au titre du budget primitif 2023 relatif à la politique publique d'aménagement et inclusion numériques :

- d'inscrire les crédits nécessaires à l'interconnexion des réseaux de fourreaux propriétés du Département de la Vienne à ceux d'Orange soit 190 000 €,
- d'inscrire les crédits nécessaires aux subventions accordées dans le cadre de l'inclusion numérique (subventions Wimax et Satellite) soit 7 000 €,
- d'inscrire les 50 000 € de crédits fléchés sur les opérations relatives à la communication et à la poursuite des politiques d'inclusion numérique dans la Vienne,
- d'inscrire les crédits nécessaires au fonctionnement des infrastructures de communication électroniques réalisées sous maîtrise d'ouvrage du Département soit 227 000 €.

ADOPTÉ

Le Président du Conseil Départemental,



Alain PICHON

Date de télétransmission au Contrôle de Légalité	20/12/2022
Identifiant de la télétransmission	086-228600011-20221216-000000000006996-DE
Date de publication	22/12/2022

COMMUNE CIBLE	Arrêté	Date du choix	Date de l'arrêté	Construit	Activé	Opérateur Leader	Quota ancien programme	date Max
MAUPREVOIR	ECOI1816431A	04/07/2018	04/08/2018	oui	18/05/2020	BOUYGUES TELECOM	2018	03/08/2020
ROFFE	ECOI1832469A	10/12/2018	21/12/2018	oui	15/10/2020	ORANGE	2018	20/12/2020
ROMAGNE	ECOI1832469A	10/12/2018	21/12/2018	oui	01/11/2020	ORANGE	2018	20/12/2020
JOUSSE-PAYROUX	ECOI1908486A	10/12/2018	21/03/2019	oui	01/11/2020	ORANGE	2019	20/03/2021
SAINT-LEOMER	ECOI1908486A	10/12/2018	21/03/2019	oui	17/12/2020	BOUYGUES TELECOM	2019	20/03/2021
CEAUX EN LOUDUN	ECOI2005574A	11/10/2019	27/05/2020	oui	25/05/2022	BOUYGUES TELECOM	2020	31/05/2022
LEIGNE LES BOIS	ECOI2005574A	11/10/2019	27/05/2020	oui	19/05/2022	BOUYGUES TELECOM	2020	31/05/2022
LESGINY-MAIRE	ECOI2005574A	11/10/2019	27/05/2020	oui	25/05/2022	BOUYGUES TELECOM	2020	31/05/2022
LEUGNY-SAINT REMY SUR CREUSE	ECOI2005574A	11/10/2019	27/05/2020	oui	25/05/2022	BOUYGUES TELECOM	2020	31/05/2022
LA CHAPELLE BATON	ECOI2019092A	11/10/2019	21/08/2020	oui	T4 2022	BOUYGUES TELECOM	2020	21/08/2022
BEUXES	ECOI2109051A	08/02/2021	09/04/2021	non	non	BOUYGUES TELECOM	2021	09/04/2023
LEIGNE SUR FONTAINE	ECOI2109051A	08/02/2021	09/04/2021	non	non	BOUYGUES TELECOM	2021	09/04/2023
SILLARS	ECOI2109051A	08/02/2021	09/04/2021	non	non	BOUYGUES TELECOM	2021	09/04/2023
SAULGE	ECOI2109051A	08/02/2021	09/04/2021	non	non	ORANGE	2021	09/04/2023
BOURG ARCHAMBAULT	ECOI2109051A	08/02/2021	09/04/2021	non	non	BOUYGUES TELECOM	2021	09/04/2023
LES TROIS-MOUTIERS	ECOI215812A	27/01/2022	21/06/2022	non	non	ORANGE	2022	20/06/2024
SANXAY	ECOI215812A	27/01/2022	21/06/2022	non	non	BOUYGUES TELECOM	2022	20/06/2024
LA FERRIERE-AIROUX	ECOI215812A	27/01/2022	21/06/2022	non	non	FREE	2022	20/06/2024
LA CHAPELLE-MOULIERE	ECOI215812A	27/01/2022	21/06/2022	non	non	ORANGE	2022	20/06/2024
CHOUPPES	ECOI215812A	27/01/2022	21/06/2022	non	non	ORANGE	2022	20/06/2024

ANNEXE 2 : Site de couverture 4G fixe

COMMUNE CIBLE	Arrêté	Date de l'arrêté	Construit	Activé	Opérateur Leader	CODE	MISE EN SERVICE
Archigny	NOR : ECOI2127184A	20/10/2021	non		Orange	4GFIXE_A3_86_C_49	
Aslonnes	NOR : ECOI2127184A	20/10/2021	non		SFR	4GFIXE_A4_86_S_03	
Asnières-sur-Blour	NOR : ECOI2127184A	20/10/2021	non		Orange	4GFIXE_A3_86_C_33	
Asnois	NOR : ECOI2127184A	20/10/2021	non		Orange	4GFIXE_A3_86_C_32	
Aulnay	NOR : ECOI2127184A	20/10/2021	non		Orange	4GFIXE_A3_86_C_47	
Boivre-la-Vallée	NOR : ECOI2127184A	20/10/2021	non		Orange	4GFIXE_A3_86_C_21	
Boivre-la-Vallée	NOR : ECOI2127184A	20/10/2021	non		Orange	4GFIXE_A3_86_C_51	
Bournand	NOR : ECOI2127184A	20/10/2021	non		SFR	4GFIXE_A3_86_C_13	
Bruix	NOR : ECOI2127184A	20/10/2021	non		Orange	4GFIXE_A3_86_C_28	
Bruix	NOR : ECOI2127184A	20/10/2021	non		Orange	4GFIXE_A3_86_C_35	
Ceaux en Loudun	NOR : ECOI2127184A	20/10/2021	non		SFR	4GFIXE_A4_86_S_07	
Cernay	NOR : ECOI2127184A	20/10/2021	non		SFR	4GFIXE_A3_86_C_48	
Cuhon	NOR : ECOI2127184A	20/10/2021	non		SFR	4GFIXE_A3_86_C_30	
Genouillé	NOR : ECOI2127184A	20/10/2021	non		Orange	4GFIXE_A3_86_C_45	
Guesnes	NOR : ECOI2127184A	20/10/2021	non		SFR	4GFIXE_A3_86_C_17	
Journet	NOR : ECOI2127184A	20/10/2021	non		Orange	4GFIXE_A3_86_C_02	
Lathus-Saint-Rémy	NOR : ECOI2127184A	20/10/2021	non		Orange	4GFIXE_A3_86_C_25	
Lauthiers	NOR : ECOI2127184A	20/10/2021	non		Orange	4GFIXE_A3_86_C_16	
Le Vigeant	NOR : ECOI2127184A	20/10/2021	non		Orange	4GFIXE_A3_86_C_12	
Moncontour	NOR : ECOI2127184A	20/10/2021	non		SFR	4GFIXE_A3_86_C_14	
Mouterre-Silly	NOR : ECOI2127184A	20/10/2021	non		SFR	4GFIXE_A3_86_C_22	
Mouterre-sur-Blourde	NOR : ECOI2127184A	20/10/2021	non		Orange	4GFIXE_A3_86_C_23	
Mouterre-sur-Blourde	NOR : ECOI2127184A	20/10/2021	non		Orange	4GFIXE_A3_86_C_42	
Prinçay	NOR : ECOI2127184A	20/10/2021	non		Orange	4GFIXE_A3_86_C_03	
Sainte-Radégonde	NOR : ECOI2127184A	20/10/2021	non		Orange	4GFIXE_A3_86_C_26	
Saint-Gaudent	NOR : ECOI2127184A	20/10/2021	non		SFR	4GFIXE_A3_86_C_09	
Saint-Genest-d'Ambière	NOR : ECOI2127184A	20/10/2021	non		Orange	4GFIXE_A3_86_C_39	
Saint-Martin-la-Pallu	NOR : ECOI2127184A	20/10/2021	non		SFR	4GFIXE_A3_86_C_37	
Saint-Maurice-la-Clouère	NOR : ECOI2127184A	20/10/2021	non		Orange	4GFIXE_A3_86_C_41	
Savigné	NOR : ECOI2127184A	20/10/2021	non		SFR	4GFIXE_A3_86_C_36	
Séigny	NOR : ECOI2127184A	20/10/2021	non		Orange	4GFIXE_A3_86_C_20	
Séigny	NOR : ECOI2127184A	20/10/2021	non		SFR	4GFIXE_A3_86_C_34	
St Laurent de Jourdes	NOR : ECOI1936740A	23/12/2019	oui	oui	SFR (via Bouygues)	4GFIXE_A1_86_S_02	22/12/2021
St Sauvant	NOR : ECOI2019980A	03/11/2020	oui	non	ORANGE	4GFIXE_A1_86_O_01	03/11/2022
Thurageau	NOR : ECOI2127184A	20/10/2021	non		SFR	4GFIXE_A3_86_C_50	
Vicq sur Gartempe	NOR : ECOI2019980A	03/11/2020	non	non	SFR (via Bouygues)	4GFIXE_A1_86_S_03	03/11/2022

REUNION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU 16 DECEMBRE 2022 - BUDGET PRIMITIF

COMMISSION AMENAGEMENT ET INCLUSION NUMERIQUES

Direction Générale Adjointe de l'Aménagement du Territoire et du Développement
Durable

Mission Aménagement et Inclusion Numérique

RAPPORT DU PRESIDENT

AMENAGEMENT ET INCLUSION NUMERIQUES : BP 2023

1/ Périmètre d'intervention de la politique publique

La politique d'aménagement et d'inclusion numériques concerne le déploiement du Très Haut Débit et du réseau de soutien, aux usages du numérique. Ces actions volontaristes portées par le Département de la Vienne auprès des collectivités et du grand public ont concerné notamment :

- le programme de montée en débit avec l'amélioration du débit pour 20 000 foyers,
- le soutien financier à l'accès à des technologies alternatives (satellite, 4G fixe), environ 1 500 foyers depuis son origine,
- l'accompagnement de la Régie Vienne Numérique pour le déploiement de la fibre sur le réseau d'initiative public (environ 40 000 foyers depuis le lancement, correspondant à 100 % de l'objectif),
- le pilotage du dispositif lié à la convention de Projet Local de Déploiement permettant la généralisation de la Fibre sur le territoire de la Vienne (avec un objectif de 90 000 foyers dont 12 000 raccordables fin 2022). Cette action doit permettre de finaliser le déploiement de la fibre optique sur l'ensemble du territoire à l'horizon 2025,
- Il vous est par ailleurs rappelé que les opérateurs se sont engagés à assurer la couverture des zones AMII de Grand-Poitiers et de Grand-Châtellerauld. Les dernières données disponibles auprès de l'ARCEP indiquaient un nombre de foyers raccordables de 93 000 pour un objectif poursuivi de 110 000,
- l'animation et le développement d'un réseau de soutien à l'inclusion numérique lancé en 2021 (35 Conseillers numériques accessibles aux 437 369 habitants de la Vienne),

- l'organisation des « heures numériques », évènement de vulgarisation à l'attention du grand public réunissant environ 700 personnes pour sa première édition.

Enfin, la mission participe toujours activement aux travaux de l'équipe-projet (Département et Préfecture) portant le dispositif de couverture ciblée issu du Newdeal téléphonie mobile et, depuis la fin du premier semestre, à certaines actions du projet Territoire Numérique Educatif (TNE).

2/ Grandes orientations pour le budget 2023

Le Budget 2023 assure la continuité des actions engagées en 2022. Il permet de réaliser un programme d'investissement à hauteur de 197 000 €.

Il est dédié pour une partie importante (190 000 €) à l'interconnexion des réseaux de fourreaux construits par le Département dans le cadre du programme de montée en débit. Il permet d'assurer la connexion au réseau de l'opérateur historique pour la généralisation du déploiement de la fibre. La subvention nécessaire au développement des technologies alternatives est également prévu en investissement à hauteur de 7 000 €.

Le Budget de fonctionnement couvre le besoin d'entretien et de maintenance des équipements propriétés du Département, ainsi que les activités annuelles relatives à l'inclusion numérique.

En 2022, l'évènement « Les heures numériques » s'est déroulé à Dangé-Saint-Romain les 15 et 16 octobre. Il a permis de démontrer tout l'intérêt du concept permettant d'associer des activités ludiques, numériques et pédagogiques au sein d'un même évènement en zone rurale. Ce Week-End a connu un réel succès, il s'agit donc de reproduire l'action sur un territoire restant à définir en 2023.

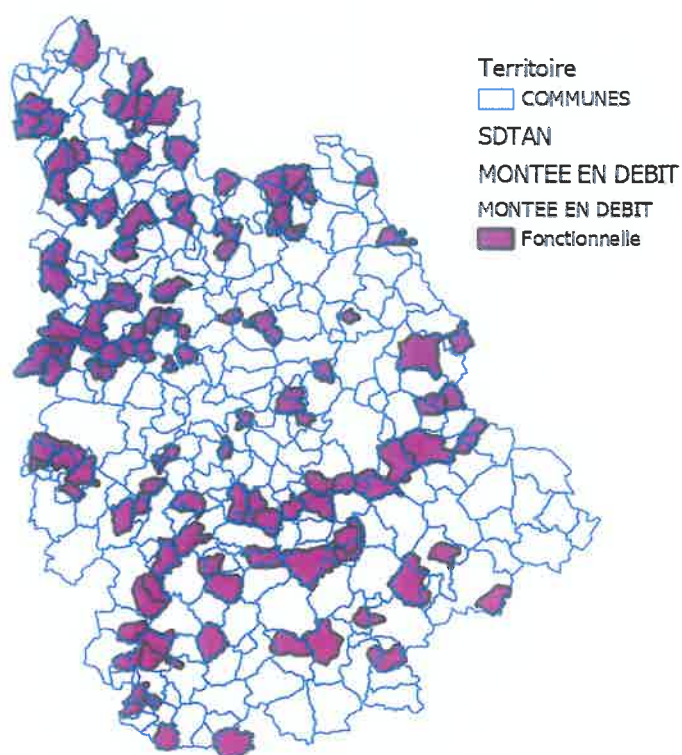
3/ Synthèse budgétaire par programme

La proposition budgétaire 2023 peut se résumer dans le tableau ci-dessous :

Programme	Fonctionnement			Investissement		
	CA 2021	BP 2022	Proposition 2023	CA 2021	BP 2022	Proposition 2023
Aménagement Numérique	127 034	190 000	227 500	548 796	200 000	197 000
Inclusion Numérique		40 000	50 000			
Total		230 000	277 500		200 000	197 000

4/ Présentation plus détaillée des programmes

A. Le Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN)

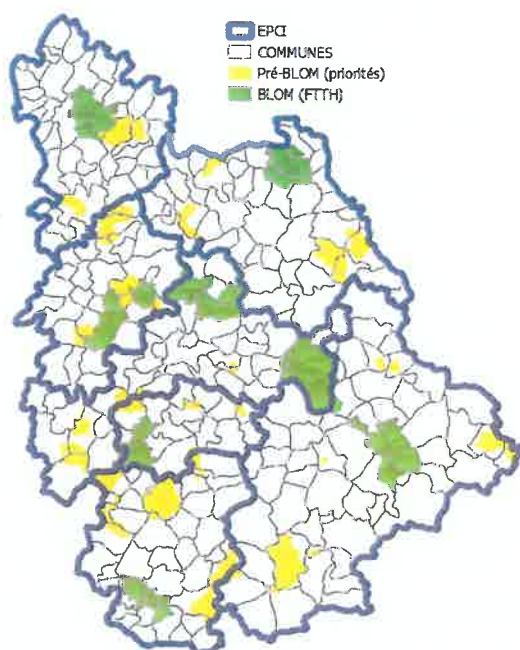


Fin 2022, les 116 opérations programmées par le Département, (améliorant le débit de 20 100 foyers) seront installées, la dernière opération de Mouterre sur Blourdes ayant été activée cet été.

Pour 2023, l'essentiel des actions seront des opérations de gestion / maintenance des infrastructures déployées. Toutefois, le réseau de fourreaux de plus de 200km, construit dans le cadre du programme de montée en débit, a été interconnecté pour les premières opérations au réseau de fourreaux d'Orange afin de faciliter l'exécution de la Convention de Projet Locale de Déploiement FTTH. Ce dernier vise à généraliser le déploiement de la fibre sur la Vienne.

En 2023, ce sont 190 000 € de crédits qui permettront de réaliser les opérations d'investissement d'interconnexion supplémentaires.

LA FIBRE : FTTH (Fiber To The Home) (pour les particuliers) et FTTE (Fiber To The Entreprises)

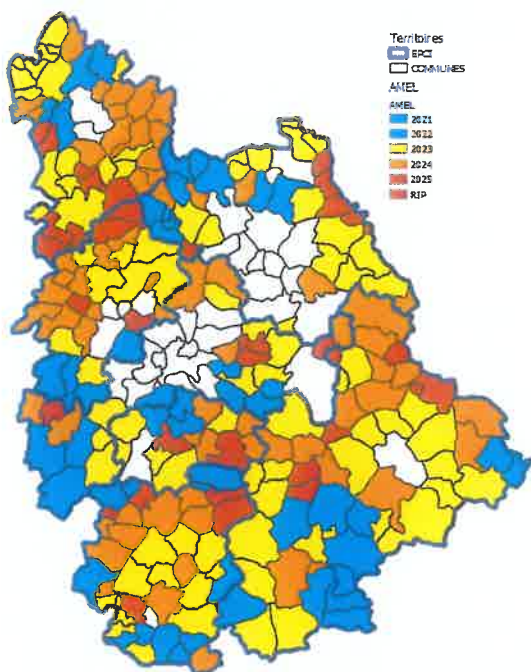


VIENNE NUMERIQUE : le Réseau d'Initiative Publique (RIP)

Le Déploiement des équipements de Vienne Numérique, structure de portage départementale du déploiement de la fibre en zone d'Initiative Publique, est sur le point de s'achever. Il reste à traiter les cas les plus complexes ou bloqués. Dans le cadre de la convention de projet local de déploiement FTTH, cinq communes ont été ajoutées au programme de Vienne Numérique, Vaux sur Vienne, Saulgé, Yversay, Villiers, Charrais et Chalais. Fin octobre 2022, environ 12 000 foyers étaient d'ores et déjà raccordés et 32 000 prises étaient construites sur les 37 000 identifiées.

Vienne Numérique continue le déploiement du réseau en fibre optique en situation d'autonomie financière.

Engagement au titre de l'article L33-13 du Code des Postes et Communications électroniques (Appel à Manifestation d'Engagement Local AMEL)



En association avec le Département des Deux-Sèvres, le Département a signé le 8 mars 2021 la convention de Projet Local de Déploiement avec la société Orange pour le déploiement de la fibre sur le reste du territoire départemental (hors zones publique et privée engagées) à échéance 2025.

Les premières lignes (10 000) construites par Orange dans ce cadre sont disponibles sur les communes de Bournand, Vézrières, Mouterre-Silly, Glénouze, Orches, Sérigny, St Gervais les 3 Clochers, Chaunay, Lencloître, Sossais, Roche-Prémarie-Andillé, Smarves, Chaunay, Voulon, Linazay, Couhé, Ranton, Ligugé, Sèvres Anxaumont. Le déploiement continuera sur 87 communes supplémentaires en 2023 pour environ 30 000 foyers supplémentaires.

En 2023, sera initiée une veille relative à la programmation et aux conséquences de l'arrêt du réseau téléphonique historique en lien avec les acteurs impliqués (ARCEP, ANCT, Préfecture, Opérateurs et collectivités locales). Cette thématique particulière pourra être étendue au thème du « territoire connecté », aussi appelé territoire intelligent ou Smart City, projet collaboratif cherchant à résoudre les problèmes de politiques publiques grâce au numérique sur la base de partenariats d'initiative locale et mobilisant toutes les parties prenantes. Cette politique publique vise notamment à restaurer de la proximité, limiter les impacts sanitaire et environnemental et favoriser l'inclusion.

LA POURSUITE DU SUBVENTIONNEMENT DES INSTALLATIONS SATELLITE ET 4G

En parallèle de ces actions d'équipement, le Département continuera à apporter son soutien financier pour le raccordement aux réseaux à haut et Très Haut débit alternatifs de type satellite, ou 4G fixe afin que tout foyer du Département puisse disposer d'une solution de connexion abordable dans l'attente de la généralisation des réseaux en fibre optique. Cette action mobilisera 7 000 € de crédit en 2023.

L'INFORMATION DU PUBLIC

Le Département poursuit ses missions d'information sur le déploiement des réseaux dans la Vienne, notamment via un numéro d'information 05 49 49 40 40 à disposition du public et des élus.

B. L'INCLUSION NUMERIQUE

Le Département a défini une stratégie départementale d'inclusion numérique 2020-2024 avec une feuille de route pour les 3 années à venir.

Dans le cadre de son plan de relance, le gouvernement a lancé un appel à manifestation d'intérêt (AMI) pour le recrutement, la formation et le déploiement en activité de 4 000 Conseillers Numériques.

35 conseillers sont en poste dans la Vienne dont 5 au sein des services du Département (rattachement à la Direction de l'Action Sociale) et une personne assurant les fonctions de coordination et recrutée par Vienne Numérique.

LES CHOIX STRATEGIQUES OPERES PAR LE DEPARTEMENT

Conformément à sa délibération en date du 8 avril 2021, le Département a initié son rôle de **coordonnateur** en construisant un **réseau d'acteurs**, au premier rang desquels les EPCI, en animant le réseau et en proposant des échanges fréquents.

D'autre part, à l'occasion du budget primitif 2022, une série de 21 actions a été validée par la commission Aménagement et Inclusion Numériques. En 2022, les actions prioritaires par la commission sont :

- **(Action N°1)** la mise en place d'un Numéro de téléphone unique 05 67 802 222 – cette action a été réalisée en concertation avec les structures de portage des CN et permet de donner de la proximité à la population au dispositif d'accompagnement déployé,
- **(Action N°2)** la production d'un flyer générique avec le n° de téléphone unique et une description des missions (visuel conçu avec le service communication du Département et imprimé par le Département),
- **(Action N°3)** la publication d'articles dans les différents médias locaux, dont notamment le magazine de la Vienne,
- **(Action N°5)** la délivrance de questionnaires pour recenser les besoins : un premier territoire est en cours de recensement sur un échantillon de 700 personnes,
- **(Action N°6)** la réalisation des premières « Heures Numériques », il s'agit d'un événement original ayant agrégé l'organisation d'une LAN-Party et d'activités ludo éducatives en rapport avec l'e-parentalité. Ce premier événement a répondu aux attentes en réussissant à toucher le public cible tout en étant un succès populaire. Les conseillers numériques ont été mis en valeur à cette occasion,
- **(Action N°7)** la carte interactive des lieux ressources numériques disponibles a été mise à jour sur le site Internet de la collectivité,
- **(Action N°9)** la diffusion régulière d'une lettre d'information à l'attention du réseau des conseillers numériques et leur référent,
- **(Action N°18)** la mise disposition de ressources matérielles : salles de réunion, matériels, pour faciliter le travail des conseillers numériques,
- **(Action N°20)** l'organisation régulière (tous les 2 mois) de rencontres avec l'ensemble des conseillers numériques dans différents lieux du département, en vue d'échanges d'expériences et de formation,

- **(Action N°21)** la diffusion auprès des Conseillers Numériques et de leurs référents des informations relatives aux subventions et appels à projet en lien avec leur activité.

LES ACTIONS 2023

En 2023, 50 000 € de crédits de paiement seront fléchés pour continuer les actions entreprises : N° de téléphone unique, Les heures numériques 2023 et de nouvelles actions seront entreprises dans la liste des 21 actions de la feuille de route, notamment en lien avec TNE et la mise en place d'un système de reconditionnement d'équipements numériques. Seront également ciblés les acteurs de la proximité que sont, par exemple, les secrétaires de mairie. Enfin, une attention sera portée à la pérennisation du dispositif des conseillers numériques aujourd'hui financé essentiellement par l'Etat.

C. LA COUVERTURE EN TELEPHONIE MOBILE

Le Dispositif national de Couverture Ciblée (DCC), encore appelé « New Deal » s'appuie sur des équipes projets locales départementales ou régionales pour améliorer la couverture en téléphonie mobile des territoires.

L'équipe projet de la Vienne disposera en 2023 d'un quota de 3 sites (pylônes équipés) à déployer sur des territoires restant à définir. Ce travail collaboratif associe Préfecture, Département et AMF Vienne. Ce dispositif arrive en fin de vie et les différents travaux montrent que l'objectif global de « bonne couverture » ne pourra être atteint sans sa poursuite. En 2023, des travaux seront engagés auprès de l'Etat pour diffuser l'état des lieux et la perception de la couverture du territoire par l'équipe-projet.

Dispositif de Couverture Ciblée

- Quotas (2022-2024)
- Quotas (2021-2023)
- Quotas (2018-2020)
- Quotas (2020-2022)

PERIMETRES ADMINISTRATIFS

- EPCI
- COMMUNES



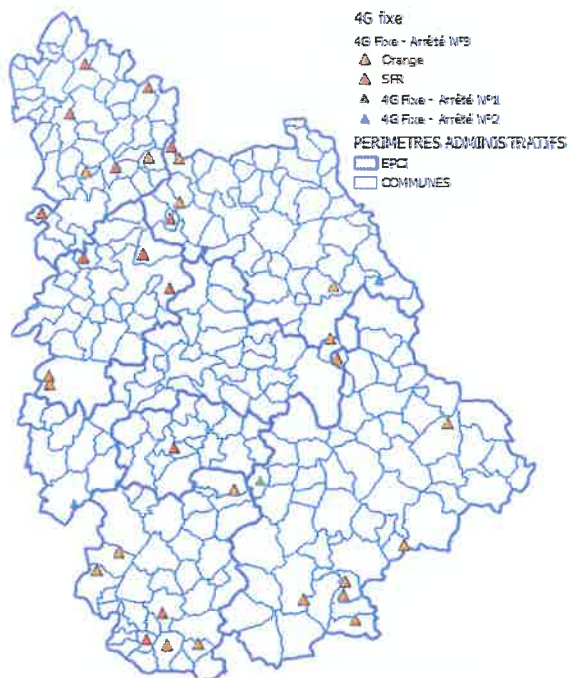
LE DISPOSITIF DE COUVERTURE CIBLEE (DCC)

L'équipe-projet de la Vienne co-présidée par le Président du Conseil Départemental et le Préfet de la Vienne et composée des représentants des collectivités locales a défini les priorités 2018 à 2022 soit 20 sites à créer sur les communes listées dans le tableau joint en annexe 1.

A compter de l'arrêté ministériel fixant les priorités prises par l'équipe projet, l'opérateur qui aura été défini comme chef de file d'un site doit le construire et les opérateurs l'activer en 24 mois maximum.

En 2023, l'équipe projet devra proposer de nouveaux sites en ayant l'exigence d'assouvir les besoins exprimés sur le territoire et d'anticiper l'arrivée de la 5G.

LE DISPOSITIF « 4G FIXE ».



Le New deal prévoit également la construction de 1000 sites de 4G fixe mono-opérateur permettant d'une part de fournir un accès Internet fixe via le réseau 4G et d'autre part d'assurer une couverture mobile 3G et 4G.

Seuls Orange et SFR ont indiqué réaliser chacun 500 sites au niveau national.

Le processus de choix des sites initié en 2019 a donné lieu à de nombreuses remontées négatives des collectivités locales, l'Etat a procédé à de nouvelles consultations auxquelles le Département de la Vienne et l'équipe projet ont répondu pour apporter des souhaits de modification.

Finalement trois arrêtés comportant 36 sites ont été retenues pour la Vienne (liste en annexe 2).

Concernant le dernier arrêté, certaines communes ont informé l'équipe-projet qu'un pylône était déjà en cours de réalisation sur leur territoire.

L'équipe-projet a pris acte de la situation. Elle s'est rapprochée des deux opérateurs et des communes - et avec leur accord - a soumis 6 propositions de modification (Bournand, Sérigny, Cernay, Thurageau, Boivre la Vallée, Brux) qui sont en cours d'instruction. D'autre part, les opérateurs ont également souhaité ajouter les sites de : Dercé, Pleumartin, Mairé, Valence en Poitou, Champigny en Rochereau et Amberre. Pour l'ensemble de ces cas particuliers, l'équipe projet est en attente de la validation de l'Etat.

D. Coût d'entretien et gestion des infrastructures numériques

Les coûts de fonctionnement associés à l'exploitation et la maintenance des différentes infrastructures propriété du Département sont estimés à 227 500 € en 2022.

	Montant en euros	Imputation
Interconnexion de fourreaux	190 000 €	23
AP THD 2015-1 Subvention satellite et 4G	7 000 €	204
Inclusion Numérique	50 000 €	011
		011
		011
Fonctionnement des équipements de communication électroniques	227 500 €	011



Je vous propose au titre du budget primitif 2023 relatif à la politique publique d'aménagement et inclusion numériques :

- **d'inscrire les crédits nécessaires à l'interconnexion des réseaux de fourreaux propriétés du Département de la Vienne à ceux d'Orange soit 190 000 € ;**
- **d'inscrire les crédits nécessaires aux subventions accordées dans le cadre de l'inclusion numérique (subventions Wimax et Satellite) soit 7 000 € ;**
- **d'inscrire les 50 000 € de crédits fléchés sur les opérations relatives à la communication et à la poursuite des politiques d'inclusion numérique dans la Vienne ;**
- **d'inscrire les crédits nécessaires au fonctionnement des infrastructures de communication électroniques réalisées sous maîtrise d'ouvrage du Département : 227 000 €.**

■ ■
■

Je vous invite à délibérer sur ce dossier

Valérie.

COMMISSION PERSONNES AGEES, PERSONNES HANDICAPEES

8. Politique Vieillesse : BP 2023

Valérie DAUGE : Merci Président, mes chers collègues. Tout d'abord je voudrais remercier l'ensemble des élus qui sont mobilisés à mes côtés au quotidien dans le combat que nous menons pour apporter du bien-être, du bien-vieillir et de l'aide aux personnes en perte d'autonomie sur le département de la Vienne. Merci également aux services, Marion, Rachel, Marine et toutes les autres personnes qui sont à vos côtés, à nos côtés qui font un travail remarquable au quotidien. Nous l'avons aussi vu pour l'élaboration de ce budget. Une politique volontariste que le Département de la Vienne prend à bras le corps, puisque vous savez que nous avons eu un certain nombre de décrets parus au niveau national avec des compensations partielles du Gouvernement, parfois aussi totales à 100 %. Néanmoins, il s'agissait de répondre aux usagers et de ne laisser personne sans solution, d'accompagner les professionnels de santé également qui ont pu bénéficier d'une part du Ségur, de la revalorisation à travers l'avenant 43, j'y reviendrai. Un budget volontariste à la hausse : 75 416 000 € (+ 6,05 % par rapport au budget de 2022). Nous avons permis une accessibilité financière dans les résidences autonomie pour permettre aux usagers à faibles revenus d'avoir également une place. Tout ceci en écoutant aussi le choix de la personne et des familles. Vous savez qu'il est important de les maintenir à domicile, mais il y a aussi des moments où le domicile atteint ses limites. Notre rôle est d'accompagner les personnes en fonction de leur choix et surtout de limiter le reste à charge de l'utilisateur et des familles.

Une évolution du point GIR (groupe isoressource) comme nous nous y étions engagés sur cinq ans. Une poursuite des plans de contrôle, nous n'avons pas attendu des annonces gouvernementales pour réagir puisque depuis que j'ai cette commission en charge, les services à travers les contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens vont dans les établissements, échangent avec les Directeurs, les Directrices et les services. Sur des plaintes d'usagers, de famille ou de salariés, nous sommes attentifs et nous allons faire des plans de contrôle flash sur des demi-journées ou sur des journées entières, conjoints ou pas avec l'Agence régionale de santé. Nous sommes vraiment très attentifs et présents sur les territoires.

Je voudrais aussi rappeler que très récemment à Lencloître – je remercie Henri COLIN pour son accueil et la mise à disposition de la salle pour avoir accueilli l'ensemble des Directeurs – c'est une première, nous avons réuni les Directeurs d'établissements de personnes âgées, personnes handicapées. De façon aussi innovante, nous les avons réunis par territoire parce que souvent, ils ont « le nez dans le guidon » et ils ne savent pas particulièrement qui gère la structure d'en face. Rachel ROY a eu l'idée d'être innovante et de proposer de réunir l'ensemble des Directions par territoire. Ils ont vraiment apprécié. Ont aussi été abordés les conseils de vie sociaux, car c'est vrai que cela concerne tous les établissements, qu'ils soient des personnes âgées ou des personnes handicapées.

De nombreuses aides sur les services à domicile. Je l'ai dit tout à l'heure à travers l'avenant 43 que nous avons tout de suite intégré, le Ségur dans les CCAS (Centres communaux d'action sociale), la revalorisation des tarifs sur des services à domicile associatifs, CCAS, habilités ou non à l'aide sociale. Nous avons aussi mis en place une

dotation qualité compensée à 100 % par la CNSA (Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie). Voilà ce que je peux dire sur les personnes âgées.

En complément, l'habitat inclusif est un compromis entre le domicile et les établissements, une forme de colocation. Quatre ont vu le jour en 2022, il y aura une montée en charge sur 2023 à la hauteur de dix structures, qu'elles soient, là aussi, liées aux personnes âgées ou handicapées. Nous allons enfin travailler sur un Centre de ressources territorial plus simplement appelé « EHPAD hors les murs ». Voilà un travail en fort partenariat avec les différentes fédérations d'usagers, les établissements. Les usagers sont mis au cœur de la réflexion et je trouve que c'est important. Un taux directeur de 1,5 % qui intègre la hausse du coût de la vie. La conférence des financeurs, bien sûr.

Voilà, Président, ce que je peux dire sur le budget Vieillesse.

Alain PICHON : Merci Valérie. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Catherine, puis Ludovic.

Catherine BOURGEON : Nous saluons la hausse de 6,05 % de crédit de fonctionnement sur le sujet, même si cette hausse n'est ni plus ni moins que celle du coût de la vie aujourd'hui. J'aurais deux remarques concernant le fonctionnement des EHPAD (Établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes). La première est que vous proposez une hausse du tarif « aide sociale » de 2 %, ce qui représente 1 € de plus par jour, soit 54 €, loin derrière le tarif moyen des places non habilitées à l'aide sociale. La deuxième remarque est que la hausse du point GIR de 25 centimes ne nous place pas encore dans la moyenne nationale et reste totalement insuffisante pour les établissements. Merci.

Ludovic DEVERGNE : Merci M. le Président. Quelques mots, je vais rejoindre un petit peu les propos de ma collègue Catherine BOURGEON. Sur ce sujet, nous l'avons déjà dit en début de semaine, nous avons l'impression qu'il y a beaucoup d'argent en plus qui est mis, c'est indiscutable avec l'inflation, les chiffres sont les chiffres, mais il y a beaucoup d'orientations sur ce sujet qui sont subies, je le disais au nom du groupe. Nous n'avons pas vraiment le choix, l'État nous impose un certain nombre de choses, ne nous donne pas forcément entièrement l'argent pour le faire, mais nous impose quand même de le faire. Cela a été dit également par ma collègue Catherine BOURGEON, pour la valeur du point GIR il y a une progression, elle est aussi indiscutable, mais nous partons de tellement loin sur cette enveloppe APA (Aide personnalisée à l'autonomie). Nous allons passer de 6,70 € l'année prochaine et l'objectif est d'aller à 7,20 € en 2025. L'objectif sera sans doute tenu si nous regardons la trajectoire mais, effectivement, quand nous regardons le classement, je pense que nous sommes toujours aujourd'hui – si j'ai bien vérifié – parmi les dix derniers sur les 101 départements en France sur la valeur du point GIR. Comme nous étions très en retard, cela se comprend, car c'est difficile de compenser ce retard, les habitants de la Vienne le subissent évidemment.

Nous n'allons pas voter contre ce rapport, car il y a des moyens complémentaires, mais nous allons simplement nous abstenir.

Alain PICHON : Il y a des éléments importants à prendre. Le point GIR en est un, mais il y en a d'autres. Valérie, peut-être deux ou trois détails.

Valérie DAUGE : Oui, je l'ai évoqué tout à l'heure à travers ne serait-ce que l'habitat inclusif. Là aussi, des moyens conséquents sont mis en place, mais également dans les établissements. Vous regarderez sur le département de la Vienne, nous n'avons pas de

structures vieillissantes, à chaque fois qu'il y a eu des travaux à faire, nous les avons effectués. Le point GIR est une chose, nous continuerons d'avancer, mais les autres avancent aussi et nous ne rattraperons jamais les premiers. Nous continuons d'avancer et nous continuons à respecter nos engagements, je crois que c'est aussi important. Après, je ne sais pas, Marion, si vous voulez compléter par rapport à l'offre.

Marion ANDRAULT-DAVID : En complément peut-être, car cela a été échangé en commission, c'est donc reprendre des éléments présentés en commission. La question du point GIR, de l'APA établissements pèse pour 12 % dans le budget total d'une structure. C'est important, ce n'est pas négligeable, mais nous voyons que nous ne sommes pas sur l'octroi des moyens majoritaires au sein des structures. Effectivement, ce que Mme DAUGE a indiqué, c'est que dans la réunion annuelle où ces orientations ont été présentées, nous n'avons pas eu – je parle sous contrôle de Mme DAUGE qui menait les débats – de remontées de l'ensemble des structures présentes par rapport à ces propositions budgétaires.

Valérie DAUGE : Nous avons aussi bien dit que si les structures étaient en difficulté, bien évidemment, nous étudierions au cas par cas leur situation financière.

Alain PICHON : Pour pouvoir les accompagner. Ne nous focalisons pas sur un seul indicateur qui n'est pas majeur, mais ayons une vision globale. Y a-t-il d'autres demandes de prise de parole ? Des avis contraires ? Des abstentions ? 6. Ce rapport est adopté.

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

**DELIBERATION DU CONSEIL
DEPARTEMENTAL**

Séance du 16 décembre 2022

POLITIQUE VIEILLESSE : BP 2023

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

La Commission Personnes Agées, Personnes Handicapées s'étant réunie,

Le Conseil Départemental de la Vienne, en séance publique le 16 décembre 2022 à l'Hôtel du Département à Poitiers, le quorum étant atteint,

Au bénéfice des considérations mentionnées dans le rapport,

Après en avoir délibéré et voté, le Groupe « La Vienne en transition » ainsi que Catherine Bourgeon et Francis Gomez s'étant abstenus,

DECIDE, au titre du budget primitif 2023 relatif à la politique publique vieillesse :

- d'inscrire des crédits de paiement d'un montant de 75 415 880 euros en fonctionnement,
- de prévoir des recettes de 37 520 000 euros en fonctionnement,
- d'individualiser les subventions suivantes et d'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer les conventions avec les gestionnaires des Centres Locaux d'Informations et de Coordination (CLIC), jointes en annexe 3 et 4,
 - Centre Communal d'Action Sociale de Châtelleraut : 50 000 euros,
 - Mutualité Française Vienne : 153 000 euros,
- d'attribuer une subvention de 4 000 euros au Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie (CDCA).

ADOPTÉ

Le Président du Conseil Départemental,

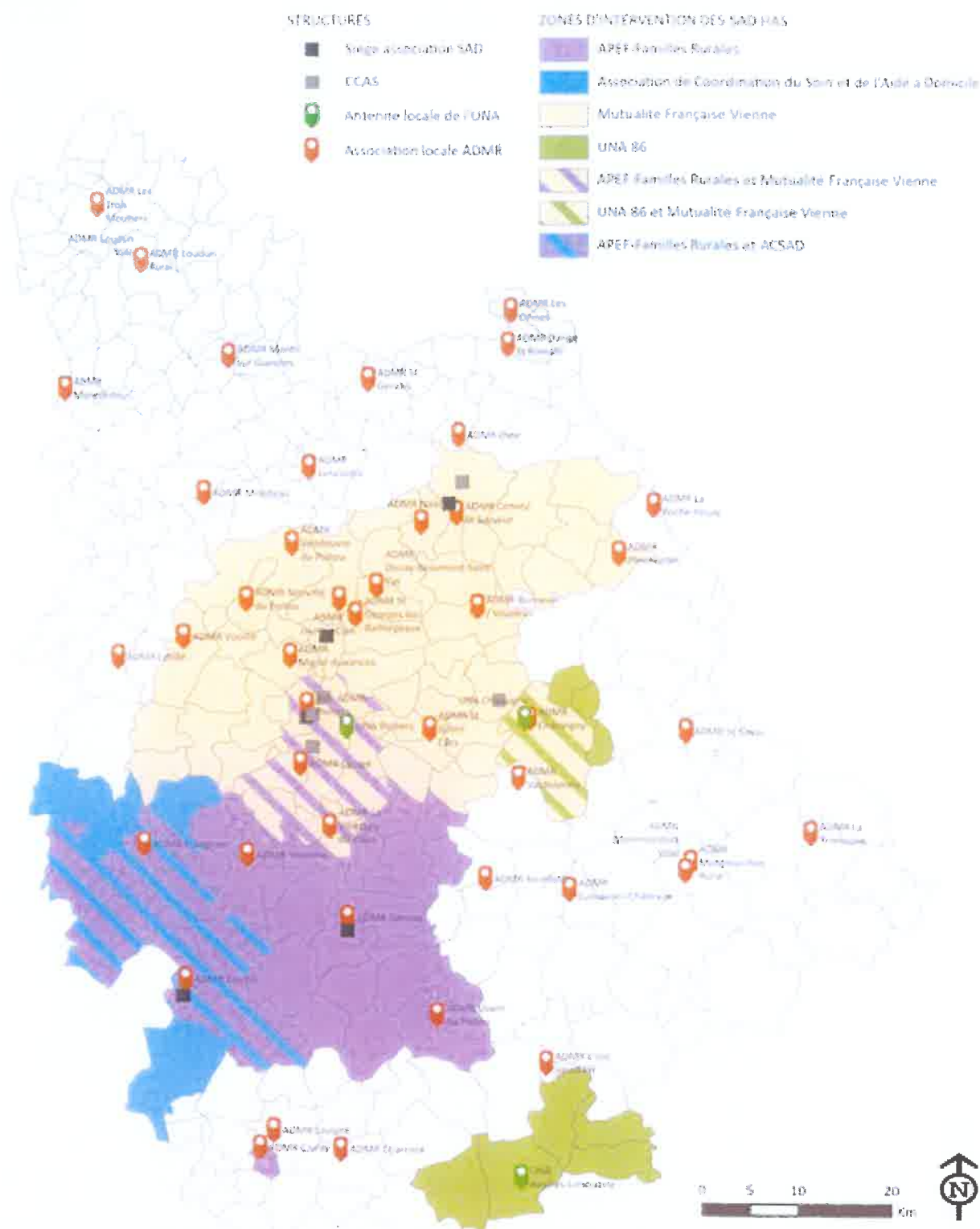


Alain PICHON

Date de télétransmission au Contrôle de Légalité	20/12/2022
Identifiant de la télétransmission	086-228600011-20221216-000000000006979-DE
Date de publication	22/12/2022



**SERVICES A DOMICILE
PRESTATAIRES AUTORISES ET HABILITES A L'AIDE SOCIALE
(au 1er mars 2022)**



Source : Département de la Vienne
Réalisation : Département de la Vienne, DGA/PM, DTN, Mai 2022



Les structures pour personnes âgées



Source : Département de la Vienne
 Réalisation : DGAS Stats, Septembre 2022

0 5 10 20 Km





CONVENTION
N°2023-C-DGAS-DA-SSP-000

**Relative à la définition des relations de travail
entre le Centre Local d'Information et de
Coordination (C.L.I.C.) de Grand Châtellerault
géré par le Centre Communal d'Action Sociale de
Châtellerault et le Département**

ENTRE :

Le Département de la Vienne, dont le siège est Place Aristide Briand – CS 80319 – 86008 POITIERS Cedex, représenté par le Président du Conseil Départemental de la Vienne, Monsieur Alain PICHON, et dénommé ci-après « le Département »,

d'une part,

ET :

Le Centre Communal d'Action Sociale situé 5 rue Madame – BP 832 – 86108 CHATELLERAULT CEDEX, représenté par son Président, Monsieur Jean-Pierre ABELIN, et dénommé ci-après « le CLIC »,

d'autre part,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.),

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L 113-2 et L 232-13,

Vu la délibération du Conseil Départemental du 20 octobre 2022 relative au partage d'informations entre le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS), le dispositif d'appui à la coordination de la Vienne (DAC 86) et le Département de la Vienne, pour la prise en charge ou l'accompagnement de la personne avec l'outil numérique régional de coordination des parcours de santé PAACO-GLOBULE,

VU la délibération du Conseil Départemental du 16 décembre 2022 relative au Budget Primitif 2023,

VU la délibération du Conseil Départemental du 16 décembre 2022 relative à la solidarité avec les personnes âgées autorisant la signature de la présente convention,

VU l'arrêté du Président du Conseil Départemental n°2018-A-DGAS-DHV-SSP-0007 du 20 mars 2018 portant modification du territoire du Centre Local d'Information et de

Coordination (CLIC) du Pays Châtelleraudais géré par le Centre Communal d'Action Sociale de Châtelleraut et le Département,

VU l'arrêté du Président du Conseil Départemental n°ARR 2020-A-DGAS-DHV-SSP-0002 du 10 janvier 2020 portant renouvellement d'autorisation du Centre Local d'Information et de Coordination (CLIC) dénommé Vienne Autonomie Conseils, géré par le CCAS de Châtelleraut,

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales (article 56) a confié le pilotage des Centres Locaux d'Information et de Coordination (CLIC) au Président du Conseil Général (devenu Conseil Départemental en 2015), à compter du 1^{er} janvier 2005.

Des mesures ont été prises fin 2004 pour assurer la continuité du fonctionnement des CLIC et les intégrer dans le dispositif de coordination gérontologique existant.

Le Schéma Unique des Solidarités 2020-2024, approuvé par délibération du Conseil Départemental du 20 décembre 2019, a fait de l'accès à l'information et de l'orientation des personnes un axe prioritaire afin d'identifier des guichets de proximité sur les territoires comme s'adressant à tous les publics.

La loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'Adaptation de la Société au Vieillessement – ASV (article 76) a positionné le Département comme garant de « *la couverture territoriale et de la cohérence des actions respectives des organismes et des professionnels qui assurent des missions d'information, d'orientation, d'évaluation et de coordination des interventions destinées aux personnes âgées, notamment les CLIC* ».

C'est dans ce contexte que le Département s'est engagé dans une politique de territorialisation avec une harmonisation des territoires pour toutes les politiques des solidarités et un ajustement du périmètre des CLIC dans ce sens, avec un guichet unique en Maisons Départementales de la Solidarité (MDS).

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet d'organiser les relations de travail entre le CLIC et le Département de la Vienne et de fixer la participation financière du Département.

Article 2 : Les missions du Centre Local d'Information et de Coordination

Le CLIC s'adresse à toutes les personnes âgées de 60 ans et plus résidant sur son territoire d'intervention défini par l'arrêté d'autorisation susvisé et, à titre expérimental, aux personnes

handicapées vieillissantes à domicile avec une orientation en établissement médico-social définie par la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH).

Article 2.1 : *Mission d'information et de Conseil*

Le CLIC remplit une mission d'information par des conseils aux usagers et l'organisation d'actions collectives de prévention.

Article 2.2 : *Mission d'évaluation et de coordination*

Il assure également une mission d'évaluation des besoins de la personne âgée et l'élaboration d'un plan d'aide personnalisé. Dans le cadre du suivi du plan d'aide, il coordonne et adapte la mise en œuvre des différentes prestations.

Article 3 : Relations avec les usagers

Le CLIC informe la personne âgée ou sa famille de toutes les prestations, aides et dispositifs sociaux et médico-sociaux auxquels elle peut prétendre.

Son lieu d'accueil du public est situé : 5 rue Madame 86100 Châtellerault. Les noms et coordonnées des référents du lieu d'accueil seront transmis par le CLIC au Département (Direction de l'Autonomie - DA - Service Schémas-Projets).

Article 3-1 : *Les modalités de fonctionnement du CLIC*

Le CLIC est ouvert au public du :

Lundi au jeudi de 9h à 12h et de 13h30 à 17h30
le vendredi de 9h à 12h et de 13h30 à 16h30

Des visites à domicile ou des rendez-vous dans le lieu d'accueil du public pourront être programmés.

Le CLIC peut aider à la constitution des dossiers de demande d'allocation personnalisée d'autonomie.

Le CLIC s'engage à informer les services du Département (DA – Service Schémas-Projets) de toutes les modifications relatives à son fonctionnement.

Article 3-2 : *Les relations avec Vienne Infos Sociales*

Vienne Infos Sociales est un Centre d'Appels mis à disposition des habitants de la Vienne par le Département, pour mieux les informer sur leurs droits et prestations et les aider au quotidien dans leurs démarches.

Il est ouvert du lundi au jeudi de 8h30 à 17h15 et le vendredi de 8h30 à 16h30 (tél.05 49 45 97 77) et dispose d'une adresse e-mail : infos.sociales@departement86.fr.

Il apporte un appui technique au CLIC à différents niveaux, à savoir :

- 1) il oriente l'appel des personnes âgées sur le CLIC correspondant à leur domicile,
- 2) il donne des indications concernant les personnes prises en charge par le CLIC sur l'état d'avancement de leur dossier pour toutes les formes d'aide sociale,
- 3) il prend les appels destinés au CLIC pendant ses périodes de fermeture, sur demande écrite de ce dernier précisant les modalités d'application de cette mesure.

Une fiche d'identification du CLIC (horaires d'ouverture, lieu d'implantation, coordinateur (trice), territoire...) sera tenue à jour par Vienne Infos Sociales.

Article 3-3 : Communication

Pour la communication auprès des usagers, le CLIC est dénommé Vienne Autonomie Conseils.

Article 4 : Les actions collectives

Les actions collectives développées par le CLIC notamment pour l'information des personnes âgées s'inscrivent dans le cadre de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie (CFPPA) des personnes âgées, installée le 23 juin 2016.

Des actions collectives de prévention peuvent être initiées via les différentes contractualisations qui existent sur le territoire départemental et faire l'objet de cofinancements.

Sans être exhaustif, sont concernés les chartes territoriales de solidarité avec les aînés (Mutualité Sociale Agricole / MSA), les contrats locaux de santé, le schéma départemental de l'autonomie, ainsi que la coopération départementale MONALISA (MOBilisation NAtionale contre l'ISolement des Agés).

Article 5 : Evaluation et suivi des personnes âgées

La prise en charge des situations individuelles nécessite de mettre en place une articulation entre le CLIC interlocuteur de proximité sur un territoire, l'Equipe Médico-Sociale (EMS) départementale en charge notamment de l'examen des demandes d'allocation personnalisée d'autonomie (APA) et les agents des Maisons Départementales de Solidarité (MDS).

Article 5.1 : La formalisation des liens avec les professionnels du Département

A la demande des professionnels des MDS ou des professionnels des CLIC, des temps de rencontre peuvent être organisés sur des situations qui pourraient nécessiter, en parallèle d'une perte d'autonomie de la personne âgée, une prise en charge sociale (précarité, problèmes financiers...). Si la personne a droit à l'APA, l'évaluateur du service PA/PH du secteur peut être associé.

Ces temps de rencontre peuvent se tenir dans le lieu d'accueil du public ou faire l'objet de visites en binôme au domicile des personnes âgées.

Article 5.2 : Le traitement des données transmises par le Dispositif d'Appui à la Coordination de la Vienne (DAC 86) sur signalement du SDIS via PAACO GLOBULE

Après information et recueil de la non opposition de la personne, le DAC 86 oriente vers le Département, plus précisément vers les référents du CLIC dénommés Vienne Autonomie Conseils (VAC), les personnes de plus de 60 ans qui le nécessitent et pour lesquelles les pompiers sont intervenus de manière itérative. Il transmet et partage alors le signalement du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS), via l'outil PAACO GLOBULE.

Les professionnels VAC ont pour mission de prendre contact et d'accompagner ces personnes dans la mise en œuvre de toute aide ou action relative à la prévention par des prises en charge adaptées à leur perte d'autonomie.

Article 5.3 : Accès au logiciel métier IODAS

Pour faciliter l'intervention des référents du CLIC dénommés Vienne Autonomie Conseils auprès des personnes en perte d'autonomie au titre de leur mission d'évaluation et de suivi et notamment pour qu'ils aient connaissance des droits ouverts au titre des prestations versées par le Département, un accès au logiciel métier IODAS (en consultation) leur est ouvert.

Article 6 : Dispositions financières

Article 6-1 : La participation du Département

La subvention allouée par le Département pour l'année 2023 s'élève à **50 000 €** pour l'exécution des missions décrites aux articles 2, 3 et 5 de la présente convention.

Article 6-2 : Modalités de versement

La subvention sera versée en une fois à la signature de la présente convention.

Le Département se libérera des sommes dues par virement administratif sur le compte bancaire **FR75 3000 1006 39C8 6500 0000 073** ouvert au nom du bénéficiaire.

Le comptable assignataire des paiements est le Payeur départemental de la Vienne.

Article 7 : Suivi et indicateurs d'activité

Le suivi de l'activité s'organise à trois niveaux :

- la production d'indicateurs périodiques,
- les réunions inter-CLIC
- la réalisation d'un bilan d'activité.

Article 7-1 : Les indicateurs d'activité

Un tableau d'indicateurs d'activité est établi chaque mois par le CLIC et peut être demandé par le Département (DA – Service Schémas-Projets) à tout moment.

Il devra comporter les données suivantes concernant la demande :

- ✓ la date,
- ✓ l'origine (demandeur, entourage ou professionnel),
- ✓ la commune de résidence,
- ✓ le traitement (par téléphone, visite à domicile, permanence dans le lieu d'accueil du public),
- ✓ le type ou niveau (retour à domicile, maintien à domicile, établissement, APA, logement, coordination, administratif, suivi, divers).

L'ensemble de ces éléments seront intégrés au bilan d'activité du CLIC qui devra par ailleurs indiquer le nombre de personnes âgées possédant un dossier actif au 31 décembre de l'année N-1 de production du bilan.

Article 7-2 : Les réunions inter-CLIC

Des réunions inter-CLIC pilotées par le Département, avec des représentants des services de la DGAS, auront lieu au minimum une fois par trimestre.

Ces réunions auront lieu en priorité avec les professionnels « intervenants (personnel itinérant) » des CLIC et acteurs de la coordination gérontologique. Selon les sujets inscrits à l'ordre du jour, les gestionnaires pourront participer et des personnes « expertes » pourront également être invitées.

Article 7-3 : Le bilan d'activité

Le CLIC produit *avant le 1^{er} avril de chaque année* pour l'année précédente un bilan d'activité de l'année N-1.

Le CLIC s'engage à fournir au Département de la Vienne avant le 1^{er} avril tous les documents et pièces comptables justifiant de l'utilisation des fonds alloués, ces pièces étant réservées au seul ordonnateur.

Article 8 : Contrôle du Département sur l'utilisation de la subvention

Conformément à l'article L 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales précisant que « toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée », le Département se réserve le droit d'exercer un contrôle sur pièces et sur place.

Article 9 : Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation relative aux données à caractère personnel (ci-après les « données ») traitées dans le cadre de la présente convention, notamment la loi n°78-17 et le Règlement (UE) 2016/679 dit RGPD.

Le CLIC est autorisé à traiter pour le compte du Département de la Vienne les données nécessaires à la mise en œuvre des actions visées dans la présente convention.

La nature des opérations réalisées sur les données sont :

- la collecte,
- l'utilisation,
- la transmission à un tiers,
- le stockage.

Les données à caractère personnel dans le cadre de ce traitement et transmises par le Département sont :

- les données d'identification,
- les données de vie personnelle (habitudes de vie, situation familiale....),
- les informations d'ordre économique et financier (revenus, situation financière, coordonnées bancaires...),
- les données à caractère hautement personnel (difficultés sociales, mouvements financiers..),
- le numéro d'identification national unique (NIR ou numéro de Sécurité Sociale),
- les autres données à préciser : Groupe Iso Ressources (GIR).

Les catégories de personnes concernées sont les usagers du service public.

Le CLIC, sous-traitant au sens du RGPD, s'engage également à :

- garantir la confidentialité des données et notamment veiller à ce qu'elles ne soient traitées que par les personnes qu'il aura autorisées,
- traiter les données uniquement pour les seules finalités faisant l'objet de la sous-traitance et précisées dans la présente convention,
- mobiliser les ressources humaines et techniques nécessaires au respect de ses obligations.

Lorsque le CLIC s'est vu confier la collecte des données, il doit fournir aux personnes concernées l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. Le format et le contenu de l'information doivent être convenus avec le Département avant la collecte des données.

En cas de demande d'exercice de leurs droits par les personnes concernées, le CLIC transmet la demande au Département sous 24h (par courriel à : donneespersonnelles@departement86.fr), accompagnée des informations utiles qu'il détient.

Le CLIC sollicite l'accord préalable et écrit du Département avant tout recours éventuel à un autre sous-traitant pour mener des activités de traitement de données. Le CLIC est responsable vis-à-vis du Département de tout traitement non conforme effectué par l'autre sous-traitant.

Le CLIC notifie au Département toute violation de données dans un délai maximum de 24h après en avoir pris connaissance (par courriel à : violationdedonnees@departement86.fr). Cette notification est accompagnée de toute information utile afin de permettre au Département, si nécessaire, de notifier cette violation à la CNIL.

Le CLIC s'engage à ne pas transférer les données hors de l'Union Européenne, sauf s'il y est obligé par le droit communautaire ou national. Dans ce cas, il informe le Département préalablement à la mise en œuvre du traitement de données.

Au terme du traitement de données effectué dans le cadre de la présente convention, le CLIC s'engage à remettre toutes les données au Département.

Si aucune contrainte légale n'oblige le CLIC à réaliser la conservation des données, cette remise doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du CLIC, qui en justifiera par écrit.

Article 10 : Mauvaise utilisation des sommes

Si les sommes perçues ont été utilisées à des fins autres que celles faisant l'objet de la présente convention, le bénéficiaire sera tenu de reverser au Département de la Vienne, sur simple injonction de celui-ci, le montant correspondant à celles-ci.

Article 11 : Durée – Modifications

La présente convention est conclue pour l'année 2023 et pourra être renouvelée de manière expresse, sous réserve de l'inscription des crédits correspondants au budget du Département.

Elle sera définitivement close après production des pièces mentionnées à l'article 7.

Elle pourra être modifiée par avenant convenu entre les parties.

Article 12 : Information-Communication

Le bénéficiaire fera mention de la participation financière du Département et fera figurer son logo-type sur tous les documents d'information et de communication relatifs à l'opération objet de la présente convention.

Article 13 : Modalités de résiliation

Le Département pourra, à tout moment et après envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception au bénéficiaire, résilier la présente convention s'il apparaît qu'une des clauses n'est pas respectée. Le Département se réserve alors le droit de suspendre le paiement de la subvention ou d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées. Un titre de recettes pourra être émis en tant que de besoin.

Article 14 : Litiges

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, celui-ci sera porté devant le Tribunal Administratif de Poitiers.

Fait à Poitiers en 2 exemplaires originaux, le

Le Président du CLIC du Grand
Châtellerault,

Le Président du Conseil Départemental
de la Vienne,

Jean-Pierre ABELIN

Alain PICHON



**CONVENTION
N° CONV 2023-C-DGAS-DA-SSP-000**

**Relative à la définition des relations de travail
entre le Centre Local d'Information et de
Coordination (C.L.I.C.) géré par la Mutualité
Française de la Vienne et le Département**

ENTRE :

Le Département de la Vienne, dont le siège est Place Aristide Briand – CS 80319 – 86008 POITIERS Cedex, représenté par le Président du Conseil Départemental de la Vienne, Alain PICHON, et dénommé ci-après « le Département »,

d'une part,

ET :

La Mutualité Française de la Vienne située 60/68 rue Carnot – BP 209 – 86005 POITIERS CEDEX, représentée par sa Présidente, Madame Noémie LACHAUD, et dénommée ci-après le « CLIC »,

d'autre part,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.),

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L 113-2 et L 232-13,

Vu la délibération du Conseil Départemental du 20 octobre 2022 relative au partage d'informations entre le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS), le dispositif d'appui à la coordination de la Vienne (DAC 86) et le Département de la Vienne, pour la prise en charge ou l'accompagnement de la personne avec l'outil numérique régional de coordination des parcours de santé PAACO-GLOBULE,

VU la délibération du Conseil Départemental du 16 décembre 2022 relative au budget primitif 2023,

VU la délibération du Conseil Départemental du 16 décembre 2022 relative à la solidarité avec les personnes âgées autorisant la signature de la présente convention,

VU l'arrêté du Président du Conseil Départemental n°ARR 2019-A-DGAS-DHV-SSP-0004 du 26 février 2019 portant modification du territoire du Centre Local d'Information et de Coordination de la Mutualité Française de la Vienne,

VU l'arrêté du Président du Conseil Départemental n°ARR 2020-A-DGAS-DHV-SSP-0001 du 10 janvier 2020 portant renouvellement d'autorisation du Centre Local d'Information et de Coordination (CLIC) dénommé Vienne Autonomie Conseils, géré par la Mutualité Française Vienne,

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales (article 56) a confié le pilotage des Centres Locaux d'Information et de Coordination (CLIC) au Président du Conseil Général (devenu Conseil Départemental en 2015), à compter du 1^{er} janvier 2005.

Des mesures ont été prises fin 2004 pour assurer la continuité du fonctionnement des CLIC et les intégrer dans le dispositif de coordination gérontologique existant.

Le Schéma Unique des Solidarités 2020-2024, approuvé par délibération du Conseil Départemental du 20 décembre 2019, a fait de l'accès à l'information et de l'orientation des personnes un axe prioritaire afin d'identifier des guichets de proximité sur les territoires comme s'adressant à tous les publics.

La loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'Adaptation de la Société au Vieillessement – ASV (article 76) a positionné le Département comme garant de « *la couverture territoriale et de la cohérence des actions respectives des organismes et des professionnels qui assurent des missions d'information, d'orientation, d'évaluation et de coordination des interventions destinées aux personnes âgées, notamment les CLIC* ».

C'est dans ce contexte que le Département s'est engagé dans une politique de territorialisation avec une harmonisation des territoires pour toutes les politiques des solidarités et un ajustement du périmètre des CLIC dans ce sens, avec un guichet unique en Maisons Départementales de la Solidarité (MDS).

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet d'organiser les relations de travail entre le CLIC et le Département de la Vienne et de fixer la participation financière du Département.

Article 2 : Les missions du Centre Local d'Information et de Coordination

Le CLIC s'adresse à toutes les personnes âgées de 60 ans et plus résidant sur son territoire d'intervention défini par l'arrêté d'autorisation susvisé.

Article 2.1 : Mission d'information et de Conseil

Le CLIC remplit une mission d'information par des conseils aux usagers et l'organisation d'actions collectives de prévention.

Article 2.2 : *Mission d'évaluation et de coordination*

Il assure également une mission d'évaluation des besoins de la personne âgée et l'élaboration d'un plan d'aide personnalisé. Dans le cadre du suivi du plan d'aide, il coordonne et adapte la mise en œuvre des différentes prestations.

Article 3 : Relations avec les usagers

Le CLIC informe la personne âgée ou sa famille de toutes les prestations, aides et dispositifs sociaux et médico-sociaux auxquels elle peut prétendre.

Son lieu d'accueil du public est situé dans :

- la Maison Départementale des Solidarités (MDS) de Jaunay-Marigny 3 rue Evariste Galois ZAE de Chalembert 86130 JAUNAY-MARIGNY,
- la Maison Départementale des Solidarités de Proximité (MDSP) de Châtellerault 4 rue René Cassin 86100 CHATELLERAULT,
- la Maison Départementale des Solidarités (MDS) de Poitiers 9 rue Guillaume VII Le Troubadour 86000 POITIERS.

Les noms et coordonnées des référents du lieu d'accueil au public seront transmis par le CLIC au Département (Direction de l'Autonomie DA - Service Schémas-Projets).

Article 3-1 : *Les modalités de fonctionnement du CLIC*

Le CLIC est ouvert au public :

le lundi de 8h30 à 12h30
du mardi au jeudi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h00
le vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 16h30

Des visites à domicile ou des rendez-vous dans le lieu d'accueil au public pourront être programmés.

Le CLIC peut aider à la constitution des dossiers de demande d'allocation personnalisée d'autonomie.

Le CLIC s'engage à informer les services du Département (DA – Service Schémas-Projets) de toutes les modifications relatives à son fonctionnement.

Article 3-2 : *Les relations avec Vienne Infos Sociales*

Vienne Infos Sociales est un Centre d'Appels mis à disposition des habitants de la Vienne par le Département, pour mieux les informer sur leurs droits et prestations et les aider au quotidien dans leurs démarches.

Il est ouvert du lundi au jeudi de 8h30 à 17h15 et le vendredi de 8h30 à 16h30 (tél.05 49 45 97 77) et dispose d'une adresse e-mail : infos.sociales@departement86.fr.

Il apporte un appui technique au CLIC à différents niveaux, à savoir :

1) il oriente l'appel des personnes âgées sur le CLIC correspondant à leur domicile,
2) il donne des indications concernant les personnes prises en charge par le CLIC sur l'état d'avancement de leur dossier pour toutes les formes d'aide sociale,

3) il prend les appels destinés au CLIC pendant ses périodes de fermeture, sur demande écrite de ce dernier précisant les modalités d'application de cette mesure.

Une fiche d'identification du CLIC (horaires d'ouverture, lieu d'implantation, coordinateur (trice), territoire...) sera tenue à jour par Vienne Infos Sociales.

Article 3-3 : Communication

Pour la communication auprès des usagers, le CLIC est dénommé Vienne Autonomie Conseils.

Article 4 : Les actions collectives

Les actions collectives développées par le CLIC notamment pour l'information des personnes âgées s'inscrivent dans le cadre de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie (CFPPA) des personnes âgées, installée le 23 juin 2016.

Des actions collectives de prévention peuvent être initiées via les différentes contractualisations qui existent sur le territoire départemental et faire l'objet de cofinancements.

Sans être exhaustif, sont concernés les chartes territoriales de solidarité avec les aînés (Mutualité Sociale Agricole / MSA), les contrats locaux de santé, le schéma départemental de l'autonomie, ainsi que la coopération départementale MONALISA (MObilisation NAtionale contre l'ISolement des Agés).

Article 5 : Evaluation et suivi des personnes âgées

La prise en charge des situations individuelles nécessite de mettre en place une articulation entre le CLIC interlocuteur de proximité sur un territoire, l'Equipe Médico-Sociale (EMS) départementale en charge notamment de l'examen des demandes d'allocation personnalisée d'autonomie (APA) et les agents des Maisons Départementales de Solidarité (MDS).

Article 5.1 : La formalisation des liens avec les professionnels du Département

A la demande des professionnels des MDS ou des professionnels des CLIC, des temps de rencontre peuvent être organisés sur des situations qui pourraient nécessiter, en parallèle d'une perte d'autonomie de la personne âgée, une prise en charge sociale (précarité, problèmes financiers.....). Si la personne a droit à l'APA, l'évaluateur du service PA/PH du secteur peut être associé.

Ces temps de rencontre peuvent se tenir dans le lieu d'accueil du public ou faire l'objet de visites en binôme au domicile des personnes âgées.

Article 5.2 : L'organisation du temps de travail des CLIC

Pour mettre en place les modalités d'évaluation et de suivi des personnes âgées, les professionnels « intervenants (personnel itinérant) » du CLIC devront assurer une présence

physique dans le lieu d'accueil du public, qui pourra les mettre en relation avec les usagers. Cela correspond à 80 % de leur temps de travail (soit 4 jours par semaine pour 1 Equivalent Temps Plein - ETP).

Article 5.3 : Le traitement des données transmises par le Dispositif d'Appui à la Coordination de la Vienne (DAC 86) sur signalement du SDIS via PAACO GLOBULE

Après information et recueil de la non opposition de la personne, le DAC 86 oriente vers le Département, plus précisément vers les référents du CLIC dénommés Vienne Autonomie Conseils (VAC), les personnes de plus de 60 ans qui le nécessitent et pour lesquelles les pompiers sont intervenus de manière itérative. Il transmet et partage alors le signalement du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS), via l'outil PAACO GLOBULE.

Les professionnels VAC ont pour mission de prendre contact et d'accompagner ces personnes dans la mise en œuvre de toute aide ou action relative à la prévention par des prises en charge adaptées à leur perte d'autonomie.

Article 5.4 : Logiciel métier IODAS

Pour faciliter l'intervention des référents du CLIC dénommés Vienne Autonomie Conseils auprès des personnes en perte d'autonomie au titre de leur mission d'évaluation et de suivi, et notamment pour qu'ils aient connaissance des droits ouverts au titre des prestations versées par le Département, un accès au logiciel métier IODAS (en consultation) leur est ouvert.

Article 6 : Dispositions financières

Article 6-1 : *La participation du Département*

La subvention allouée par le Département pour l'année 2023 s'élève à **153.000 €** pour l'exécution des missions décrites aux articles 2, 3 et 5 de la présente convention.

Article 6-2 : *Modalités de versement*

La subvention sera versée en une fois à la signature de la présente convention.

Le Département se libérera des sommes dues par virement administratif sur le compte bancaire **FR76 1333 5004 0108 9476 3818 975** ouvert au nom du bénéficiaire.

Le comptable assignataire des paiements est le Payeur départemental de la Vienne.

Article 7 : Suivi et indicateurs d'activité

Le suivi de l'activité s'organise à trois niveaux :

- la production d'indicateurs périodiques,
- les réunions inter-CLIC
- la réalisation d'un bilan d'activité.

Article 7-1 : Les indicateurs d'activité

Un tableau d'indicateurs d'activité est établi chaque mois par le CLIC et peut être demandé par le Département (DGAS – Service Schémas-Projets) à tout moment.

Il devra comporter les données suivantes concernant la demande :

- ✓ la date,
- ✓ l'origine (demandeur, entourage ou professionnel),
- ✓ la commune de résidence,
- ✓ le traitement (par téléphone, visite à domicile, permanence en lieu d'accueil du public),
- ✓ le type ou niveau (retour à domicile, maintien à domicile, établissement, APA, logement, coordination, administratif, suivi, divers).

L'ensemble de ces éléments seront intégrés au bilan d'activité du CLIC qui devra par ailleurs indiquer le nombre de personnes âgées possédant un dossier actif au 31 décembre de l'année N-1 de production du bilan.

Article 7-2 : Les réunions inter-CLIC

Des réunions inter-CLIC pilotées par le Département, avec des représentants des services de la DGAS, auront lieu au minimum une fois par trimestre.

Ces réunions auront lieu en priorité avec les professionnels « intervenants » des CLIC et acteurs de la coordination gériatrique. Selon les sujets inscrits à l'ordre du jour, les gestionnaires pourront participer et des personnes « expertes » pourront également être invitées.

Article 7-3 : Le bilan d'activité

Le CLIC produit *avant le 1^{er} avril de chaque année* pour l'année précédente un bilan d'activité de l'année N-1.

Le CLIC s'engage à fournir au Département de la Vienne avant le 1^{er} avril tous les documents et pièces comptables justifiant de l'utilisation des fonds alloués, ces pièces étant réservées au seul ordonnateur.

Article 8 : Obligations du CLIC

Le bénéficiaire s'engage à tenir une comptabilité conforme au plan comptable général.

Lorsque la subvention est supérieure à 23 000 € et qu'elle est affectée à une dépense déterminée (subvention sur opération), l'organisme de droit privé doit produire un compte rendu financier, dans les six mois suivant la fin de l'exercice de l'opération, établi conformément à l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier prévu par l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Lorsque la subvention est attribuée à un organisme dont le budget est financé à plus de 50% par le Département ou lorsque la subvention est supérieure à 75 000 €, l'organisme doit fournir au Département copie de ses comptes certifiés conformes par le Président ou par le

commissaire aux comptes lorsqu'il est assujéti à cette obligation (articles L.3313-1 et R. 3313-6 du C.G.C.T.).

La subvention ne sera définitivement acquise par le bénéficiaire qu'après production de ces pièces qui sont réservées au seul ordonnateur.

En outre, les organismes de droit privé (à l'exception des associations et fondations) ayant reçu annuellement de l'ensemble des autorités administratives une subvention supérieure à 153 000 € doivent déposer à la préfecture du département où se trouve leur siège social, leur budget, leurs comptes, les conventions et le cas échéant, les comptes rendus financiers des subventions reçues (article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et décret n° 2001-495 du 6 juin 2001).

Article 9 : Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation relative aux données à caractère personnel (ci-après les « données ») traitées dans le cadre de la présente convention, notamment la loi n°78-17 et le Règlement (UE) 2016/679 dit RGPD.

Le CLIC est autorisé à traiter pour le compte du Département de la Vienne les données nécessaires à la mise en œuvre des actions visées dans la présente convention.

La nature des opérations réalisées sur les données sont :

- la collecte,
- l'utilisation,
- la transmission à un tiers,
- le stockage.

Les données à caractère personnel dans le cadre de ce traitement et transmises par le Département sont :

- les données d'identification,
- les données de vie personnelle (habitudes de vie, situation familiale...),
- les informations d'ordre économique et financier (revenus, situation financière, coordonnées bancaires...),
- les données à caractère hautement personnel (difficultés sociales, mouvements financiers...),
- le numéro d'identification national unique (NIR ou numéro de Sécurité Sociale),
- les autres données à préciser (Groupe Iso Ressources (GIR)).

Les catégories de personnes concernées sont les usagers du service public.

Le CLIC, sous-traitant au sens du RGPD, s'engage également à :

- garantir la confidentialité des données et notamment veiller à ce qu'elles ne soient traitées que par les personnes qu'il aura autorisées,
- traiter les données uniquement pour les seules finalités faisant l'objet de la sous-traitance et précisées dans la présente convention,
- mobiliser les ressources humaines et techniques nécessaires au respect de ses obligations.

Lorsque le CLIC s'est vu confier la collecte des données, il doit fournir aux personnes concernées l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. Le format et le

contenu de l'information doivent être convenus avec le Département avant la collecte des données.

En cas de demande d'exercice de leurs droits par les personnes concernées, le CLIC transmet la demande au Département sous 24h (par courriel à : donneespersonnelles@departement86.fr), accompagnée des informations utiles qu'il détient.

Le CLIC sollicite l'accord préalable et écrit du Département avant tout recours éventuel à un autre sous-traitant pour mener des activités de traitement de données. Le CLIC est responsable vis-à-vis du Département de tout traitement non conforme effectué par l'autre sous-traitant.

Le CLIC notifie au Département toute violation de données dans un délai maximum de 24h après en avoir pris connaissance (par courriel à : violationdedonnees@departement86.fr). Cette notification est accompagnée de toute information utile afin de permettre au Département, si nécessaire, de notifier cette violation à la CNIL.

Le CLIC s'engage à ne pas transférer les données hors de l'Union Européenne, sauf s'il y est obligé par le droit communautaire ou national. Dans ce cas, il informe le Département préalablement à la mise en œuvre du traitement de données.

Au terme du traitement de données effectué dans le cadre de la présente convention, le CLIC s'engage à remettre toutes les données au Département.

Si aucune contrainte légale n'oblige le CLIC à réaliser la conservation des données, cette remise doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du CLIC, qui en justifiera par écrit.

Article 10 : Contrôle du Département sur l'utilisation de la subvention

Conformément à l'article L 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales précisant que « toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée », le Département se réserve le droit d'exercer un contrôle sur pièces et sur place.

Article 11 : Mauvaise utilisation des sommes

Si les sommes perçues ont été utilisées à des fins autres que celles faisant l'objet de la présente convention, le bénéficiaire sera tenu de reverser au Département de la Vienne, sur simple injonction de celui-ci, le montant correspondant à celles-ci.

Article 12 : Durée – Modifications

La présente convention est conclue pour l'année 2023 et pourra être renouvelée de manière expresse, sous réserve de l'inscription des crédits correspondants au budget du Département.

Elle sera définitivement close après production des pièces mentionnées aux articles 7 et 8.

Elle pourra être modifiée par avenant convenu entre les parties.

Article 13 : Information-Communication

Le bénéficiaire fera mention de la participation financière du Département et fera figurer son logo-type sur tous les documents d'information et de communication relatifs à l'opération objet de la présente convention.

Article 14 : Modalités de résiliation

Le Département pourra, à tout moment et après envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception au bénéficiaire, résilier la présente convention s'il apparaît qu'une des clauses n'est pas respectée. Le Département se réserve alors le droit de suspendre le paiement de la subvention ou d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées. Un titre de recettes pourra être émis en tant que de besoin.

Article 15 : Litiges

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, celui-ci sera porté devant le Tribunal Administratif de Poitiers.

Fait à Poitiers en 2 exemplaires originaux, le

La Présidente du CLIC
Mutualité de la Vienne,

Le Président du Conseil Départemental
de la Vienne,

Noémie LACHAUD

Alain PICHON

REUNION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU 16 DECEMBRE 2022 - BUDGET PRIMITIF

COMMISSION PERSONNES AGEES, PERSONNES HANDICAPEES
Direction Générale Adjointe des Solidarités
Direction de l'Autonomie

RAPPORT DU PRESIDENT

POLITIQUE VIEILLESSE : BP 2023

1) Périmètre d'intervention de la politique

Le Département, acteur majeur de la politique vieillesse, met en œuvre l'ensemble des lois qui régissent le secteur et incarne sa compétence de chef de file au quotidien. Les enjeux démographiques du pays demandent une adaptabilité permanente de ses orientations. En effet, en 2070, la France devrait compter 22 millions de personnes de 65 ans et plus, contre 13 millions aujourd'hui, selon l'Insee.

Pour apporter une réponse multifactorielle à la population, le Département a construit une feuille de route avec l'ensemble des acteurs. Les actions déclinées dans le schéma unique des solidarités s'échelonnent sur 5 ans et l'année 2022 a permis de dresser un premier bilan positif, à mi-parcours de ce schéma.

La boussole qui guide le Département en matière de personnes âgées, consiste à proposer une réponse adaptée, choisie et cordonnée aux besoins des usagers. « Bien vieillir » dans la Vienne est rendu possible grâce à un maillage du territoire par des établissements et services, fortement soutenus par diverses démarches ou dispositifs. En outre, le Département veille à la qualité des prises en charge et à la sécurité des résidents en établissement, via le plan de contrôles adopté en juin 2022. Egalement, la réforme du dispositif d'évaluation de la qualité des Etablissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux (ESSMS), pilotée par Haute Autorité de Santé permettra d'harmoniser un cadre commun centré sur la personne accompagnée et son projet de vie.

Le Département porte une attention particulière aux personnes âgées isolées et/ou les plus modestes. Il apporte une aide financière substantielle pour permettre des conditions de vie décentes adaptées à l'évolution progressive de la dépendance quel que soit le lieu de vie.

2) Grandes orientations pour le budget 2023

C'est dans un contexte en mutation que les mesures en direction des personnes âgées s'accroissent, le Département devant faire face à de nombreuses injonctions. Les propositions budgétaires qui sont détaillées au présent rapport s'appuient sur les différents constats détaillés ci-après et sur une démarche prospective.

De ce fait, indépendamment de ses propres orientations politiques, le Département applique les nouvelles modalités imposées par l'Etat en matière de revalorisations salariales, différenciées en fonction des filières et subit le manque de lisibilité des compensations en la matière, devant réagir au coup par coup.

De plus, le Département applique les décisions en matière de tarif « plancher » fixé à 23 € pour les services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) et organise la répartition de la dotation qualité.

En outre, dans l'objectif de considérer l'évolution de la dépendance et d'y apporter des propositions concrètes, le Département intègre dans sa politique l'augmentation de la population vieillissante. Il prend en compte les nouveaux bénéficiaires nécessitant une prise en charge.

C'est à ce titre que le Département agit sur plusieurs leviers :

- Il engage des actions relatives à la prévention,
- Il développe le soutien des plus modestes et impulse une augmentation des places à l'aide sociale en résidence autonomie,
- Il poursuit son plan de contrôles dans les établissements afin de s'assurer de la qualité des accompagnements en structures,
- Il diversifie son offre en apportant son concours au développement de l'Habitat Inclusif, apportant ainsi une réponse plurielle et en adéquation avec le projet de vie de chaque personne.

3) Synthèse budgétaire par programme

PROGRAMME	FONCTIONNEMENT		
Programme	Fonctionnement		
	CA 2021	BP 2022	PROPOSITION 2023
Personnes âgées			
Hébergement PA	19 861 000 €	20 593 000 €	21 770 000 €
Maintien à domicile	811 000 €	831 000 €	831 000 €
Conférence des financeurs	1 418 000 €	1 584 000 €	1 600 000 €
Subventions spécifiques PA	198 000 €	207 000 €	207 000 €
Frais de gestion PA	299 000 €	100 000 €	116 000 €
Personnes dépendantes APA			
A domicile	26 058 000 €	28 058 000 €	30 301 880 €
En établissement	19 053 000 €	19 736 000 €	20 586 000 €
Subventions spécifiques APA			3 000 €
Frais de gestion APA	14 000 €	1 000 €	1 000 €
Total PA	67 712 000 €	71 110 000 €	75 415 880 €

Au total, les crédits de fonctionnement proposés pour 2023 s'élèvent à 75 416 000 € en dépenses, soit +6,05% par rapport au BP 2022 (71 110 000 €) et à 37 520 000 € en recettes, soit +14,3% par rapport au BP 2022 (32 826 000 €).

4) Présentation détaillée par programme ou dispositif

4.1 Personnes âgées

Au 30 septembre 2022, 10 894 personnes bénéficiaient d'un droit ouvert sur l'APA, soit une augmentation de 1,7% depuis décembre 2021, dont 6 378 à domicile (+2,7%) et 4 516 en établissements (+0,2%). Le taux d'acceptation des premières demandes est de 88% au 30 septembre 2022.

Au 30 septembre 2022, l'APA en établissement concerne 4 516 personnes âgées, dont 463 ressortissants de la Vienne hébergés dans des établissements hors Vienne. On compte un nombre important de bénéficiaires classés en GIR 1 ou 2 (42 %).

La répartition des bénéficiaires de l'APA en établissement par tranches d'âges reste sensiblement la même avec 90% de personnes âgées de 75 ans et plus. La moyenne d'âge est de 88 ans dont 163 personnes âgées de 100 ans et plus.

Fin septembre 2022, sur les 1 904 places habilitées à l'aide sociale dans le département de la Vienne, 751 personnes bénéficiaient de cette aide dont 278 se trouvent dans les établissements totalement habilités à l'aide sociale, 401 dans ceux habilités partiellement, 69 dans des établissements hors Vienne et 3 dans un établissement non habilité (au titre de la règle des présences de plus de 5 ans en qualité de payant). Par ailleurs, 10 personnes hébergées dans une Résidence Autonomie sont bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement.

a) L'enveloppe consacrée à l'hébergement des personnes âgées s'élève à **21 770 000 €**, soit une augmentation de 5.7 %, s'expliquant par :

- un taux directeur de 2% (taux ministériel 2022 applicable) pour l'aide sociale hébergement (ASH) en EHPAD, dont la hausse du coût de la vie. Cela aurait pour effet de faire évoluer le tarif pour les EHPAD partiellement habilités à l'aide sociale de 53 € en 2022 à 54€/jour,
- un retour à l'habilitation totale à l'aide sociale pour les établissements du CHU (déjà validée il y a 2 ans),
- un taux directeur de 1.5% pour l'aide sociale hébergement en RA.

b) L'enveloppe proposée sur le volet maintien à domicile des personnes âgées, hors Aide Personnalisée à l'Autonomie (APA), est principalement constituée des aides ménagères et de l'ACTP à hauteur de 831K€. Le nombre de bénéficiaires de ces prestations est globalement stable, voire en légère baisse, justifiant un budget proposé à moyens constants

c) La Conférence des Financeurs

La loi du 28 décembre 2015 relative à l'Adaptation de la Société au Vieillissement (ASV) a prévu la mise en place, dans chaque département d'une « Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie » (CFPPA). Dans la Vienne, cette dernière a été installée le 23 juin 2016. En tant qu'instance de coordination institutionnelle, la Conférence des Financeurs a pour mission de définir un programme coordonné de financement des

actions individuelles et collectives de prévention de la perte d'autonomie, en complément des prestations légales ou réglementaires. Elle fédère les acteurs du secteur sur des actions et des stratégies partagées au service de la construction de réponses plus lisibles et cohérentes pour les personnes âgées et porte notamment sur :

- l'accès aux équipements et aides techniques individuelles,
- l'attribution du forfait autonomie alloué aux résidences autonomes via un CPOM,
- le soutien aux proches aidants,
- le développement d'autres actions collectives de prévention à domicile et en EHPAD.

Pour ce faire, la Conférence des Financeurs reçoit chaque année deux concours de la CNSA :

- le concours « autres actions de prévention », pour la mise en œuvre des axes 1, 5 et 6, calculé en fonction du nombre de personnes âgées de plus de 60 ans sur le territoire ;
- le concours « forfait autonomie », pour la mise en œuvre de l'axe 2, calculé en fonction du nombre de places en résidence autonomie autorisées et ouvertes sur le territoire.

Pour le concours « autres actions de prévention », la CNSA a notifié la somme de 1 100 530 € en 2022 et ce montant est proposé à une somme équivalente de 1 110 000 €. Ce concours est réparti de la manière suivante :

- au titre des axes 5 « soutien aux aidants » et 6 « actions collectives de prévention » : 810 612 € via un appel à candidatures pour le financement de 81 actions collectives de prévention de la perte d'autonomie à destination des personnes âgées de 60 ans et plus résidant à domicile ou en EHPAD et de soutien de leurs proches aidants, portées par 33 opérateurs différents en 2022.
- au titre de l'axe 1 « accès aux équipements et aides techniques individuelles » : soutien financier pour le fonctionnement du dispositif Vienne Autonomie Services dit de « technicothèque », à hauteur de 71 588 € (convention 2021-2022 d'une durée de 15 mois) pour la prise en charge d'1 ETP d'ergothérapeute et de 0,4 ETP d'assistante sociale. Par ailleurs, la Conférence des Financeurs a attribué la somme de 14 896 € en 2022 pour la prise en charge de 126 aides techniques individuelles au bénéfice de 40 bénéficiaires différents (relevant de l'APA ou de la PCH si âgés de plus de 60 ans).

Cette enveloppe permet de soutenir financièrement l'ingénierie de la Conférence des Financeurs (1 ETP de chargé de mission, 1 mission de stagiaire et le recours à l'Observatoire Régional de la Santé pour la mise à jour de son diagnostic).

Pour la mise en œuvre de l'axe 2 « Forfait autonomie », la Conférence des Financeurs disposait en 2022 d'une enveloppe de 471 329 €, répartie entre les 1 431 places de résidences autonomie réellement installées sur le Département de la Vienne (soit 329, 37€ par place).

Enfin, le concours « forfait autonomie » devrait en revanche être en augmentation en lien avec la création des 40 places au sein de la résidence autonomie de Neuville-de-Poitou. Il est proposé d'inscrire 490 000 € en recettes/dépenses.

d) Les subventions spécifiques personnes âgées couvrent le fonctionnement des 2 structures Vienne Autonomie Conseils externalisées et gérées par la Mutualité Française Vienne et le CCAS de Châtellerauld.

e) Les frais de gestion couvrent les frais d'avocats et de contentieux dans le cadre des relations avec les usagers et sont proposés à hauteur de 116 000 € soit + 16 000 € par rapport au BP2022 afin d'intégrer les amendes pénales.

4.2 Personnes dépendantes APA

Les bénéficiaires de l'APA à domicile sont majoritairement classés en Groupe Iso Ressources (GIR) 4 (pour 68% d'entre eux). Les GIR 1 et 2 ne représentent que 13% des demandeurs.

De janvier à septembre 2022, 695 bénéficiaires de l'APA à domicile sont sortis du dispositif pour les raisons suivantes :

- Admission en EHPAD (47%) ;
- Décès (50%) ;
- Amélioration de leur état de santé ou changement de département et du domicile de secours (3%).

La moyenne d'âge des bénéficiaires de l'APA à domicile est de 84 ans. On compte 98 bénéficiaires âgés de 100 ans et plus. La répartition par tranche d'âge des bénéficiaires de l'APA à domicile reste stable depuis plusieurs années avec 83 % des bénéficiaires âgés de 75 ans et plus (85 % au niveau national). Les personnes de 85 ans et plus représentent plus de la moitié des bénéficiaires dans la Vienne.

a) L'enveloppe consacrée à l'APA (Aide Personnalisée à l'Autonomie) à domicile s'élève à **30 301 880 €**, soit une augmentation de près de 8%. L'APA continue fortement à progresser depuis 2019 : 168 bénéficiaires en plus sont comptabilisés au 30 septembre 2022 par rapport à décembre 2021, qu'il convient de reporter sur 2023 en ajoutant encore 100 bénéficiaires, conformément à la courbe d'augmentation.

Toutefois, une évolution des compensations à hauteur de 3 242 000 € est à enregistrer via la CNSA pour les revalorisations liées à l'avenant 43 (50%) et au SEGUR ayant impacté les CCAS (50%), ainsi que pour la dotation qualité des SAAD à 100%.

Pour rappel, la revalorisation des Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD) associatifs et habilités à l'aide sociale (avenant 43) était intégrée dans le BP 2022. Au titre de l'APA, ce sont 355 000 € qui ont été ajoutés pour la prise en charge du Ségur pour les CCAS, en année pleine, compensés par la CNSA à hauteur de 50%.

De plus, il est proposé d'intégrer l'application d'un taux directeur de 1,5% sur le tarif horaire APA dans l'évolution du tarif plancher qui évolue de 22€ par heure à 23€ en 2023. Cette hausse sera compensée à 100% par la CNSA.

En effet, dans le cadre de la Loi de Financement de la Sécurité Sociale pour 2022, le financement des services à domicile a été transformé au travers :

- d'un premier volet qui concerne le tarif minimal de valorisation d'une heure d'aide à domicile par le Président du Conseil Départemental, applicable depuis le 1er janvier 2022 (« tarif plancher ») ;
- d'un second volet correspond à la création d'une dotation complémentaire pour financer des actions répondant à des objectifs d'amélioration de la qualité du service rendu listés à l'article L. 314-2-2 du CASF.

Cette dotation doit permettre un accompagnement à domicile des usagers, quel que soit leur degré de perte d'autonomie, sur des horaires atypiques (soir ou week-end), y compris dans les territoires les plus difficiles d'accès. Elle doit aussi permettre de financer des actions en faveur de la qualité de vie au travail des salariés ainsi que des actions visant à lutter contre l'isolement des personnes accompagnées et à soutenir les proches aidants.

Elle est attribuée par le Président du Conseil Départemental dans le cadre d'un appel à candidatures ouvert pour 2023 et sous condition de la conclusion d'un Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM). 10 devraient être signés en 2023 selon les réponses des 32 gestionnaires concernés (cf. annexe 1 « Services à domicile prestataires autorisés et habilités à l'aide sociale).

b) L'enveloppe consacrée à l'APA en établissement s'élève à **20 586 000 €**, soit une augmentation de 4.3%, s'expliquant par :

- la hausse du point GIR (+0.25€) ayant pour effet de porter la valeur du point à 6,70€ en 2023. Pour rappel, la trajectoire d'évolution permettra de le porter à 7,20€ en 2025 conformément aux engagements du plan bien vieillir,
- l'évolution du niveau de dépendance,
- l'extension du nombre de places en année pleine : La Trimouille + 16 places, Saint Gervais les 3 Clochers + 5 places.

Afin de s'inscrire dans la démarche nationale d'inspections des établissements pour personnes âgées, un plan de contrôle d'une durée de 5 ans a été approuvé par délibération de la Commission Permanente du 24 juin 2022.

L'ensemble des établissements du Département (cf. annexe 2 « structures pour personnes âgées) est inspecté de façon inopinée et de façon conjointe ou non avec l'Agence Régionale de Santé. Les établissements inspectés depuis le 16 février 2022 ont été ciblés sur la base d'une analyse de risques à partir de données disponibles, de réclamations ou de signaux de toute nature parvenus à la connaissance de l'ARS ou du Département. Les contrôles menés ont porté notamment sur la qualité des soins et le respect des droits des résidents, la sécurité des locaux et des organisations, la sécurité du circuit du médicament, la gouvernance, le management et l'alimentation. Ainsi, 6 inspections complètes et 12 enquêtes flash ont été effectuées prenant deux formes différentes :

- classiques avec la rédaction d'un rapport contradictoire détaillant les constats et les mesures correctives à mettre en place,
- « Flash » (à la demande du ministère) qui se traduisent par un échange avec les groupes gestionnaires des établissements concernés sur les observations constatées.

A ce stade, les conclusions de ces visites sont rassurantes, sans risque majeur pour la prise en charge des résidents à l'exception d'un EHPAD pour lequel la mission d'inspection préconise une nouvelle visite au premier trimestre 2023.

En parallèle, entre 2021 et 2022, le nombre de plaintes a augmenté de 400% et le nombre de signalements de 243%.

Les subventions spécifiques (cf. conventions jointes en annexes 3 et 4) à hauteur de 210 000€ sont stables et sont versées aux gestionnaires des VAC (Vienne Autonomie Conseil), depuis la reprise des Centres Locaux d'Information et de Coordination (CLIC) (cf. annexe « carte des intervenants Vienne Autonomie Conseil » en annexe 5).

Le Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie (CDCA)

Au cours de l'année 2022, le CDCA se sera réuni 11 fois en commission mensuelle (membres du 1er collège PA et PH + 4ème collège) et 9 fois en bureau. De plus, un bureau spécifique élargi à des membres de la COMEX s'est tenu le 17 janvier 2022.

Ce bureau, présidé par la Première Vice-Présidente du Conseil Départemental et coanimé par la Directrice Générale Adjointe des Solidarités et par la Directrice de la Maison Départementale des Personnes Handicapées, a eu pour objet d'échanger sur la Feuille de route CNSA 2021-2024, avec les obligations de la CNSA et des actions très normées actant des engagements du Département. Cela a permis de répondre aux questions et d'échanger sur l'ensemble des thématiques avant un partage en Assemblée plénière le 14 mars 2022.

Quatre axes de la feuille de route ont été discutés :

1. Améliorer la qualité et faciliter la relation avec les personnes
2. Accompagner le parcours et adapter l'offre
3. Prévenir la perte d'autonomie et renforcer le soutien aux proches
4. Renforcer le pilotage local et national et harmoniser les systèmes d'information

Deux assemblées plénières ont eu lieu.

Le 2 mai 2022, les services du Département sont venus présenter aux membres de la Commission mensuelle du CDCA le fonctionnement des Etablissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux (ESSMS) Personnes Agées (PA) et Personnes Handicapées (PH).

Avant l'été 2022, les membres du Conseil ont obtenu du Président du Conseil Départemental la possibilité de faire paraître des articles dans le magazine de la Vienne en remplacement de leur journal, alors peu diffusé par les mairies. Par ce biais notamment, le Conseil souhaite augmenter sa visibilité et vulgariser ses missions pour une meilleure reconnaissance. Enfin, des représentants du bureau du CDCA ont participé en qualité de représentants des usagers aux réflexions sur l'accueil de la DGAS, dans le cadre de l'extension prévue des locaux, ainsi qu'à la réalisation de l'Espace Vienne Autonomie (EVA), projets qui verront le jour courant 2025.



Je vous propose au titre du budget primitif 2023 relatif à la politique publique Vieillesse :

- d'inscrire des crédits de paiement d'un montant de 75 415 880 euros en fonctionnement,
- de prévoir des recettes de 37 520 000 euros en fonctionnement,
- d'individualiser les subventions suivantes et de m'autoriser à signer les conventions avec les gestionnaires des Centres Locaux d'Informations et de Coordination (CLIC), jointes en annexe 3 et 4,
 - o Centre Communal d'Action Sociale de Châtelleraut : 50 000 euros,
 - o Mutualité Française Vienne : 153 000 euros,
- d'attribuer une subvention de 4 000 euros au Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie (CDCA).



Je vous invite à délibérer sur ce dossier.

CREDITS A INCRIRE AU PROJET DE BP 2023

FONCTIONNEMENT	CHAPITRE	NATURE	LIBELLE	Personnes âgées	Dépendance
	011	62	Autres Services Extérieurs	11 000 €	
	016	61	Services Extérieurs		
	016	62	Autres Services Extérieurs		
	016	65	Autres Charges d'Activité		50 887 880 €
	016	67	Charges Exceptionnelles		4 000 €
	65	65	Autres Charges d'Activité	24 414 000 €	
	67	67	Charges Exceptionnelles	99 000 €	
			TOTAL DES CHARGES	24 524 000 €	50 891 880 €
	016	74	Dotations et Participations		24 375 000 €
	016	75	Autres Produits d'Activité		
	016	77	Autres Produits Exceptionnels		
	74	74	Dotations et Participations	1 945 000 €	
	75	75	Autres Produits d'Activité	11 200 000 €	
	77	77	Autres Produits Exceptionnels		
			TOTAL DES PRODUITS	13 145 000 €	24 375 000 €

9. Politique Handicap : BP 2023

Valérie DAUGE : Là aussi, une politique volontariste et en augmentation : 50 228 000 € (+ 6,11 % par rapport au budget 2022). Une hausse importante sur les bénéficiaires de la prestation de compensation du handicap. Les demandes sont plus nombreuses, nous avons aussi le volet « aide à la parentalité » qui nous a fait accroître cette augmentation. Aussi des bénéficiaires avec des plans d'aide beaucoup plus importants et qui génèrent une hausse avec également une hausse du nombre d'utilisateurs. Nous nous sommes beaucoup battus pour le dépistage précoce et je pense que cela reste aussi un des facteurs qui génèrent une hausse des demandes également.

Une évolution du montant moyen des plans d'aide qui est passé de 575 € par mois à 606 €. Une revalorisation des services à domicile valable pour les personnes âgées, mais aussi pour les personnes handicapées. Un taux directeur de 1,5 % qui intègre aussi la hausse du coût de la vie. Là aussi – sauf certaines spécificités – nous intégrons les contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens, mais nous ne laisserons personne dans la difficulté. Je l'ai dit aussi à la réunion des Directeurs. Nous continuons à poursuivre la transformation de l'offre pour mieux répondre aux besoins en foyer d'hébergement et en section annexe des foyers de vie. Nous continuons à créer des places : 6 en foyer de vie, 8 en service d'accompagnement à la vie sociale (SAVS). Nous continuons la poursuite de la mise en place pour les personnes handicapées vieillissantes au sein des résidences autonomie. Toujours inscrites et qui vont voir le jour, les unités pour personnes handicapées vieillissantes : 10 places dans le sud du département. Enfin, un soutien de plus de 70 000 € à la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH). Nous renforçons les moyens pour mettre en place la gestion électronique des documents. Nous allons avoir un compte-rendu par le cabinet KPMG de façon imminente sur les états généraux du handicap qui a été un véritable succès. J'espère que nous ferons un écho de ce qui en ressort et nous serons force de proposition conformément à nos engagements, cher Président. Voilà ce que je pouvais vous dire sur le handicap.

Alain PICHON : Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Ludovic.

Ludovic DEVERGNE : Merci M. le Président, une explication de vote. Là aussi, nous saluons quand même tous les moyens supplémentaires apportés sur la politique du handicap. Par contre – nous l'avons déjà dit donc nous restons cohérents par rapport à ce que nous avons dit précédemment – nous attendons les mesures concrètes des états généraux. Nous prenons note qu'il va y avoir la présentation du cabinet KPMG avec j'imagine du contenu, du concret. Vous le dites souvent, M. le Président, les habitants de la Vienne attendent du concret. Les paroles c'est bien, la réflexion aussi. La réflexion précède les actes et c'est normal, il ne s'agit pas de faire n'importe quoi, mais quand nous parlons d'un sujet depuis maintenant plusieurs mois, il faut que les actes arrivent et nous allons simplement là aussi nous abstenir.

Alain PICHON : Anthony.

Anthony BROTTIER : Merci M. le Président, merci Valérie. Tout d'abord, je souligne la qualité des échanges que nous pouvons avoir en commission PA/PH (personnes âgées/personnes handicapées) et les réponses apportées à toutes les interrogations que nous pouvons soulever. Je crois que personne ne peut s'opposer à une augmentation de 3 000 000 € du budget dédié aux personnes en situation de handicap. Je regrette néanmoins que cette augmentation soit subie, c'est l'augmentation des bénéficiaires de la

PCH (Prestation de compensation du handicap), de la MDPH (Maison départementale des personnes handicapées), l'intégration du volet parentalité dans la PCH, les revalorisations salariales et la continuité de l'avenant 43, c'est l'augmentation du montant moyen de l'aide humaine, c'est l'équilibre sur le budget de la MDPH puisque les 70 000 € supplémentaires sont pour équilibrer le budget. Nous allons avoir besoin – et c'est une certitude, j'espère que cela coïncidera avec les conclusions des États généraux du handicap – de mettre des moyens supplémentaires sur l'accompagnement des personnes en situation de handicap, c'est-à-dire renforcer les moyens de ceux qui l'accompagnent et notamment de la MDPH. Ce qui est proposé aujourd'hui permet juste de maintenir la MDPH à un budget d'équilibre, il faudra demain si nous voulons mieux accompagner les personnes en situation de handicap – je ne vois pas comment les états généraux du handicap pourraient conclure autrement – mettre des moyens complémentaires. Un peu à l'instar de ce que je vous ai dit tout à l'heure sur l'aéroport, c'est une bonne chose que de mettre 3 000 000 € supplémentaires lors du budget primitif 2023, il faudra que dans le courant de l'année 2023 nous puissions mettre encore plus de moyens sur l'accompagnement des personnes en situation de handicap.

Alain PICHON : Des choses sont imposées par l'État, mais pas tout. Il y a aussi des créations de places, Valérie l'a dit : 6 en foyers de vie, 8 en SAVS. Il y a aussi des choses qui avancent à ce niveau. 2 personnes embauchées sur les rares embauches au Conseil départemental cette année. Je vois que c'était 5 en tout, les postes nouveaux. 2 pour la MDPH, mais c'est naturel. Il faut que les choses avancent et avec les états généraux, nous allons continuer d'avancer. Je vous l'ai déjà dit et nous allons effectivement le faire petit à petit avec tous les acteurs du territoire concernés.

Valérie DAUGE : Pour rappel, la MDPH est un groupement d'intérêt public. Là aussi, il y a plusieurs acteurs qui financent cette MDPH, ce n'est pas que le Département de la Vienne. Je demande aussi aux autres d'assumer pleinement leur responsabilité. Nous sommes en discussion sur la compensation de postes non pourvus à ce jour (cela fait écho à l'Éducation nationale par exemple) et j'ai bon espoir sur 2023 qu'ils mettent des moyens humains pour compenser ces temps partiels aujourd'hui qui ne le sont pas.

Alain PICHON : Effectivement, il y a quelques partenaires qui abondent moins dans la Vienne que dans d'autres départements. Nous avons vu cela avec M. le Préfet, nous voyons cela avec l'ARS (Agence régionale de santé) et il faut que chacun soit en responsabilité avec un vrai équilibre suivant les territoires. Nous travaillons aussi avec l'ensemble des partenaires pour que tout cela avance. Nous allons pouvoir passer aux votes. Y a-t-il des avis contraires ? Des abstentions ? 4. Ce rapport est adopté.

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

DELIBERATION DU CONSEIL
DEPARTEMENTAL

Séance du 16 décembre 2022

POLITIQUE HANDICAP : BP 2023

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

La Commission Personnes Agées, Personnes Handicapées s'étant réunie,

Le Conseil Départemental de la Vienne, en séance publique le 16 décembre 2022 à l'Hôtel du Département à Poitiers, le quorum étant atteint, Valérie DAUGE ne prenant pas part à la délibération,

Au bénéfice des considérations mentionnées dans le rapport,

Après en avoir délibéré et voté, le Groupe « La Vienne en transition » s'étant abstenu,

DECIDE, au titre du budget primitif 2023 relatif à la politique publique handicap :

- d'inscrire des crédits de paiement pour 50 228 000 euros en fonctionnement,
- de prévoir des recettes à hauteur de 9 908 400 euros en fonctionnement,
- d'attribuer une subvention de 563 000 euros à la Maison Départementale des Personnes Handicapées pour son fonctionnement 2023,
- d'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer la convention, jointe en annexe 3, entre la Maison Départementale des Personnes Handicapées et le Département, pour l'année 2023, relative au versement de la subvention de fonctionnement 2023.

ADOPTÉ

Le Président du Conseil Départemental,

Alain PICHON

Date de télétransmission au Contrôle de Légalité	20/12/2022
Identifiant de la télétransmission	086-228600011-20221216-000000000006978-DE
Date de publication	22/12/2022



Etablissements occupationnels pour Personnes Handicapées



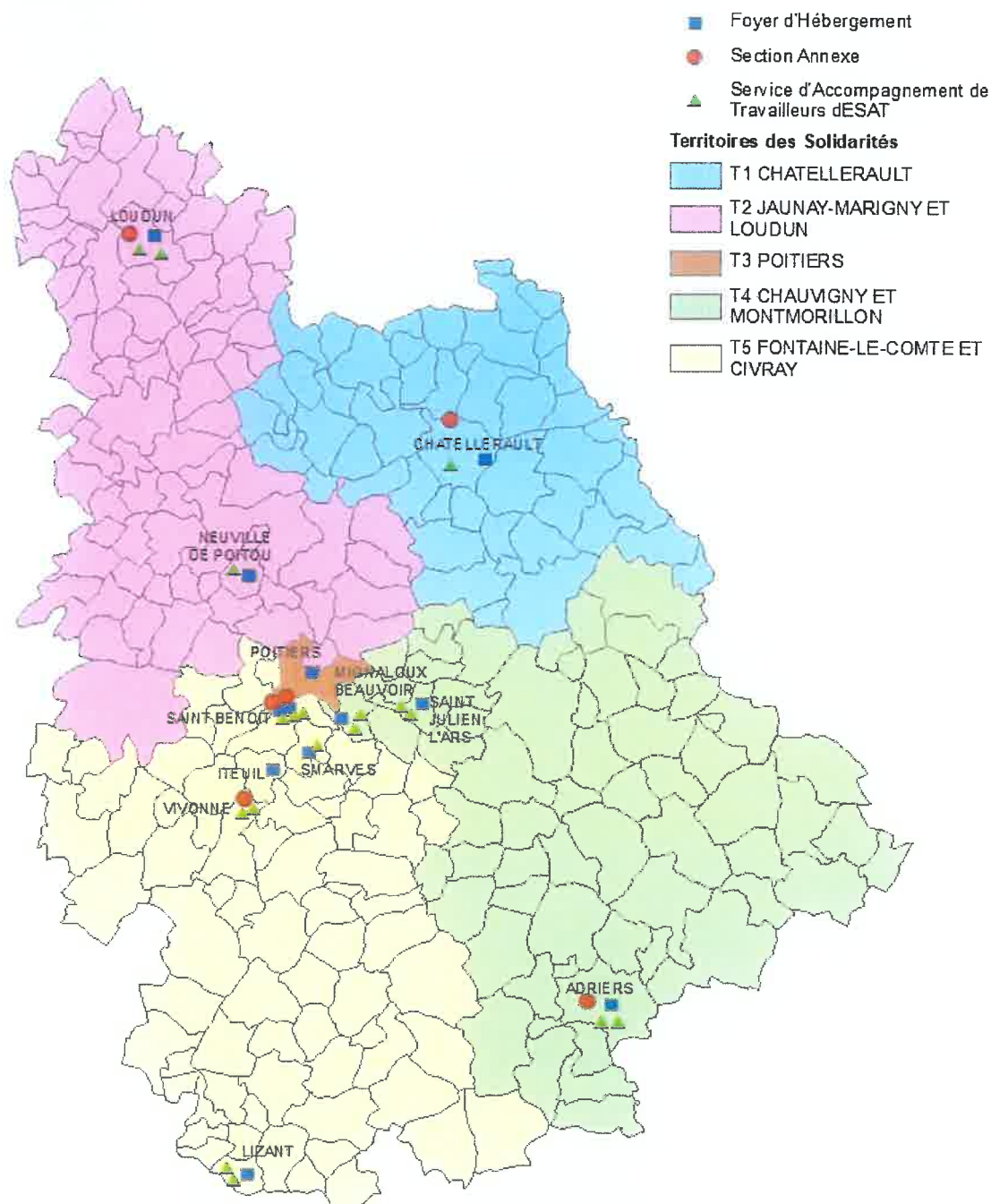
Source : Département de la Vienne
Réalisation : DGAS, Stats Octobre 2022

0 5 10 20
Km





Etablissements et services pour travailleurs d'ESAT



Source : Département de la Vienne
Réalisation : DGAS Stats, Octobre 2022

0 5 10 20 Km





CONVENTION N°2023-C-DGAS-DA-0002
ENTRE LA MAISON DÉPARTEMENTALE
DES PERSONNES HANDICAPÉES DE LA VIENNE ET
LE DÉPARTEMENT DE LA VIENNE

ENTRE :

Le Département de la Vienne, dont le siège est Hôtel du Département – Place Aristide Briand - CS 80319 - 86008 POITIERS, représenté par le Président du Conseil Départemental, Monsieur **Alain PICHON**,

ET :

La Maison Départementale des Personnes Handicapées de la Vienne (MDPH), Groupement d'Intérêt Public (GIP), dont le siège est 39 rue de Beaulieu - 86000 POITIERS, représentée par Madame **Valérie DAUGE**, Présidente de la Commission Exécutive de la MDPH,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.),

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles (C.A.S.F.),

Vu la délibération du Conseil Départemental du 16 décembre 2022 autorisant la signature de la présente convention,

Vu la délibération de la Commission Exécutive du Groupement d'Intérêt Public Maison Départementale des Personnes Handicapées de la Vienne du XX/XX/2023 autorisant la signature de la présente convention,

Vu la convention constitutive de la MDPH, en date du 19 décembre 2005 et notamment son article 11,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités de participation du Département de la Vienne au fonctionnement de la MDPH pour l'année 2023.

Article 2 : moyens alloués

L'annexe 1 à la convention constitutive du GIP est rédigée comme suit pour 2023 :

1/ Moyens financiers :

Le Département de la Vienne apporte au GIP une contribution financière de 563 000 € pour :

a) Le financement de 10,5 équivalents temps plein (ETP) :

- 1 ETP de médecin (deux postes à temps partiel),
- 1 ETP de coordinateur de l'équipe pluridisciplinaire,
- 2 ETP d'ergothérapeutes,
- 1 ETP pour le secrétariat de l'équipe pluridisciplinaire,
- 0,5 ETP d'infirmier,
- 1 ETP de secrétariat de direction,
- 1 ETP de technicien informatique,
- 2 ETP de gestionnaire de dossiers.
- 1 ETP d'assistante sociale

b) Les frais liés à la fabrication de la CMI (**C**arte **M**obilité **I**nclusion) :

Le Département prend en charge les frais de fabrication des CMI, dont le coût est estimé pour l'année 2023 à 23 000 €.

2/ Moyens humains

Mise à disposition de personnel (coût salarial annuel estimé à 218 396 € pour l'année 2023) :

- 1 poste à temps plein pour la fonction de directeur,
- 0,8 ETP de médecin coordinateur,
- 1 poste à temps plein d'accueil.

3/ Locaux

Mise à disposition gratuite de 983m² de bureaux au 39 rue de Beaulieu à Poitiers (loyer estimé à 117 960€).

Pour information, Qualyse (ex LASAT) occupe également 63m² (les frais pris en charge par ce dernier pour l'occupation de ces locaux font l'objet d'une convention particulière).

Les parties communes au Département de la Vienne et à la MDPH représentent 349m² (3 salles de réunion situées au 1^{er} étage, escaliers, ascenseur, circulation, paliers...).

4/ Equipement et matériel

Maintenance du logiciel IODAS mis à disposition de la MDPH (coût estimé : 23 520 €).

5/ Autres prestations de services et équipement

Le Département prend en charge directement les dépenses de fonctionnement courantes liées à l'activité de la MDPH à savoir :

- eau, gaz, assainissement, électricité, chauffage,
- ascenseur,
- porte automatique,
- espaces verts,
- assurance dommages aux biens,
- affranchissement,
- téléphonie – internet,
- entretien des locaux (ménage) occupés par la MDPH, les services du Département ainsi que les parties communes (salles de réunion, ascenseurs, vitres, circulations et paliers....)
- accueil téléphonique par la plate-forme « Vienne Infos Sociales », cette prestation étant évaluée à 1,8 ETP.

Article 3 : Modalités de paiement

Le Département de la Vienne versera une subvention de 563 000 € à la MDPH en une seule fois dès la signature de la présente convention, dans les délais comptables en vigueur.

Le cas échéant, si en fin d'année 2023 la MDPH ne dispose pas de la trésorerie nécessaire pour faire face aux deux premiers mois de son fonctionnement de 2024, en attente de la signature par les parties de la nouvelle convention annuelle, un acompte pourra être versé dès janvier 2023, à hauteur de 25% de la subvention de 2022.

Le Département se libérera des sommes dues par virement administratif sur le compte bancaire ouvert au nom du bénéficiaire.

Le comptable assignataire des paiements est le Payeur départemental de la Vienne.

Article 4

La présente convention est conclue pour l'année 2023.

Toute modification en cours d'année fera l'objet d'un avenant convenu entre les parties.

Article 5 : Litiges

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, celui-ci sera porté devant le Tribunal Administratif de Poitiers.

Fait à Poitiers en deux exemplaires originaux, le

La Présidente de la Commission Exécutive
de la Maison Départementale des
Personnes Handicapées de la Vienne,

Le Président du Conseil Départemental,

Valérie DAUGE

Alain PICHON

Détail des mises à disposition de moyens par le Département auprès de la MDPH

Eau, assainissement, gaz	13 928,13 €	*
Maintenance et vérifications périodiques des installations (Porte automatique, ascenseur, sécurité incendie, installation gaz, électricité, colonnes sèches)	3 287,63 €	*
Espaces verts	2 122,08 €	*
Assurance dommage aux biens	507,60 €	*
Affranchissement	78 448,74 €	**
Téléphonie – internet	1 289,87 €	***
Logiciel Iodas	23 520,00 €	
VIS	63 307,00 €	
Mise à disposition locaux	117 960,00 €	*
Temps agent informatique	26 229,00 €	
Chauffage	30 000,00 €	*
Accéo interprétariat	505,10 €	
Convention MAD Agents	218 396,00 €	
TOTAL	579 501,15 €	

Légende

* données estimatives en cours de consolidation

** en raison d'une attaque virale sur nos outils informatiques, les données certaines sont sur 6 mois et correspondent à la période juillet - décembre proratisées sur 12 mois

***en raison d'une attaque virale sur nos outils informatiques, les données sont certaines sur 8 mois - proratisées sur 12 mois

REUNION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU 16 DECEMBRE 2022 - BUDGET PRIMITIF

COMMISSION PERSONNES AGEES, PERSONNES HANDICAPEES
Direction Générale Adjointe des Solidarités
Direction de l'Autonomie

RAPPORT DU PRESIDENT

POLITIQUE HANDICAP : BP 2023

1) Périmètre d'intervention de la politique publique

Le Département de la Vienne mène une politique volontariste à destination des personnes en situation de handicap. Il y consacre plus de 10% de son budget global. L'offre d'accompagnement vise à apporter une réponse diversifiée en adéquation avec le besoin de chaque usager.

C'est par la transformation de son offre, engagée depuis plusieurs années, qu'il tend à sécuriser les parcours quel que soit le lieu de vie choisi et surtout à garantir à chaque personne un accompagnement souple modulaire et construit au regard de ses attentes, favorisant sa pleine participation à la vie sociale.

Doté de structures médico-sociales dont la couverture géographique s'étend sur l'ensemble du territoire, le Département s'engage de façon partenariale à un travail de coopération et transversal au profit de l'ensemble des usagers.

Réelle marque d'engagement, le Département souhaite s'inscrire dans la continuité des travaux menés lors de la première édition des Etats Généraux du Handicap tenus le 28 septembre 2022 en renouvelant annuellement cette journée. Les enjeux du « aller vers » et de l'interconnaissance ont permis de poser les fondations des améliorations à venir. En outre, la volonté des resserrer les liens avec la Maison Départementale des Personnes Handicapées fera sans nul doute jaillir une lisibilité des dispositifs et une simplification d'accès.

2) Grandes orientations pour le budget 2023

Le paysage du médico-social, et notamment le champ du Handicap, se transforme pour apporter une offre en adéquation avec les besoins des usagers. Sous l'impulsion du Département, des solutions innovantes émergent. L'accompagnement des personnes en situation de handicap se décline au travers différentes propositions qui se traduisent par les constats chiffrés détaillés ci-après dans ce rapport.

De ce fait, indépendamment de ses propres orientations politiques, le Département applique les nouvelles modalités imposées par l'Etat en matière de revalorisations salariales, différenciées en fonction des filières et subit le manque de lisibilité des compensations en la matière, devant réagir au coup par coup.

De plus, le Département applique les décisions en matière de tarif « plancher » fixé à 23€ pour les services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) et organise la répartition de la dotation qualité entre les gestionnaires par appel à candidature.

En outre, dans l'objectif de considérer la situation des personnes handicapées et de favoriser une réponse adaptée en fonction de chaque projet de vie, le Département intègre dans sa politique l'augmentation des ouvertures de places dans les structures adaptées.

C'est à ce titre que le Département agit sur plusieurs leviers :

- Il poursuit l'adaptation de l'offre en direction des jeunes en aménagement CRETON en continuant de créer 6 places de foyers de vie, à compter du 1^{er} juillet 2023 et 8 places de SAVS en année pleine pour 2023,
- Il renforce l'intégration des personnes handicapées vieillissantes dans les résidences-autonomie en facilitant leur intégration et en leur réservant des places d'aide sociale,
- Il prend en compte les nouveaux bénéficiaires de la prestation de compensation de handicap et l'évolution de ses caractéristiques,
- Il diversifie son offre en apportant son concours au développement de l'Habitat Inclusif, apportant ainsi une réponse plurielle et en adéquation avec le projet de vie de chaque personne,
- Il impulse la coopération des acteurs du secteur en poursuivant des Etats Généraux du Handicap annuellement,
- Il structure et modernise les « outils » de son périmètre.

3) Synthèse budgétaire par programme

PROGRAMME	FONCTIONNEMENT		
	CA 2021	BP 2022	PROPOSITION 2023
Aides à domicile	12 541 000 €	12 539 000 €	14 053 000 €
Hébergement PH	34 171 000 €	33 606 000 €	34 538 000 €
MDPH	1 015 000 €	1 141 000 €	1 582 000 €
Subventions spécifiques PH	9 000 €		8 000 €
Frais de gestion PH	49 000 €	50 000 €	47 000 €
Total Personnes handicapées	47 785 000 €	47 336 000 €	50 228 000 €

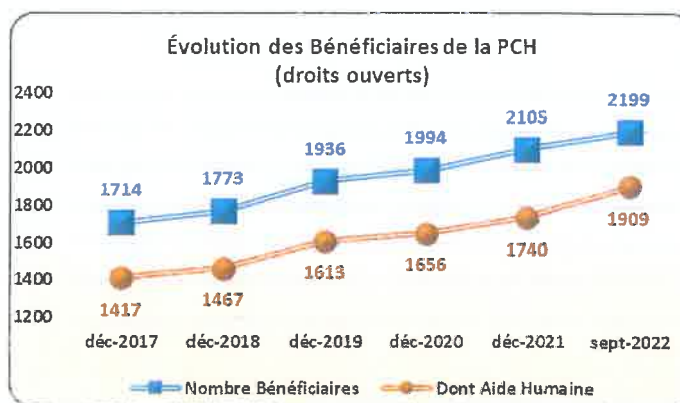
Au total, les crédits de fonctionnement proposés pour 2023 s'élèvent à **50 228 000 €** en dépenses soit +6,11% par rapport au BP 2022 (47 336 000 €) et de **9 908 400 €** en recettes, soit +17,98% par rapport au BP 2022 (8 398 000 €).

4) Présentation détaillée par programme ou dispositif

a) Aides à domicile

Au 30 septembre 2022, 2 433 personnes en situation de handicap bénéficient d'une aide du Département à leur domicile :

- 85 au titre de l'Allocation Compensatrice pour Tierce Personne (ACTP) : cette allocation ne peut plus en effet être délivrée à de nouveaux bénéficiaires et est soumise à un droit d'option avec la Prestation de Compensation du Handicap (PCH) au fur et à mesure des renouvellements,
- 149 pour l'aide-ménagère et pour l'aide aux repas qui sont des prestations d'aide sociale conditionnées à un barème de ressources,
- 2 199 au titre de la PCH dont 1 909 au titre de l'aide humaine.



De décembre 2021 à septembre 2022, on note une augmentation du nombre total de bénéficiaires de la PCH : +94 bénéficiaires en 9 mois soit + 4,46%. Par ailleurs, le montant moyen du plan d'aide a aussi fortement progressé, passant de 575€ à 609€.

Il est comptabilisé au 30 septembre 2022, 407 forfaits surdité contre 376 au 30 septembre 2021 et 123 forfaits cécité contre 101 en septembre 2021.

Il faut noter que le mode d'intervention le plus fréquent auprès des personnes handicapées au titre de la PCH relève de l'emploi direct (54% des interventions).

S'agissant de l'enveloppe globale consacrée au domicile, elle s'élève **14 053 000 €**. Elle intègre l'évolution du nombre de bénéficiaires de la PCH, l'augmentation des bénéficiaires du forfait surdité, la hausse du plan d'aide moyen, ainsi que l'augmentation de projets d'aménagements de l'habitat lié au vieillissement et la mise en œuvre du volet parentalité, déjà valorisé en 2022.

Egalement, elle tient compte des revalorisations salariales (Avenant 43) des Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD) du secteur associatif complétées de celles des CCAS (SEGUR) compensés à 50% par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA). De plus, elle consacre un volet au déploiement de la dotation qualité pour l'ensemble des SAAD qui seront sélectionnés à l'issue de l'appel à candidatures (10 en 2023 avec une montée en charge progressive pour l'ensemble des services habilités ou non à l'aide sociale d'ici 2030 maximum). 100% des sommes seront compensées par la CNSA.

De plus, il est proposé d'intégrer l'application d'un taux directeur de 1,5% sur le tarif horaire PCH dans l'évolution du tarif plancher qui évolue de 22€ par heure à 23€ en 2023. Cette hausse sera compensée à 100% par la CNSA.

S'agissant de l'habitat inclusif, 4 projets déjà ouverts (AFTC, UDAF, ADMR et APSA) continuent à être soutenus via l'aide à la vie partagée et 10 nouveaux projets verront le jour dans une programmation échelonnée de 2023 à 2029. Le financement est porté à hauteur de 80% par la CNSA et 20% restent à charge du Département.

b) Hébergement Personnes Handicapées (PH)

Avec 45 foyers d'hébergements d'Etablissements et Service d'Aide par le Travail (ESAT), foyers de vie ou foyers d'accueil médicalisés, sections annexes et services d'accompagnement (cf. annexes 1 et 2), le Département compte au 30 septembre 2022, 1 107 personnes handicapées accueillies réparties sur le territoire. Concernant l'accueil familial, on compte, au 30 septembre 2022, 166 familles d'accueil pour 391 places.

Le montant global réservé à l'hébergement pour personnes handicapée s'élève à **34 538 000 €**

La quasi-totalité des gestionnaires a signé un Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) fixant la progression de leur budget pour une durée de 5 ans ; pour certains CPOM, il est renvoyé au taux directeur voté par l'Assemblée Départementale.

Pour 2023, il est proposé un taux directeur de 1.5 % avec prise en compte de la hausse du coût de la vie, y compris pour les Services d'Aide à la Vie Sociale (SAVS) et les Services d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés (SAMSAH).

Dans le cadre de la transformation de l'offre actée dans les CPOM sont prévus :

- la transformation partielle et progressive des Foyers d'Hébergement de Poitiers (ADAPEI) et d'Adriers (PEP), en Foyers de Vie ;
- le financement en année pleine de 6 places de Foyer de Vie autorisées en 2022 (APAJH Châtellerauld) pour jeunes avec autisme.

Dans le cadre du schéma des solidarités 2020-2024, il est prévu la création de :

- 30 places de foyers de vie sur 5 ans. Il est donc proposé de poursuivre ce développement pour apporter une réponse aux jeunes en aménagement CRETON, afin de leur permettre d'évoluer dans un environnement adapté à leur âge et de poursuivre leur vie de jeunes adultes. La création de 6 nouvelles places en foyer de vie renforce également la possibilité de proposer aux plus jeunes une place en Institut Médico-éducatif (IME) dès l'âge de 6 ans,
- 40 places de SAVS sur 5 ans. Il est donc proposé de poursuivre ce développement par la création de 8 places supplémentaires en 2023.

L'impact de l'ensemble des créations de places pour 2023 s'élève à 214 000 €.

De plus, les revalorisations des personnels soignants via le SEGUR 2 s'élèvent à 805 000 € et sont compensées à 100% via la CNSA. S'agissant des revalorisations dans le cadre de la conférence des métiers (mesures CASTEX), la filière socio-éducative impacte le budget 2023 à hauteur de 30%, soit + 69 000 €.

c) MDPH

L'action du Département consiste par ailleurs à financer la Maison Départementale des Personnes Handicapées.

Celle-ci, créée par la loi du 11 février 2005 sous la forme d'un Groupement d'Intérêt Public, est placée sous la tutelle administrative et financière du Conseil Départemental.

Disposant d'un budget propre, la MDPH fonctionne grâce aux subventions et mises à disposition de moyens humains et matériels du Département et de l'Etat.

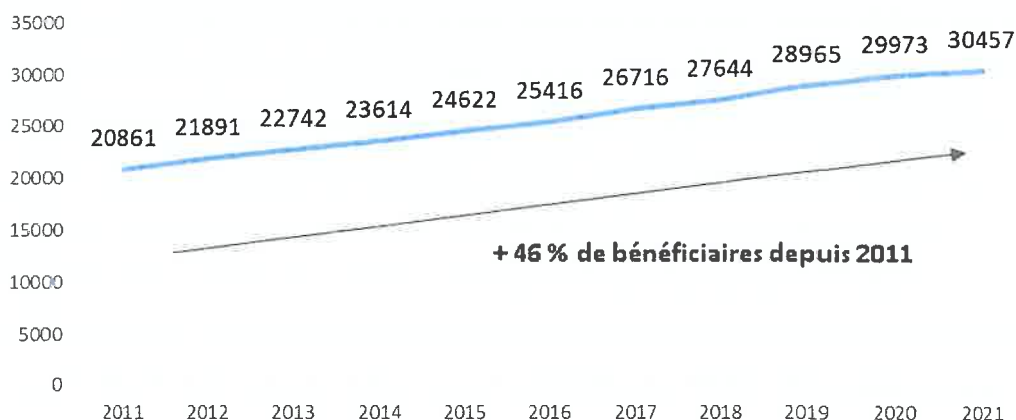
Ses missions sont multiples et visent à informer, accueillir, aider les personnes concernées et leurs familles à la formulation des projets de vie, évaluer pour compenser le handicap, décider des moyens de compensation et participer au suivi leur mise en œuvre.



S'agissant du public accompagné, au 31 décembre 2021, 30 457 personnes sont identifiées dans le système d'information de la MDPH avec un droit reconnu au titre d'au moins un dispositif en faveur des personnes en situation de handicap, représentant 7% de la population du Département (437 368 habitants, source INSEE recensement population 2019).

La progression globale du public connu de la MDPH entre 2020 et 2021 est de 1,6% (+484 bénéficiaires). Cette progression est appelée à se poursuivre.

Evolution des bénéficiaires de droits ouverts - MDPH 86



La proposition d'enveloppe consacrée à la MDPH s'élève à **1 582 000 €**. Elle se détaille de la manière suivante :

a. Le versement d'une subvention pour le fonctionnement de la MDPH

Afin d'assurer l'équilibre du budget 2022 de la MDPH, une subvention du Département à hauteur de 583 000 € a été nécessaire. Celle-ci se décompose comme suit :

- l'attribution d'une subvention initiale d'équilibre à hauteur de 493 000 € approuvée par délibération du Conseil Départemental du 17/12/2021 ;
- l'attribution d'une subvention complémentaire de 90 000 € approuvée par délibération du Conseil Départemental du 19/09/2022 actée à l'occasion de la décision budgétaire modificative n°2. Celle-ci a été rendue nécessaire du fait de la réponse négative de l'Etat aux sollicitations relatives :
 - aux demandes de compensation financière des personnels de l'Etat, mis à disposition de la MDPH et absents (à hauteur de 18 000 €),
 - aux demandes de révisions du calcul des modalités de concours de la CNSA à la MDPH, celles-ci défavorisant du fait d'un effet de seuil très important le département de la Vienne (à hauteur de 150 000 €) et le concours à la MDPH étant écrêté (à hauteur de 40 000 euros).

Par ailleurs, une subvention de 80 000 euros a été attribuée à l'occasion de la décision modificative n° 2 afin de financer le remplacement d'un agent du Département, mis à disposition de la MDPH et absent sur une longue période.

Pour le budget 2023, il est proposé d'augmenter la subvention initiale (approuvée en décembre 2021) à hauteur de 70 000 € pour la porter à 563 000 euros afin de permettre en partie l'équilibre du budget de la MDPH à personnel constant (cf. annexe 3).

En parallèle, afin de permettre l'équilibre total du budget de la MDPH, l'Etat et la CNSA seront à nouveau sollicités pour l'augmentation de leurs subventions et concours afin :

- de répondre aux problématiques évoquées ci-dessus,
- de financer l'augmentation de la valeur du point d'indice ainsi que l'inflation,
- de financer l'ensemble des évolutions des outils et missions confiées aux MDPH (cf impact important du nouveau système d'information entraînant une diminution significative du nombre de situations pouvant être évaluées quotidiennement – passage de 25 avant 2020 à 18 depuis ; déploiement des communautés 360 etc.).

b. La participation au financement du déploiement de la Gestion Electronique des Documents – volet numérisation des dossiers des usagers

La MDPH porte le projet de déployer une Gestion Electronique des Documents (GED) à travers :

- d'une part l'acquisition d'un logiciel de GED (porté par la Direction de la Transition Numérique du Département),
- d'autre part le recrutement d'un prestataire extérieur aux fins de numérisation des dossiers papier des usagers (30 500 dossiers avec un droit en cours pour une estimation totale de 50 000 dossiers papier) – porté par la DGAS.

Ce projet est subventionné par la CNSA et a fait l'objet d'une délibération de la Commission Permanente en date du 28 novembre 2022 (adoption de la convention entre la CNSA, le Département et la MDPH).

Le coût estimatif de la numérisation des dossiers des usagers s'élève à 335 000 € et est compensé par la CNSA à hauteur de 144 948 €.

Il s'agit d'une opération d'ampleur mais à réaliser une seule fois. Dès lors, elle ne constituera pas une dépense de fonctionnement récurrente.

	BP 2022	CA prévisionnel 2022	Projet de BP 2023
Reversement du CD à la MDPH du concours versé par la CNSA au CD pour la MDPH	648 000 €	686 858,83 €	648 000 €
Subvention de fonctionnement à la MDPH	493 000 €	663 000 €	563 000 €
Déploiement de la GED			335 000 €

d) Subventions spécifiques PH

Afin d'accompagner la mise en place d'aides techniques dédiées particulièrement aux personnes en situation de handicap bénéficiaires de la PCH de moins de 60 ans, le Département complète le dispositif Vienne Autonomie Services lié à la Conférence des Finances de la Prévention de la Perte d'Autonomie, dont les aides sont habituellement fléchées vers les personnes âgées en perte d'autonomie. Ce sont 7 776 € qui sont réservés dans le budget à cet effet.

e) La suite de la démarche initiée à l'occasion des Etats Généraux du Handicap (EGH)

Afin de poursuivre le travail engagé à l'occasion de la journée du 29 septembre 2022, le cabinet recruté pour accompagner le Département dans l'organisation de la démarche va réaliser un travail prospectif, à l'attention de l'exécutif départemental, afin d'étudier la faisabilité des propositions issues des EGH (envisager l'ensemble des pistes d'actions possibles et détailler les objectifs recherchés, les moyens d'atteindre les objectifs etc.).

Ce travail sera présenté à l'assemblée départementale courant du 1er semestre 2023 afin que celle-ci puisse acter les chantiers retenus, les prioriser et choisir pour chacun les

modalités de travail pour leur mise en œuvre (ex : constitution d'un groupe de personnes concernées pour réfléchir à la mise en œuvre d'un ou plusieurs chantiers).
Une restitution de l'ensemble sera organisée à l'attention des participants à la journée du 29 septembre 2022 selon des modalités restant à définir.

■ ■
■

Je vous propose au titre du budget primitif 2023 relatif à la politique publique Handicap :

- d'inscrire des crédits de paiement pour 50 228 000 euros en fonctionnement,
- de prévoir des recettes à hauteur de 9 908 400 euros en fonctionnement,
- d'attribuer une subvention de 563 000 euros à la Maison Départementale des Personnes Handicapées pour son fonctionnement 2023,
- de m'autoriser à signer la convention, jointe en annexe 3, entre la Maison Départementale des Personnes Handicapées et le Département pour l'année 2023 relative au versement de la subvention de fonctionnement 2023.

■ ■
■

Je vous invite à délibérer sur ce dossier.

CREDITS A INCRIRE AU PROJET DE BP 2023

FONCTIONNEMENT	CHAPITRE	NATURE	LIBELLE	Personnes handicapées
	011	61	Services Extérieurs	41 000,00 €
		62	Autres Services Extérieurs	5 000,00 €
	012	6218	Autre Personnel Extérieur	1 000,00 €
	014	74	Autres	684 000,00 €
	65	65	Autres Charges d'Activité	49 457 000,00 €
	67	67	Charges Exceptionnelles	40 000,00 €
			TOTAL DES CHARGES	50 228 000,00 €
	74	74	Dotations et Participations	5 933 400,00 €
	75	75	Autres Produits d'Activité	3 975 000,00 €
			TOTAL DES PRODUITS	9 908 400,00 €

Le rapport 10.

10. Avenant à la convention relative à la délégation d'accompagnement de l'accueil familial des personnes en situation de handicap (PH) et mixte (PA/PH)

Valérie DAUGE : Le rapport 10, Président, est un avenant à la convention relative à la délégation de l'accompagnement de l'accueil familial des personnes en situation de handicap et mixte. Un dispositif d'accueil familial qui est une forme intermédiaire entre le domicile et les établissements. Cet accompagnement porte à la fois sur les pratiques professionnelles des accueillants familiaux et sur le suivi des accueillis. Actuellement, nous comptons 169 familles d'accueil dans le département de la Vienne. Une convention arrive à échéance et doit être revue avec plusieurs partenaires. La liste vous est jointe à la délibération et je vous propose donc à travers ce rapport de nous proposer de signer un avenant.

Alain PICHON : Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Des avis contraires ? Des abstentions ? C'est adopté.

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

**DELIBERATION DU CONSEIL
DEPARTEMENTAL**

Séance du 16 décembre 2022

**AVENANT A LA CONVENTION RELATIVE A LA DELEGATION
D'ACCOMPAGNEMENT DE L'ACCUEIL FAMILIAL DES PERSONNES EN SITUATION
DE HANDICAP (PH) ET MIXTE (PA/PH)**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

La Commission Personnes Agées, Personnes Handicapées s'étant réunie,

Le Conseil Départemental de la Vienne, en séance publique le 16 décembre 2022 à l'Hôtel du Département à Poitiers, le quorum étant atteint, Marie-Jeanne BELLAMY ne prenant pas part à la délibération pour PROGECAT,

Au bénéfice des considérations mentionnées dans le rapport,

Après en avoir délibéré et voté,

DECIDE d'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer l'avenant type, joint en annexe, prolongeant la durée des conventions relatives à l'accompagnement de l'accueil familial des personnes en situation de handicap conclues avec les six gestionnaires suivants : APAJH 86 (Association Pour Adultes et Jeunes Handicapés), ADAPEI 86 (Association Départementale des Amis et Parents d'Enfants Inadaptés), PROGECAT (Promotion et Gestion d'un Centre d'Aide par le Travail), ESAT (Etablissement et Service d'Aide par le Travail), ESSOR, ABSA (Association de Bienfaisance de Sèvres-Anxaumont) et ADPEP (Association Départementale des Pupilles de l'Enseignement Public), pour une durée d'un an du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023.

ADOPTÉ

Le Président du Conseil Départemental,



Alain PICHON

Date de télétransmission au Contrôle de Légalité	20/12/2022
Identifiant de la télétransmission	086-228600011-20221216-000000000006981-DE
Date de publication	22/12/2022

Avenant n° 1

à la convention relative à la délégation d'accompagnement de l'accueil familial des personnes en situation de handicap (PH) et mixtes (PA/PH)

Entre d'une part,

Le Département de la Vienne, dont le siège est situé place Aristide Briand, CS 80319, 86008 Poitiers Cedex, représenté par le Président du Conseil Départemental, Monsieur Alain PICHON, désigné ci-après comme « le Département »,

Et d'autre part,

L'Association XXXX, dont le siège est situé ...XXX....., représenté par...XXX...

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.),

VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L 441-1 à L 444-9 portant sur les accueillants familiaux et les modalités d'agrément,

VU la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement, et notamment son article 56 modifiant des conditions de l'accueil familial,

VU la délibération du Conseil Départemental du 1^{er} juillet 2021 relative aux délégations de compétence à la Commission Permanente,

VU la délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental du 24 juin 2022 autorisant la signature de la convention,

VU la délibération du Conseil Départemental du 16 décembre 2022, relative au Budget Primitif 2023, autorisant la signature du présent avenant,

VU la convention n°..... relative à la délégation d'accompagnement de l'accueil familial des personnes en situation de handicap et mixtes, signée le , ci-après dénommée « la Convention »,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet de prolonger la durée de la Convention établie jusqu'au 31 décembre 2022.

Article 2 : Durée de la convention

Les dispositions de l'article 7 de la convention « DUREE DE LA CONVENTION » sont rédigées comme suit :

« La présente convention est conclue du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023.

Elle pourra être modifiée par voie d'avenant. ».

Article 3 : Dispositions finales

Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

Fait en 2 exemplaires originaux,

A Poitiers, le ,

Le Président du Conseil Départemental
de la Vienne,

Alain PICHON

La/Le Président(e),

XXXXXXXXXX

REUNION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU 16 DECEMBRE 2022 - BUDGET PRIMITIF

COMMISSION PERSONNES AGEES, PERSONNES HANDICAPEES

Direction Générale Adjointe des Solidarités

Direction de l'Autonomie

RAPPORT DU PRESIDENT

AVENANT A LA CONVENTION RELATIVE A LA DELEGATION D'ACCOMPAGNEMENT DE L'ACCUEIL FAMILIAL DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP (PH) ET MIXTE (PA/PH)

Le dispositif d'accueil familial de personnes âgées ou de personnes handicapées adultes à titre onéreux est une forme intermédiaire d'accueil entre le maintien à domicile et l'établissement. Il est organisé par le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF).

Le Département a la responsabilité de la mise en œuvre de ce dispositif à travers la gestion des agréments, le contrôle de l'activité des accueillants familiaux et le suivi des accueillis assuré par le Pôle Accueil Familial (pôle AF) de la Direction Générale Adjointe des Solidarités.

Le Département a choisi de déléguer l'accompagnement de l'accueil familial des personnes handicapées et mixtes (personnes âgées et personnes en situation de handicap) à des associations et services spécialisés implantés sur l'ensemble du territoire départemental. Cet accompagnement porte à la fois sur la pratique professionnelle des accueillants familiaux et sur le suivi des accueillis.

Actuellement, on compte 169 familles d'accueil dans le Département de la Vienne. Les Services d'Accueil Familial (SAF) en accompagnent 128 (moyenne sur l'année 2021). Cette activité globale est cohérente avec l'allocation des moyens.

Les conventions relatives à cette délégation d'accompagnement familial des personnes en situation de handicap établies depuis 2001 avec l'APAJH 86 (Association Pour Adultes et Jeunes Handicapés), l'ADAPEI 86 (Association Départementale des Amis et Parents d'Enfants Inadaptés), PROGECAT (Promotion et Gestion d'un Centre d'Aide par le Travail), l'ABSA (Association de Bienfaisance de Sèvres-Anxaumont), l'ADPEP (Association Départementale des Pupilles de l'Enseignement Public) et, depuis 2002, avec l'ESAT (Etablissement et Service d'Aide par le Travail) ESSOR du Centre Hospitalier Henri Laborit et dont les derniers renouvellements ont été conclus successivement pour la période du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2022 puis du 1^{er} juillet 2022 au 31 décembre 2022, arrivent à échéance.

Le bilan des conventions 2020/2022 :

Le travail mené par la coordination des SAF gérée par l'APAJH 86 a permis d'obtenir une répartition sectorielle plus équitable : 5,53 Equivalents Temps Plein pour 6 territoires dans le Département de la Vienne.

Durant ces deux années, ces conventions ont permis de tendre vers une culture commune entre le Pôle Accueil Familial et les Services d'Accueil Familial. Diverses procédures ont été réalisées (définition de l'accueil familial pour les personnes en situation de handicap, fiche de poste des accompagnateurs, simplification de la fiche de liaison accueillant/accueilli, formalisation de la procédure d'urgence et de la mise en demeure...).

De plus, un travail a été développé pour améliorer l'accompagnement des personnes handicapées en attente de place, avec le suivi des places disponibles chez les familles d'accueil, par secteur. Un document actualisé permet de connaître en temps réel le nombre de demandes d'accueil en attente.

La mise en place de la coordination a des effets positifs sur l'organisation de l'accueil familial, et sa pertinence est reconnue par les six associations gestionnaires.

Prolongation d'un an des conventions :

Dans l'attente de la signature du Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) tripartite ARS – Département – associations, il est proposé de proroger d'un an les conventions de délégation de gestion par avenant, dont un modèle-type est joint en annexe.

Je vous propose de m'autoriser à signer l'avenant type, joint en annexe, prolongeant la durée des conventions relatives à l'accompagnement de l'accueil familial des personnes en situation de handicap conclues avec les six gestionnaires suivants : APAJH 86 (Association Pour Adultes et Jeunes Handicapés), ADAPEI 86 (Association Départementale des Amis et Parents d'Enfants Inadaptés), PROGECAT (Promotion et Gestion d'un Centre d'Aide par le Travail), ESAT (Etablissement et Service d'Aide par le Travail) ESSOR, ABSA (Association de Bienfaisance de Sèvres-Anxaumont) et ADPEP (Association Départementale des Pupilles de l'Enseignement Public), pour une durée d'un an du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023.

■ ■
■

Je vous invite à délibérer sur ce dossier.

Le rapport 11, Valérie.

11. Convention Vienne Autonomie Services 2023

Valérie DAUGE : Il s'agit de la convention Vienne autonomie service 2023 gérée par la mutualité de la Vienne. Là aussi, nous en faisons quand même notre fierté puisque vous n'avez peut-être pas cette information : nous ne sommes que deux dans la région Nouvelle-Aquitaine à avoir ce genre de dispositif dont le département de la Vienne. Je pense que nous pouvons nous réjouir de ce service qui permet un accès aux équipements aide technique et individuelle sur des personnes qui ont plus de 60 ans et qui sont bénéficiaires de l'APA ou de la prestation de compensation du handicap. Nous mettons à disposition ces matériels et nous réattribuons des aides techniques. Cela permet de limiter le coût, une efficience de l'utilisation des aides, une résolution des problèmes d'évaluation. C'est une vraie économie circulaire qui correspond à un réel besoin. Je pense qu'une fois que nous aurons l'espace Vienne autonomie, ce que nous appelons la « Technicothèque » sera implantée dans cette structure. Je pense qu'il y aura une grosse montée en charge à prévoir parce que comme ils seront implantés vraiment au cœur de ce site unique, les usagers auront bien identifié ce dispositif. Il nous faut une dotation de 7 800 € d'inscription au budget primitif. Là, c'est pour la prestation de compensation du handicap et nous devons revoir la convention pour l'année prochaine.

Alain PICHON : Absolument. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Des avis contraires ? Des abstentions ? C'est adopté. Merci Valérie.

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

DELIBERATION DU CONSEIL
DEPARTEMENTAL

Séance du 16 décembre 2022

CONVENTION VIENNE AUTONOMIE SERVICES 2023

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
 La Commission Personnes Agées, Personnes Handicapées s'étant réunie,
 Le Conseil Départemental de la Vienne, en séance publique le 16 décembre 2022 à l'Hôtel du Département à Poitiers, le quorum étant atteint,
 Au bénéfice des considérations mentionnées dans le rapport,
 Après en avoir délibéré et voté,

DECIDE :

- d'individualiser, sur la dotation de 7 800 € inscrite au budget primitif, un montant de 7 776 € correspondant à la part Département pour les bénéficiaires de la Prestation de Compensation du Handicap (PCH),
- d'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer la convention N°CONV 2023-C-DGAS-DA-SSP-0001 relative à l'octroi d'une subvention pour le fonctionnement d'un service dit de « technicothèque » nommé « Vienne Autonomie Services » avec la Mutualité Française Vienne SSAM dans la limite du fonds relatif à l'accès aux équipements et aux aides techniques individuelles versé par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA), au titre de 2023, jointe en annexe 2.

ADOPTÉ

Le Président du Conseil Départemental,



Alain PICHON

Date de télétransmission au Contrôle de Légalité	20/12/2022
Identifiant de la télétransmission	086-228600011-20221216-0000000000006980-DE
Date de publication	22/12/2022



**CONVENTION
N°2023- C-DGAS-DA-SSP-0001**

**Relative au dispositif « Vienne Autonomie Services »
visant à faciliter l'accès aux aides techniques**

ENTRE :

Le Département de la Vienne, ayant son siège Place Aristide Briand – CS 80319 – 86008 POITIERS Cedex, représenté par M. Alain PICHON, Président du Conseil Départemental de la Vienne, et dénommé ci-après « le Département »,

ET :

Le Groupement d'Intérêt Public (GIP) Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH), 39 rue de Beaulieu – 86000 POITIERS, représentée par Mme Valérie DAUGE, Présidente du GIP MDPH et dénommé ci-après « la MDPH »,

d'une part,

ET :

La Mutualité Française Vienne ayant son siège 60-68 rue Carnot – CS 30209 – 86005 Poitiers Cedex, représentée par Mme Noémie LACHAUD, Présidente, et dénommée ci-après « le bénéficiaire »,

d'autre part,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (C.A.S.F.),

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.),

VU la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'Adaptation de la Société au Vieillessement (ASV),

VU la délibération du Conseil Départemental du 16/12/2022 relative au budget primitif 2023, autorisant la signature de la présente convention,

VU la délibération de la Commission Exécutive de la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH) du 28 novembre 2022 autorisant à signer la présente convention,

VU la décision de la CFPPA du 1^{er} décembre 2022 adoptant le nouveau programme coordonné de financement pour la période 2023-2025,

VU la convention N° 2021 C-DGAS-DHV-SSP-0045 du 1^{er} octobre 2021,

VU le bilan de la précédente convention « dispositif visant à faciliter l'accès aux aides techniques » du 21 novembre 2022 présenté par le bénéficiaire,

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

La loi n°2015-1176 du 28 décembre 2015 relative à l'Adaptation de la Société au Vieillessement (ASV) a fait de la prévention de la perte d'autonomie et du maintien à domicile des personnes âgées l'un des objectifs majeurs de notre système de santé et de l'organisation du secteur médico-social et social.

Comme prévu par la loi ASV, la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie (CFPPA), dont la présidence est confiée au Président du Conseil Départemental, a été créée dans chaque département. Elle a été installée dans la Vienne le 23 juin 2016.

Cette instance vise à prévenir chez les personnes de plus de 60 ans la perte des capacités physiques et psychiques par le repérage des facteurs de risque afin de proposer des programmes de prévention adaptés ou le recours à des aides techniques.

Il a notamment été identifié la nécessité de développer un accompagnement spécifique des personnes en perte d'autonomie, qu'elle soit due au handicap ou à la vieillesse, pour leur permettre l'accès aux aides techniques dans l'optique de bien vivre à domicile. Ainsi, le Département de la Vienne a mis en place une expérimentation sur le modèle du Département du Maine-et-Loire. Cette expérimentation, d'une durée d'un an, a pris fin le 12 juillet 2019. Après une troisième année d'exécution du dispositif, la précédente convention a pris fin le 30 septembre 2021. Il convient donc, avec l'accord de toutes les parties à la convention, de poursuivre l'exécution du dispositif dont le fonctionnement s'avère satisfaisant.

Ce dispositif répond à plusieurs enjeux :

- améliorer le maintien et la qualité de vie au domicile par le recours aux aides techniques individuelles,
- faciliter l'accès aux aides techniques en faisant l'avance de fonds et en personnalisant les modalités de remboursement,
- diminuer les délais entre la préconisation et l'accès aux aides techniques,
- favoriser la prise en main et un usage conforme de l'aide technique,
- apporter un soutien administratif, logistique et technique pour accéder rapidement à l'aide technique sous forme temporaire ou définitive. Le bénéficiaire de l'aide technique est invité à restituer l'aide lorsqu'il ne l'utilise plus, ou qu'elle n'est plus adaptée,
- réattribuer une aide technique et diminuer les coûts supportés par la collectivité,
- connaître les aides techniques les plus préconisées et favoriser leur usage et leur diffusion.

Ce dispositif est un service proposé à la population de la Vienne, et s'insère dans le cadre plus global d'un « Espace Vienne Autonomie », projet inscrit dans le Schéma Départemental de l'Habitat 2017-2022 (fiche action 17) adopté par délibération du Conseil Départemental du 10 février 2017 et dans le schéma des solidarités 2020-2024, fiche action 1-3-2.

Ce projet d'ouverture d'un lieu-ressource public d'information, de conseil et de démonstration des solutions techniques, technologiques, domotiques et d'adaptation du logement a pour objectif de contribuer à prévenir ou compenser les difficultés d'autonomie des personnes âgées et porteuses de handicap tout en facilitant l'accompagnement des aidants.

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir le montant et les engagements respectifs des parties signataires quant à l'organisation du dispositif visant à faciliter l'accès aux aides techniques.

Le bénéficiaire s'engage à mettre en place et réaliser le dispositif visant à faciliter l'accès aux aides techniques aux personnes bénéficiaires de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA, GIR 1 à 4) et aux personnes bénéficiaires de la Prestation de Compensation du Handicap (PCH) qui auront été orientées vers le dispositif.

Le volume de dossiers à prendre en charge lors de l'exécution de la présente convention a été estimé à 180 (160 concernant les personnes bénéficiaires de l'APA et 20 concernant les personnes bénéficiaires de la PCH).

Article 2 : Participations financières

Le Département accorde au bénéficiaire une subvention forfaitaire de **7776 €** pour la mise en œuvre du dispositif visé à l'article 1 ci-dessus.

Le Département, au titre du financement de la CNSA, accorde au bénéficiaire une subvention forfaitaire de **62 213 €** pour la mise en œuvre du dispositif visé à l'article 1 ci-dessus, sous réserve de la décision de la CFPPA à intervenir, concernant le renouvellement du présent dispositif.

Toutefois, dans le cas où tout ou partie de l'opération ou du programme ne serait pas réalisé, les subventions feront l'objet d'un réajustement ou d'un remboursement, conformément aux articles 9 et 10 de la présente convention.

Article 3 : Modalités de paiement

Chaque subvention sera versée en deux fois selon les modalités suivantes :

- 50 % (soit respectivement 3 888 € et 31 106,50 €) à la signature de la présente convention,
- 50 % (soit respectivement 3 888 € et 31 106,50 €) à la date de fin de la convention.

Le Département se libérera des sommes dues par virement administratif sur le compte bancaire IBAN FR76 1333 5004 0108 0018 8465 410 ouvert au nom du bénéficiaire.

Le comptable assignataire des paiements est le Payeur Départemental de la Vienne.

Article 4 : Durée de validité des crédits

La décision d'attribution des crédits pourra être annulée si les actions subventionnées n'ont pas reçu de commencement d'exécution avant le 31 mars 2023.

Les crédits engagés, mais non intégralement mandatés, pourront être annulés si l'action subventionnée n'est pas effectivement mise en place au 31 mars 2023, conformément à l'article 6 de la présente convention.

Article 5 : Suivi et évaluation

La mise en œuvre de la présente convention fera l'objet de deux rapports d'évaluation établis par le bénéficiaire et remis au Département et à la MDPH avant le 30 avril 2023 pour le premier et le 30 novembre 2023 pour le second.

Ces rapports reprendront notamment la classification des aides techniques selon leur inscription sur la Liste des Produits et Prestations Remboursables (LPPR), la répartition par sexe, la répartition par GIR (1 à 4 et 5/6), la répartition par tranche d'âges des bénéficiaires (moins de 60 ans, 60-69 ans, 70-79 ans, 80-89 ans, 90 ans et plus), le total du nombre de bénéficiaires, le nombre d'aides attribuées, le coût moyen des aides techniques attribuées (selon qu'elles soient liées à l'APA ou à la PCH), le reste à charge moyen par bénéficiaire, le délai moyen d'attribution d'une aide technique ainsi qu'un bilan (intermédiaire puis final).

Ces rapports seront inclus dans les rapports à remettre par le Département à la CNSA avant le 30 juin 2024.

Le bénéficiaire s'engage à fournir au Département de la Vienne avant le 31 décembre 2023 tous les documents et pièces comptables justifiant de l'utilisation des fonds alloués, ces pièces étant réservées au seul ordonnateur.

Article 6 : Obligations du bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à :

- assurer l'exécution du dispositif visant à faciliter l'accès aux aides techniques, évoqué à l'article 1 ci-avant, pendant la durée de la présente convention,
- assurer le suivi de l'attribution des aides techniques concernées par le dispositif,
- participer aux réunions de l'équipe médico-sociale (EMS) « aides techniques » pour les bénéficiaires de l'APA,
- se mettre en relation avec l'évaluateur de la MDPH, référent de l'utilisateur, qui sera identifié sur le formulaire d'orientation vers le dispositif,
- transmettre au Département et à la MDPH les deux rapports prévus à l'article 5 ci-avant,
- fournir au Département, à la MDPH et à la CFPPA, sur demande et à tout moment, tous les éléments nécessaires à l'évaluation de la bonne réalisation des actions fixées par la présente convention,
- respecter la confidentialité des informations recueillies dans le cadre de cette expérimentation,
- respecter le libre choix de l'utilisateur concernant son fournisseur ou distributeur de matériel.

Le bénéficiaire s'engage à tenir une comptabilité conforme au plan comptable général.

Lorsque la subvention est supérieure à 23 000 € et qu'elle est affectée à une dépense déterminée (subvention sur opération), le bénéficiaire doit produire un compte rendu financier dans les six mois suivant la fin de l'exercice de l'opération, établi conformément à l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier prévu par l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Lorsque la subvention est attribuée à un organisme dont le budget est financé à plus de 50 % par le Département ou lorsque la subvention est supérieure à 75 000 €, l'organisme concerné doit fournir au Département copie de son bilan certifié conforme par le Président ou par le Commissaire aux Comptes lorsqu'il est assujéti à cette obligation (articles L. 2313-1-1 et R. 3313-6 du C.G.C.T.). Ces pièces sont réservées au seul ordonnateur.

La subvention ne sera définitivement acquise par le bénéficiaire qu'après production de ces pièces.

En outre, les organismes de droit privé (à l'exception des associations et fondations) ayant reçu annuellement de l'ensemble des autorités administratives une subvention supérieure à 153 000 € doivent déposer à la Préfecture du département où se trouve leur siège social, leur budget, leurs comptes, les conventions et le cas échéant, les comptes rendus financiers des subventions reçues (article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et décret n°2001-495 du 6 juin 2001).

Article 7 : Obligations du Département

Le Département s'engage à :

- recenser les besoins en aides techniques par les évaluateurs de l'équipe médico-sociale,
- présenter le dispositif objet de la présente convention aux bénéficiaires de l'APA,
- transmettre les éléments nécessaires à la prise en charge de la demande d'aide technique au bénéficiaire de la présente convention,
- verser le montant de l'APA et de la PCH « aide technique » au bénéficiaire de la présente convention,
- piloter le dispositif dans sa globalité,
- vérifier l'articulation des interventions des différents acteurs,
- proposer des réunions de concertation avec la MDPH et le bénéficiaire pour procéder aux ajustements nécessaires pendant la durée d'exécution de la présente convention.

Article 8 : Obligations de la MDPH

La MDPH s'engage à :

- recenser les besoins en aides techniques par les évaluateurs de l'équipe pluridisciplinaire,
- transmettre les évaluations des ergothérapeutes de la MDPH au bénéficiaire de la présente convention,
- présenter le dispositif objet de la présente convention aux bénéficiaires de la PCH,
- transmettre les éléments nécessaires à la prise en charge de la demande d'aide technique.

Article 9 : Contrôle du Département sur l'utilisation de la subvention

Conformément à l'article L 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales précisant que « toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée », le Département se réserve le droit d'exercer un contrôle sur pièces et sur place.

Article 10 : Mauvaise exécution

Si les sommes perçues ont été utilisées à des fins autres que celles faisant l'objet de la présente convention, le bénéficiaire sera tenu de reverser au Département, sur simple injonction de celui-ci, le montant correspondant à celles-ci.

Article 11 : Durée - modifications

La présente convention est conclue pour 12 mois, du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023, et s'applique aux dépenses relatives au dispositif Vienne Autonomie Services.

Elle sera définitivement close après la production des pièces mentionnées aux articles 5 et 6.

Elle pourra être modifiée par voie d'avenant convenu d'un commun accord entre les parties.

La subvention accordée au titre de la présente convention ne donne aucune garantie pour la continuité du financement ou l'octroi d'un autre financement en 2023 au titre de la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie.

Article 12 : Information - communication

Le bénéficiaire fera mention de la participation financière directe du Département et de celle attribuée au titre du concours financier de la CNSA, et fera figurer le logo-type du Département ainsi que celui de la CNSA et de la MDPH, sur tous les documents d'information et de communication relatifs à l'opération objet de la présente convention.

Article 13 : Modalités de résiliation

Le Département pourra, à tout moment et après envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception au bénéficiaire, résilier la présente convention s'il apparaît qu'une des clauses n'est pas respectée. Le Département se réserve alors le droit de suspendre le paiement de la subvention ou d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées. Un titre de recettes pourra être émis en tant que de besoin.

Article 14 : Litiges

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, celui-ci sera porté devant le Tribunal Administratif de Poitiers.

Article 15 : Traitement des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation relative aux données à caractère personnel traitées dans le cadre de la présente convention, notamment la loi n°78-17 et le Règlement (UE) 2016/679 dit RGPD.

A ce titre, l'annexe à la présente convention concernant notamment les données traitées, les finalités de traitement et les engagements des cocontractants, fait partie intégrante de la présente convention.

Fait à Poitiers en 3 exemplaires originaux, le

Le bénéficiaire,
La Présidente de la Mutualité Française
Vienne SSAM,

Le Président du Conseil Départemental,

Noémie LACHAUD

Alain PICHON

La Présidente du GIP MDPH,

Valérie DAUGE



Annexe 1 à la convention n° 2023-C-DGAS-DA-SSP-0001 relative au traitement des données à caractère personnel

Le bénéficiaire, sous-traitant au sens du RGPD, est autorisé à traiter pour le compte du Département et de la MDPH, responsables de traitement, les données nécessaires à la mise en œuvre des actions visées à l'article 6 de la présente convention.

Le traitement des données à caractère personnel dans le cadre de la présente convention (ci-après « les données ») a pour finalité l'accompagnement administratif, social et financier à l'acquisition d'aides techniques pour l'autonomie dans les actes de la vie des personnes âgées et des personnes handicapées :

- évaluation des besoins par un professionnel ergothérapeute,
- gestion administrative et financière des dossiers (élaboration d'un plan de financement, demande de prise en charge financière auprès des organismes financeurs, gestion du remboursement du reste à charge, facturation des frais de remise en état),
- aide à l'acquisition du matériel et à la prise en main,
- gestion des aides techniques d'occasion,
- participation financière au fonds destiné au financement des aides techniques de prêt,
- évaluation du service auprès des bénéficiaires,
- bilan et suivi statistiques anonymisés du dispositif à des fins de pilotage de l'action départementale.

La nature des opérations réalisées sur les données est la collecte, l'utilisation, la conservation et la transmission aux destinataires autorisés.

Les données sont en partie transmises par le Département (fiche d'orientation de l'équipe médico-sociale) ou par la MDPH (évaluation de l'ergothérapeute), complétées par le **bénéficiaire**. Elles concernent :

- l'identification des personnes,
- la situation familiale,
- des informations d'ordre économique et financier pour le calcul du taux de participation, de l'enveloppe APA et du dossier de financement le cas échéant,
- des données à caractère hautement personnel (difficultés sociales...),
- des données sensibles : GIR et difficultés liées à l'état de santé,
- le numéro d'identification national unique, dans le cadre d'une demande de financement.

Les catégories de personnes concernées sont les bénéficiaires de prestations sociales (Allocation Personnalisée d'Autonomie et Prestation de Compensation du Handicap).

Le bénéficiaire sollicite l'accord préalable et écrit du Département et de la MDPH avant tout recours éventuel à un autre sous-traitant pour mener des activités de traitement de données. Le bénéficiaire est responsable vis-à-vis du Département et de la MDPH de tout traitement non conforme effectué par un autre sous-traitant.

Lorsque le bénéficiaire s'est vu confier la collecte des données, il doit fournir aux personnes concernées l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. Le format et le contenu de l'information doivent être convenus avec les responsables de traitement avant la collecte des données.

En cas de demande d'exercice de leurs droits par les personnes concernées, le bénéficiaire informe le Département dans les 48 heures à l'adresse donneespersonnelles@departement86.fr ou la MDPH à l'adresse referent.informatiqueMDPH@departement86.fr. Il doit également y répondre au nom et pour le compte des responsables de traitement dans les délais prévus par le RGPD, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par la présente convention.

Le partenaire notifie toute violation de données au Département (à violationdedonnees@departement86.fr) et / ou à la MDPH (à referent.informatiqueMDPH@departement86.fr), dans un délai maximum de 24h après en avoir pris connaissance. Cette notification est accompagnée de toute information utile afin de permettre aux responsables de traitement, si nécessaire, de notifier séparément cette violation à la CNIL.

Le bénéficiaire s'engage également à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités faisant l'objet de la sous-traitance et précisées dans la présente convention ;
- garantir la confidentialité des données, et notamment veiller à ce qu'elles ne soient traitées que par les personnes qu'il aura autorisées ;
- mobiliser les ressources humaines et techniques nécessaires au respect de ses obligations ;
- recueillir l'accord des personnes concernées pour la transmission de leurs données aux organismes financeurs ;
- mettre en place les mesures de sécurité techniques nécessaires pour garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes de son système de traitement. Ces mesures peuvent notamment comprendre la pseudonymisation et le chiffrement des données. Le bénéficiaire s'engage à détailler et à mettre en œuvre les mesures de sécurité requises par le Département et la MDPH.
- ne pas transférer les données hors de l'Union Européenne, sauf s'il y est obligé par le droit communautaire ou national. Dans ce cas, il informe le Département préalablement à la mise en œuvre du traitement de données ;
- tenir par écrit un registre des catégories d'activités de traitement, effectuées pour le compte du Département et de la MDPH, conformément à l'article 30 du RGPD ;
- aider le Département et la MDPH pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ;
- mettre à disposition du Département et de la MDPH la documentation nécessaire pour démontrer le respect de ses obligations.

Les responsables de traitement s'engagent à :

- fournir au bénéficiaire les informations nécessaires au traitement, dans les mêmes conditions de sécurité imposées au sous-traitant ;
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant.

Au terme du traitement de données effectué dans le cadre de la présente convention et si aucune contrainte légale ne l'oblige à réaliser la conservation des données, le bénéficiaire s'engage à détruire les copies existantes dans ses systèmes d'information, après s'être assuré d'avoir fourni au responsable de traitement les éléments relatifs aux dossiers en cours ou en situation de pré-archivage.

REUNION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU 16 DECEMBRE 2022 - BUDGET PRIMITIF

COMMISSION PERSONNES AGEES, PERSONNES HANDICAPEES
Direction Générale Adjointe des Solidarités
Direction de l'Autonomie

RAPPORT DU PRESIDENT

CONVENTION VIENNE AUTONOMIE SERVICES 2023

INDIVIDUALISATION DE CREDITS

	AP/AE	<i>En euros</i> Crédits de paiement
Montants votés (BP, DM, reports) (a)		7 800,00
Montants individualisés (b)		0,00
Montants mandatés		0,00
Disponible pour individualiser (c) = (a-b)	0,00	7 800,00
Montant des propositions d'individualisation (d)		7 776,00
Disponible après décision (e) = (c-d)	0,00	24,00



La loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'Adaptation de la Société au Vieillessement a promu particulièrement la prévention, de la perte d'autonomie des personnes âgées de 60 ans et plus, et a instauré dans chaque Département une instance : la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie (CFPPA) des personnes âgées.

Cette instance est présidée par le Président du Conseil Départemental, représenté par Mme Valérie DAUGE, 1ère Vice-Présidente en charge des personnes âgées et personnes handicapées.

La CFPPA est une instance de coordination des financements qui a pour mission de développer les politiques de prévention de la perte d'autonomie, via l'adoption d'un programme coordonné de financement, en complément des prestations légales et réglementaires.

En 2018, la CFPPA a décidé d'investir l'axe 1 « accès aux équipements et aides techniques individuelles » de son champ de compétence. Pour ce faire, une

étude de faisabilité sur un service dit de « technicothèque » a été réalisée par le Centre d'Expertise National des Technologies de l'Information et de la Communication pour l'Autonomie (CENTICH), organisme ayant répondu à un appel à candidatures de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) en 2015 sur l'économie circulaire des aides techniques. En 2018 et suite à cette étude, une expérimentation du dispositif « technicothèque », renommé « Vienne Autonomie Services » d'une durée d'un an a été confiée à la Mutualité Française Vienne SSAM, opérateur retenu suite à un appel à candidatures (approuvé par délibération de la Commission Permanente du 5 avril 2018) et a donné lieu à la signature d'une convention entre le Département de la Vienne, la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH) de la Vienne et la Mutualité Française Vienne SSAM, opérateur bénéficiaire.

Vienne Autonomie Services est un dispositif de mise à disposition et de réattribution d'aides techniques pour l'autonomie dans tous les actes de la vie quotidienne. Ce dernier présente de nombreux avantages tant pour les usagers, que pour le Département de la Vienne (coût, efficience de l'utilisation des aides, résolution des problèmes d'évaluation) ou pour les distributeurs (assurance d'être payés, relation de confiance avec les usagers).

Au regard du bilan positif de cette expérimentation d'une durée de 15 mois au total (permettant l'orientation de 151 personnes bénéficiaires de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) vers ce service et l'achat de 235 aides techniques), le dispositif est renouvelé chaque année pour un an, sur la base d'un bilan positif présenté à la CFPPA. Pour rappel, en 2019 et hors contexte de crise sanitaire, 160 personnes ont été orientées sur le dispositif, dont 134 dossiers traités concernant les bénéficiaires de l'APA et 6 concernant les bénéficiaires de la Prestation de Compensation du Handicap (PCH). Au total, 330 aides techniques ont été achetées pour un montant total de 60 027 euros. Cependant, la crise sanitaire a eu un impact non négligeable sur les orientations vers le dispositif, impact qui se fait encore sentir aujourd'hui, compte tenu des délais de traitement des dossiers. Le bilan intermédiaire à 6 mois de la précédente convention 2021-2022 fait apparaître un objectif atteint à 41,78% avec 94 dossiers traités sur un objectif de 225, ainsi que l'acquisition de 129 aides techniques, à 6 mois d'exécution de la convention qui se terminera au 31 décembre 2022.

Pour autant, l'enquête de satisfaction démontre l'importance de ce dispositif pour les usagers puisque 90% des répondants sont satisfaits du dispositif.

Ainsi, pour permettre la continuité du dispositif, une nouvelle convention est nécessaire. Cette convention couvrirait l'année 2023, soit du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023 afin de permettre un suivi annuel du dispositif, et dans l'attente de l'intégration de Vienne Autonomie Services dans le dispositif « Espace Vienne Autonomie ». La Conférence des Financeurs qui s'est réunie le 1^{er} décembre 2022 a émis un avis favorable au renouvellement de ce dispositif.

Pour ce faire, le volume de dossiers à prendre en charge pour l'exécution de cette nouvelle convention est fixé à **180** répartis comme suit : **160 dossiers concernant les personnes bénéficiaires de l'APA** et **20 dossiers concernant les personnes bénéficiaires de la PCH**.

Pour permettre à ce service de fonctionner sur la durée de la convention, une enveloppe de 69 989 euros est nécessaire. Ainsi, au titre de l'axe 1 « accès aux équipements et aides techniques individuelles », le montant de l'enveloppe engagé par la Conférence des Financeurs est estimé à 62 213 euros. Cette enveloppe permettra la prise en charge des dossiers des personnes bénéficiaires de l'APA et des personnes bénéficiaires de la PCH de 60 ans et plus. Le solde, soit 7776 euros, correspondant à la prise en charge des dossiers des personnes bénéficiaires de la PCH de moins de 60 ans, sera attribué par le Département.

Ce budget correspond au financement :

- d'un emploi équivalent temps plein d'ergothérapeute ;
- de 0,40 emploi équivalent temps plein d'assistant social ;
- de frais de fonctionnement.

Au vu de ces éléments, je vous propose :

- **d'individualiser sur la dotation de 7 800 € inscrite au budget primitif un montant de 7 776 € correspondant à la part Département pour les bénéficiaires de la Prestation de Compensation du Handicap (PCH),**
- **de m'autoriser à signer la convention N°CONV 2023-C-DGAS-DA-SSP-0001 relative à l'octroi d'une subvention pour le fonctionnement d'un service dit de « technicothèque » nommé « Vienne Autonomie Services » avec la Mutualité Française Vienne SSAM dans la limite du fonds relatif à l'accès aux équipements et aux aides techniques individuelles versé par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) au titre de 2023, jointe en annexe 2 ;**
- **de prélever les crédits de paiement sur l'imputation 65-425-65742.**

■ ■
■

Je vous invite à délibérer sur ce dossier.